

# T3 2019

## Rapport trimestriel aux actionnaires

### La Banque Scotia annonce les résultats de son troisième trimestre

**TORONTO, le 27 août 2019** – La Banque Scotia a affiché un bénéfice net de 1 984 millions de dollars pour son troisième trimestre, comparativement à 1 939 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,50 \$, comparativement à 1,55 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 11,5 %, contre 13,1 % pour l'exercice précédent.

Exclusion faite des montants liés aux acquisitions et aux cessions<sup>1)</sup>, le bénéfice net a augmenté de 9 % pour atteindre 2 455 millions de dollars et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,88 \$, comparativement à 1,76 \$ pour l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 14,3 %, contre 14,5 % à l'exercice précédent.

« Nous avons réalisé des progrès remarquables au cours du trimestre en ce qui a trait au repositionnement de la Banque et à la simplification de ses activités. Nous sommes donc mieux positionnés sur nos principaux marchés pour poursuivre notre croissance. Nous avons conclu des ententes officielles en vue de réduire notre investissement en Thaïlande et nous avons annoncé la cession de nos activités à Porto Rico et aux Îles Vierges américaines. La revue de la répartition de nos activités à l'échelle mondiale est maintenant presque terminée », a déclaré Brian Porter, président et chef de la direction de la Banque Scotia.

« Le Réseau canadien affiche de bons résultats pour le trimestre, ayant généré un levier d'exploitation positif, fait progresser ses marges et dégagé une croissance à deux chiffres des dépôts. Les revenus des services de gestion de patrimoine au Canada ont augmenté de 20 % grâce à une bonne croissance interne et à l'apport considérable de Gestion financière MD et de Jarislowsky Fraser.

« Les Opérations internationales ont connu un autre trimestre marqué par une croissance à deux chiffres des revenus. Leurs activités demeurent axées sur l'intégration réussie de nos acquisitions récentes tout en assurant la croissance interne. Nous constatons que la forte croissance dans les pays de l'Alliance du Pacifique se poursuit, avec le Chili et le Pérou en tête du peloton.

« La Banque maintient toujours de solides ratios de fonds propres et son ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 s'est établi à 11,2 %, ou à 11,7 % sur une base pro forma, compte tenu de l'incidence estimée des cessions annoncées. Au cours du trimestre, nous avons annoncé une bonification de 0,03 \$ de notre dividende trimestriel, qui a été porté à 0,90 \$ par action ordinaire, soit une progression de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

« Nous sommes heureux qu'un certain nombre d'étapes clés aient été franchies au cours du trimestre dans la prestation de services numériques novateurs à nos clients, y compris la reconnaissance par J.D. Power en tant que chef de file du secteur des services bancaires mobiles et le lancement de notre nouvelle application de services bancaires mobiles au Canada. Aussi, Tangerine a tiré profit de notre partenariat de longue date avec Maple Leaf Sports & Entertainment en devenant la banque officielle des champions de la NBA 2019. Nous maintenons le cap sur l'atteinte de résultats solides et constants à long terme pour nos actionnaires. »

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir plus de renseignements.



Diffusion en direct sur le Web de la conférence téléphonique de la Banque avec les analystes. Se reporter aux renseignements à la page 74.

# Faits saillants financiers

	Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<i>(non audité)</i>					
<b>Résultats d'exploitation</b> (en millions de dollars)					
Revenus d'intérêts nets	4 374	4 193	4 085	12 841	11 971
Revenus autres que d'intérêts	3 285	3 610	3 096	10 225	9 356
Total des revenus	7 659	7 803	7 181	23 066	21 327
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	713	873	943	2 274	2 021
Charges autres que d'intérêts	4 209	4 046	3 770	12 426	10 994
Charge d'impôt sur le résultat	753	625	529	1 876	1 859
Bénéfice net	1 984	2 259	1 939	6 490	6 453
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 839	2 125	1 956	6 071	6 247
<b>Performance d'exploitation</b>					
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,51	1,74	1,60	4,96	5,18
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,50	1,73	1,55	4,94	5,10
Rendement des capitaux propres (en pourcentage)	11,5	13,8	13,1	13,0	14,7
Ratio de productivité (en pourcentage)	55,0	51,8	52,5	53,9	51,5
Marge sur activités bancaires principales (en pourcentage) <sup>1)</sup>	2,45	2,45	2,46	2,45	2,46
<b>Données tirées de l'état de la situation financière</b> (en millions de dollars)					
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	45 262	50 121	51 891		
Actifs détenus à des fins de transaction	131 068	117 140	92 881		
Prêts	589 243	583 815	548 597		
Total des actifs	1 066 740	1 058 169	946 703		
Dépôts	722 346	712 282	654 182		
Actions ordinaires	63 534	63 571	60 752		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	3 884	3 884	4 234		
Actifs sous administration <sup>2)</sup>	547 862	549 775	484 744		
Actifs sous gestion <sup>2)</sup>	297 105	297 167	253 234		
<b>Mesures des fonds propres et de la liquidité</b>					
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 (CET1) (en pourcentage)	11,2	11,1	11,4		
Ratio de T1 (en pourcentage)	12,3	12,5	12,8		
Ratio total des fonds propres (en pourcentage)	14,8	14,7	14,5		
Ratio de levier (en pourcentage)	4,2	4,3	4,9		
Actifs pondérés en fonction du risque – CET1 (en millions de dollars) <sup>3)</sup>	417 058	415 212	411 426		
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	123	125	125		
<b>Qualité du crédit</b>					
Montant net des prêts douteux (en millions de dollars)	3 559	3 695	3 707		
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances (en millions de dollars) <sup>4)</sup>	5 273	5 376	5 418		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,58	0,61	0,65		
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé) <sup>5)</sup>	0,48	0,61	0,69	0,52	0,51
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé) <sup>5)</sup>	0,52	0,49	0,41	0,49	0,44
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,50	0,50	0,39	0,50	0,43
<b>Résultats ajustés<sup>1)</sup></b>					
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars)	2 455	2 263	2 259	7 009	6 799
Bénéfice dilué ajusté par action (en dollars)	1,88	1,70	1,76	5,32	5,34
Rendement des capitaux propres ajusté (en pourcentage)	14,3	13,6	14,5	13,9	15,2
Ratio de productivité ajusté (en pourcentage)	51,7	52,3	51,8	52,7	51,1
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ajustée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé) <sup>5)</sup>	0,48	0,51	0,40	0,48	0,41
<b>Données sur les actions ordinaires</b>					
Cours des actions à la clôture (en dollars) (TSX)	70,46	73,78	77,09		
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	1 221	1 224	1 223	1 224	1 207
Nombre moyen – dilué	1 251	1 252	1 240	1 253	1 223
Clôture de la période	1 220	1 222	1 232		
Dividendes versés par action (en dollars)	0,87	0,87	0,82	2,59	2,43
Rendement de l'action (en pourcentage) <sup>6)</sup>	4,9	4,8	4,2	4,9	4,1
Capitalisation boursière (en millions de dollars) (TSX)	85 993	90 188	94 954		
Valeur comptable par action ordinaire (en dollars)	52,06	52,01	49,32		
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	1,4	1,4	1,6		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	10,5	10,9	11,3		
<b>Autres données</b>					
Effectif (équivalent temps plein) <sup>2)</sup>	101 809	100 945	96 473		
Succursales et bureaux	3 129	3 147	2 963		

1) Se reporter à la page 4 pour obtenir une analyse des mesures non conformes aux PCGR.

2) Les montants des périodes précédentes ont été retraités aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour la période à l'étude.

3) Conformément aux exigences du BSIF, avec prise d'effet le 31 janvier 2019, les actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit ont été intégralement appliqués. Au cours de l'exercice précédent, les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1 et le ratio total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit correspondaient à 0,80, à 0,83 et à 0,86, respectivement.

4) Compte tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de tous les actifs financiers : prêts, acceptations, exposition au risque lié à des éléments hors bilan, titres de créance et dépôts auprès d'autres institutions financières.

5) Compte tenu de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de certains actifs financiers : prêts, acceptations et exposition au risque lié à des éléments hors bilan.

6) D'après la moyenne des cours les plus hauts et les plus bas de l'action ordinaire pour la période.

# RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est fourni dans le but d'aider le lecteur à évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la Banque au 31 juillet 2019 et pour la période close à cette date. Le rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Banque figurant dans le présent rapport aux actionnaires et le rapport annuel 2018 de la Banque. Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 27 août 2019.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris son rapport annuel 2018, sur son site Web, au [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com). Il est également possible de trouver le rapport annuel et la notice annuelle de 2018 de la Banque sur le site de SEDAR, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et sur la section EDGAR du site de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Table des matières

<b>Rapport de gestion</b>	<b>23</b> Faits saillants financiers trimestriels	<b>39</b> Faits nouveaux en matière de réglementation
<b>4</b> Mesures non conformes aux PCGR	<b>24</b> Situation financière	<b>41</b> Méthodes comptables et contrôles
<b>10</b> Résultats financiers du Groupe	<b>24</b> Gestion du risque	<b>41</b> Perspectives économiques
<b>13</b> Données par secteurs d'exploitation	<b>37</b> Gestion du capital	<b>42</b> Données sur les actions
<b>22</b> Faits saillants par secteurs géographiques	<b>38</b> Instruments financiers	
	<b>38</b> Arrangements hors bilan	

**Énoncés prospectifs** À l'occasion, nos communications publiques comprennent des énoncés prospectifs verbaux ou écrits. Le présent document renferme ce genre d'énoncés, qui peuvent également être intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières du Canada ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou à d'autres communications. De plus, des représentants de la Banque peuvent fournir verbalement des énoncés prospectifs à certains analystes, investisseurs, médias et autres intervenants. De tels énoncés sont formulés aux termes des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et de toute loi pertinente sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Les énoncés prospectifs peuvent comprendre, notamment, les énoncés formulés dans le présent document, dans le rapport de gestion de la Banque figurant dans son rapport annuel 2018 à la rubrique « Perspectives », ainsi que dans tout autre énoncé concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ses résultats financiers prévisionnels et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « envisager », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « planifier », « viser » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel comme « devrait » et « pourrait ».

Du fait de leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous posions des hypothèses et sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que les prédictions, les prévisions, les projections, les attentes ou les conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses puissent être incorrectes et que nos objectifs de performance financière, notre vision et nos objectifs stratégiques ne puissent être atteints.

Nous conseillons aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes, des cibles, des estimations et des intentions exprimées dans ces énoncés prospectifs en raison de divers facteurs de risque, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont l'incidence peut être difficile à prévoir.

Les résultats futurs liés aux énoncés prospectifs peuvent être influencés par de nombreux facteurs, dont, sans s'y limiter, les conditions générales de l'économie et du marché dans les pays où nous exerçons nos activités; les variations des taux de change et d'intérêt; la hausse des coûts de financement et de la volatilité en raison de l'illiquidité du marché et de la concurrence pour le financement; le défaut de tiers de respecter leurs obligations envers la Banque et envers les sociétés membres de son groupe; les changements apportés aux politiques monétaires, fiscales ou économiques et les modifications apportées aux lois fiscales et aux interprétations connexes; les changements apportés aux lois et à la réglementation ou aux attentes et exigences prudentielles, y compris les exigences et les lignes directrices relatives aux fonds propres, aux taux d'intérêt et à la liquidité, ainsi que l'incidence de ces changements sur les coûts de financement; les changements aux notations de crédit qui nous sont attribuées; le risque d'exploitation et le risque lié aux infrastructures; le risque de réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun; notre capacité à réaliser nos plans stratégiques, notamment à mener à terme les acquisitions et les cessions, ce qui comprend l'obtention des approbations des autorités de réglementation; les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations connexes sur ces estimations; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque à recruter, à former et à conserver des dirigeants clés; l'évolution de divers types de fraude ou d'autres activités criminelles auxquels la Banque est exposée; les perturbations et les attaques (notamment les cyberattaques) visant les technologies de l'information, l'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communication vocaux ou de données de la Banque ou visant Internet; l'augmentation de la concurrence dans tous nos secteurs géographiques et d'activité, notamment en provenance de concurrents offrant des services bancaires par Internet et par appareil mobile et de concurrents non conventionnels; l'exposition liée aux enjeux réglementaires et aux litiges importants; la survenance de catastrophes naturelles ou non et les réclamations découlant de ces événements; de même que la capacité de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. Une grande partie des activités de la Banque consiste à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur sa liquidité. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les énoncés prospectifs. La Banque tient à préciser que la liste ci-dessus n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque et autres facteurs potentiels pouvant avoir une incidence négative sur ses résultats. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion du risque » du rapport annuel 2018 de la Banque, compte tenu des ajouts figurant dans les rapports trimestriels.

Les hypothèses économiques importantes sous-jacentes aux énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont présentées dans le rapport annuel 2018 à la rubrique « Perspectives », compte tenu des ajouts figurant dans les rapports trimestriels. Ces rubriques « Perspectives » sont fondées sur les opinions de la Banque et leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés à la lecture de ces rubriques. Lorsqu'ils se fient à des énoncés prospectifs pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent l'avis de la direction à la date des présentes seulement et sont présentés dans le but d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière de la Banque, ses objectifs et ses priorités ainsi que sa performance financière prévisionnelle aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et ils peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Sauf si la loi l'exige, la Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs verbaux ou écrits qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »), lesquels sont fondés sur les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), ni définies par les PCGR. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom ou à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La Banque est d'avis que certaines mesures non conformes aux PCGR sont utiles pour évaluer la performance des activités courantes et qu'elles permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance. Ces mesures non conformes aux PCGR sont utilisées dans le présent rapport de gestion et elles sont définies ci-après.

### Résultats ajustés et bénéfice dilué ajusté par action

Les tableaux suivants présentent les rapprochements des résultats financiers présentés conformément aux PCGR et des résultats financiers ajustés non conformes aux PCGR. Les résultats financiers ont été ajustés pour tenir compte des éléments suivants :

**Montants liés aux acquisitions et aux cessions** – Les montants liés aux acquisitions et aux cessions se définissent comme suit :

#### A) Coûts liés aux acquisitions

1. Coûts d'intégration – comprennent les coûts engagés dans le cadre d'acquisitions qui sont liés à l'intégration des activités acquises et qui sont comptabilisés dans les secteurs d'exploitation Réseau canadien et Opérations internationales. Ces coûts cesseront d'être engagés une fois l'intégration réalisée. Les coûts se rapportent aux acquisitions suivantes :
  - Jarislowsky, Fraser Limitée, Canada (*conclue au troisième trimestre de 2018*)
  - BBVA, Chili (*conclue au troisième trimestre de 2018*)
  - les activités de services aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises de Citibank, Colombie (*conclue au troisième trimestre de 2018*)
  - Gestion financière MD, Canada (*conclue au quatrième trimestre de 2018*)
  - Banco Dominicano del Progreso, République dominicaine (*conclue au deuxième trimestre de 2019*)
  - Banco Cencosud, Pérou (*conclue au deuxième trimestre de 2019*)
2. Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale sur les instruments financiers productifs acquis, comme l'exige l'IFRS 9, comptabilisée dans les secteurs d'exploitation Réseau canadien et Opérations internationales. La norme ne fait pas de distinction entre les prêts productifs montés et acquis et, en conséquence, elle exige le même traitement comptable pour ces deux types de prêts. Ces pertes sur créances sont considérées comme des coûts liés aux acquisitions pour les périodes applicables. Les coûts pour le deuxième trimestre de 2019 se rapportent à Banco Cencosud, au Pérou, et à Banco Dominicano del Progreso, en République dominicaine. Les coûts pour le troisième trimestre de 2018 se rapportent à BBVA, au Chili, et à Citibank, en Colombie.
3. Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exception des logiciels. Ces coûts se rapportent aux six acquisitions susmentionnées ainsi qu'à des acquisitions antérieures et sont comptabilisés dans les secteurs d'exploitation Réseau canadien et Opérations internationales.

- #### B) Profit net (perte nette) sur les cessions
- a trait à la perte sur la cession des activités à Porto Rico qui a été annoncée au cours du troisième trimestre de 2019, au profit sur les cessions de Scotia Crecer AFP et de Scotia Seguros en République dominicaine conclues au deuxième trimestre de 2019, ainsi qu'à la perte sur la vente des activités d'assurance et de services bancaires au Salvador annoncée au cours du deuxième trimestre de 2019. Ces montants sont inscrits dans le secteur Autres.

## Rapprochement des résultats présentés et ajustés et du bénéfice dilué ajusté par action

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<b>Résultats présentés</b>					
Revenus d'intérêts nets	4 374 \$	4 193 \$	4 085 \$	12 841 \$	11 971 \$
Revenus autres que d'intérêts	3 285	3 610	3 096	10 225	9 356
Total des revenus	7 659	7 803	7 181	23 066	21 327
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	713	873	943	2 274	2 021
Charges autres que d'intérêts	4 209	4 046	3 770	12 426	10 994
Bénéfice avant impôt sur le résultat	2 737	2 884	2 468	8 366	8 312
Charge d'impôt sur le résultat	753	625	529	1 876	1 859
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 984 \$</b>	<b>2 259 \$</b>	<b>1 939 \$</b>	<b>6 490 \$</b>	<b>6 453 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	120	70	(44)	301	84
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	1 864	2 189	1 983	6 189	6 369
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 839	2 125	1 956	6 071	6 247
<b>Bénéfice dilué par action (en dollars)</b>	<b>1,50 \$</b>	<b>1,73 \$</b>	<b>1,55 \$</b>	<b>4,94 \$</b>	<b>5,10 \$</b>
<b>Montants liés aux acquisitions et aux cessions</b>					
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale sur les instruments financiers productifs acquis <sup>1)</sup>	– \$	151 \$	404 \$	151 \$	404 \$
Coûts d'intégration <sup>2)</sup>	43	25	26	99	26
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exception des logiciels <sup>2)</sup>	30	28	23	88	59
<b>Coûts liés aux acquisitions</b>	<b>73</b>	<b>204</b>	<b>453</b>	<b>338</b>	<b>489</b>
Perte nette (profit net) sur les cessions <sup>3)</sup>	320	(173)	–	147	–
<b>Montants liés aux acquisitions et aux cessions (avant impôt)</b>	<b>393</b>	<b>31</b>	<b>453</b>	<b>485</b>	<b>489</b>
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	78	(27)	(133)	34	(143)
<b>Montants liés aux acquisitions et aux cessions (après impôt)</b>	<b>471</b>	<b>4</b>	<b>320</b>	<b>519</b>	<b>346</b>
Ajustement attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(5)	(45)	(113)	(55)	(113)
<b>Montants liés aux acquisitions et aux cessions (après impôt et participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales)</b>	<b>466 \$</b>	<b>(41)\$</b>	<b>207 \$</b>	<b>464 \$</b>	<b>233 \$</b>
<b>Résultats ajustés</b>					
Revenus d'intérêts nets	4 374 \$	4 193 \$	4 085 \$	12 841 \$	11 971 \$
Revenus autres que d'intérêts	3 591	3 437	3 096	10 358	9 356
Total des revenus	7 965	7 630	7 181	23 199	21 327
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	713	722	539	2 123	1 617
Charges autres que d'intérêts	4 122	3 993	3 721	12 225	10 909
Bénéfice avant impôt sur le résultat	3 130	2 915	2 921	8 851	8 801
Charge d'impôt sur le résultat	675	652	662	1 842	2 002
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 455 \$</b>	<b>2 263 \$</b>	<b>2 259 \$</b>	<b>7 009 \$</b>	<b>6 799 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	125	115	69	356	197
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	2 330	2 148	2 190	6 653	6 602
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>2 305 \$</b>	<b>2 084 \$</b>	<b>2 163 \$</b>	<b>6 535 \$</b>	<b>6 480 \$</b>
<b>Bénéfice dilué ajusté par action</b>					
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	2 305 \$	2 084 \$	2 163 \$	6 535 \$	6 480 \$
Incidence dilutive des options au titre de paiements fondés sur des actions et autres	44	39	31	131	51
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué)	2 349 \$	2 123 \$	2 194 \$	6 666 \$	6 531 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 221	1 224	1 223	1 224	1 207
Incidence dilutive des options au titre des paiements fondés sur des actions et autres (en millions)	30	28	26	29	16
Nombre moyen pondéré dilué ajusté d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 251	1 252	1 249	1 253	1 223
<b>Bénéfice dilué ajusté par action (en dollars)</b>	<b>1,88 \$</b>	<b>1,70 \$</b>	<b>1,76 \$</b>	<b>5,32 \$</b>	<b>5,34 \$</b>
<b>Incidence des ajustements sur le bénéfice dilué par action (en dollars)</b>	<b>0,38 \$</b>	<b>(0,03)\$</b>	<b>0,21 \$</b>	<b>0,38 \$</b>	<b>0,24 \$</b>

1) Élément comptabilisé au titre de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

2) Élément comptabilisé au titre des charges autres que d'intérêts.

3) Perte (profit) sur les cessions comptabilisé(e) dans les revenus autres que d'intérêts, coûts liés aux cessions comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

## Rapprochement des résultats présentés et ajustés et du bénéfice dilué ajusté par action par secteur d'activité

Réseau canadien <sup>1)</sup>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<i>(en millions de dollars)</i>					
<b>Résultats présentés</b>					
Revenus d'intérêts nets	2 120 \$	1 990 \$	2 024 \$	6 146 \$	5 869 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 412	1 390	1 349	4 181	4 038
Total des revenus	3 532	3 380	3 373	10 327	9 907
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	240	252	181	725	596
Charges autres que d'intérêts	1 723	1 711	1 661	5 164	4 907
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 569	1 417	1 531	4 438	4 404
Charge d'impôt sur le résultat	409	369	401	1 157	1 155
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 160 \$</b>	<b>1 048 \$</b>	<b>1 130 \$</b>	<b>3 281 \$</b>	<b>3 249 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	1 160 \$	1 048 \$	1 130 \$	3 281 \$	3 249 \$
<b>Ajustements relatifs aux coûts liés aux acquisitions</b>					
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale sur les instruments financiers productifs acquis <sup>2)</sup>	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Coûts d'intégration <sup>3)</sup>	4	6	3	17	3
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exclusion des logiciels <sup>3)</sup>	14	14	12	42	26
<b>Coûts liés aux acquisitions (avant impôt)</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>59</b>	<b>29</b>
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(4)	(6)	(4)	(15)	(8)
<b>Coûts liés aux acquisitions (après impôt)</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>44</b>	<b>21</b>
Ajustement attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
<b>Coûts liés aux acquisitions (après impôt et participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales)</b>	<b>14 \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>21 \$</b>
<b>Résultats ajustés</b>					
Revenus d'intérêts nets	2 120 \$	1 990 \$	2 024 \$	6 146 \$	5 869 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 412	1 390	1 349	4 181	4 038
Total des revenus	3 532	3 380	3 373	10 327	9 907
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	240	252	181	725	596
Charges autres que d'intérêts	1 705	1 691	1 646	5 105	4 878
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 587	1 437	1 546	4 497	4 433
Charge d'impôt sur le résultat	413	375	405	1 172	1 163
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 174 \$</b>	<b>1 062 \$</b>	<b>1 141 \$</b>	<b>3 325 \$</b>	<b>3 270 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
<b>Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres</b>	<b>1 174 \$</b>	<b>1 062 \$</b>	<b>1 141 \$</b>	<b>3 325 \$</b>	<b>3 270 \$</b>

1) Se reporter à la section Données par secteurs d'exploitation à la page 13.

2) Élément comptabilisé au titre de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

3) Élément comptabilisé au titre des charges autres que d'intérêts.

Opérations internationales<sup>1)</sup>

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<b>Résultats présentés</b>					
Revenus d'intérêts nets	2 157 \$	2 121 \$	1 827 \$	6 358 \$	5 292 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 270	1 235	1 026	3 756	3 007
Total des revenus	3 427	3 356	2 853	10 114	8 299
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	476	628	771	1 574	1 455
Charges autres que d'intérêts	1 780	1 710	1 510	5 232	4 390
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 171	1 018	572	3 308	2 454
Charge d'impôt sur le résultat	269	249	97	744	509
<b>Bénéfice net</b>	<b>902 \$</b>	<b>769 \$</b>	<b>475 \$</b>	<b>2 564 \$</b>	<b>1 945 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	121	69	(44)	301	84
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	781 \$	700 \$	519 \$	2 263 \$	1 861 \$
<b>Ajustements relatifs aux coûts liés aux acquisitions</b>					
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiales sur les instruments financiers productifs acquis <sup>2)</sup>	– \$	151 \$	404 \$	151 \$	404 \$
Coûts d'intégration <sup>3)</sup>	39	19	23	82	23
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, à l'exception des logiciels <sup>3)</sup>	16	14	11	46	33
<b>Coûts liés aux acquisitions (avant impôt)</b>	<b>55</b>	<b>184</b>	<b>438</b>	<b>279</b>	<b>460</b>
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(16)	(53)	(129)	(81)	(135)
<b>Coûts liés aux acquisitions (après impôt)</b>	<b>39</b>	<b>131</b>	<b>309</b>	<b>198</b>	<b>325</b>
Ajustement attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(5)	(44)	(113)	(54)	(113)
<b>Coûts liés aux acquisitions (après impôt et participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales)</b>	<b>34 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>196 \$</b>	<b>144 \$</b>	<b>212 \$</b>
<b>Résultats ajustés</b>					
Revenus d'intérêts nets	2 157 \$	2 121 \$	1 827 \$	6 358 \$	5 292 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 270	1 235	1 026	3 756	3 007
Total des revenus	3 427	3 356	2 853	10 114	8 299
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	476	477	367	1 423	1 051
Charges autres que d'intérêts	1 725	1 677	1 476	5 104	4 334
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 226	1 202	1 010	3 587	2 914
Charge d'impôt sur le résultat	285	302	226	825	644
<b>Bénéfice net</b>	<b>941 \$</b>	<b>900 \$</b>	<b>784 \$</b>	<b>2 762 \$</b>	<b>2 270 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	126	113	69	355	197
<b>Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres</b>	<b>815 \$</b>	<b>787 \$</b>	<b>715 \$</b>	<b>2 407 \$</b>	<b>2 073 \$</b>

1) Se reporter à la section Données par secteurs d'exploitation à la page 16.

2) Élément comptabilisé au titre de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

3) Élément comptabilisé au titre des charges autres que d'intérêts.

Autres <sup>1)</sup>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<i>(en millions de dollars)</i>					
<b>Résultats présentés</b>					
Revenus d'intérêts nets	(240)\$	(268)\$	(131)\$	(722)\$	(307)\$
Revenus autres que d'intérêts	(144)	184	(24)	37	(27)
Total des revenus	(384)	(84)	(155)	(685)	(334)
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	1	(1)	1	1	–
Charges autres que d'intérêts	113	31	56	198	17
Bénéfice avant impôt sur le résultat	(498)	(114)	(212)	(884)	(351)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(46)	(136)	(105)	(400)	(268)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(452)\$</b>	<b>22 \$</b>	<b>(107)\$</b>	<b>(484)\$</b>	<b>(83)\$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(1)	1	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	(451)\$	21 \$	(107)\$	(484)\$	(83)\$
<b>Ajustements relatifs à la perte nette (au profit net) sur les cessions<sup>2)</sup></b>	<b>320 \$</b>	<b>(173)\$</b>	<b>– \$</b>	<b>147 \$</b>	<b>– \$</b>
Charge d'impôt sur le résultat	98	32	–	130	–
<b>Perte nette (profit net) sur les cessions (après impôt)</b>	<b>418</b>	<b>(141)</b>	<b>–</b>	<b>277</b>	<b>–</b>
Ajustements attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	(1)	–	(1)	–
<b>Perte nette (profit net) sur les cessions (après impôt et participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales)</b>	<b>418 \$</b>	<b>(142)\$</b>	<b>– \$</b>	<b>276 \$</b>	<b>– \$</b>
<b>Résultats ajustés</b>					
Revenus d'intérêts nets	(240)\$	(268)\$	(131)\$	(722)\$	(307)\$
Revenus autres que d'intérêts	162	11	(24)	170	(27)
Total des revenus	(78)	(257)	(155)	(552)	(334)
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	1	(1)	1	1	–
Charges autres que d'intérêts	99	31	56	184	17
Bénéfice avant impôt sur le résultat	(178)	(287)	(212)	(737)	(351)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(144)	(168)	(105)	(530)	(268)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(34)\$</b>	<b>(119)\$</b>	<b>(107)\$</b>	<b>(207)\$</b>	<b>(83)\$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(1)	2	–	1	–
<b>Bénéfice net (perte nette) attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres</b>	<b>(33)\$</b>	<b>(121)\$</b>	<b>(107)\$</b>	<b>(208)\$</b>	<b>(83)\$</b>

1) Se reporter à la section Données par secteurs d'exploitation à la page 21.

2) Perte (profit) sur les cessions comptabilisé(e) dans les revenus autres que d'intérêts; coûts liés aux cessions comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.



## Rapprochement des résultats présentés et des résultats présentés en dollars constants du secteur Opérations internationales

Les résultats du secteur Opérations internationales sont présentés en dollars constants (se reporter à la page 17). Selon la présentation en dollars constants, les montants des périodes précédentes sont recalculés au moyen des taux de change moyens de la période à l'étude. Le tableau suivant fournit le rapprochement entre les résultats présentés et les résultats présentés en dollars constants du secteur Opérations internationales pour les périodes précédentes.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les					Pour les périodes de neuf mois closes les			
	30 avril 2019		31 juillet 2018		31 juillet 2018		31 juillet 2018		
(sur une base de mise en équivalence fiscale)	Montant présenté	Variation de change	Montant en dollars constants	Montant présenté	Variation de change	Montant en dollars constants	Montant présenté	Variation de change	Montant en dollars constants
Revenus d'intérêts nets	2 121 \$	36 \$	2 085 \$	1 827 \$	13 \$	1 814 \$	5 292 \$	(11)\$	5 303 \$
Revenus autres que d'intérêts	1 235	6	1 229	1 026	(7)	1 033	3 007	9	2 998
Total des revenus	3 356	42	3 314	2 853	6	2 847	8 299	(2)	8 301
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	628	12	616	771	36	735	1 455	32	1 423
Charges autres que d'intérêts	1 710	27	1 683	1 510	18	1 492	4 390	19	4 371
Charge d'impôt sur le résultat	249	–	249	97	(10)	107	509	(9)	518
<b>Bénéfice net</b>	<b>769 \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>766 \$</b>	<b>475 \$</b>	<b>(38)\$</b>	<b>513 \$</b>	<b>1 945 \$</b>	<b>(44)\$</b>	<b>1 989 \$</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	69 \$	(3)\$	72 \$	(44)\$	1 \$	(45)\$	84 \$	2 \$	82 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	700 \$	6 \$	694 \$	519 \$	(39)\$	558 \$	1 861 \$	(46)\$	1 907 \$
<b>Autres mesures</b>									
Actifs moyens (en milliards de dollars)	203 \$	3 \$	200 \$	164 \$	– \$	164 \$	159 \$	– \$	159 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	156 \$	3 \$	153 \$	129 \$	1 \$	128 \$	123 \$	(1)\$	124 \$

La base d'établissement des montants présentés dans le tableau ci-dessus est différente de celle utilisée pour le tableau de la section « Incidence de la conversion des devises » qui se trouve dans la rubrique « Résultats financiers du Groupe » à la page 10.

### Actifs liés aux activités bancaires principales

Les actifs liés aux activités bancaires principales représentent les actifs productifs moyens, exclusion faite des acceptations bancaires et des actifs détenus à des fins de transaction moyens au sein des Services bancaires et marchés mondiaux.

### Marge sur activités bancaires principales

Ce ratio représente les revenus d'intérêts nets divisés par les actifs liés aux activités bancaires principales.

### Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Au cours du premier trimestre de 2019, conformément aux exigences accrues au titre de la réserve pour stabilité intérieure communiquées par le BSIF, la Banque a augmenté le capital attribué aux secteurs d'activités pour le porter à environ 10,0 % des exigences de fonds propres ordinaires aux termes de Bâle III, en fonction des risques de crédit, de marché et d'exploitation ainsi que du levier propres à chaque secteur d'activité. Auparavant, le capital attribué correspondait à environ 9,5 % des exigences de fonds propres ordinaires aux termes de Bâle III.

Le rendement des capitaux propres des secteurs d'activité correspond à un ratio du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires du secteur d'activité par rapport au capital attribué. Les rendements des capitaux propres des secteurs d'activités des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

## Résultats financiers du Groupe

Le bénéfice net présenté par la Banque pour le trimestre s'est élevé à 1 984 millions de dollars, contre 1 939 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 2 259 millions de dollars pour le trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,50 \$, comparativement à 1,55 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent et à 1,73 \$ pour le trimestre précédent. Le rendement des capitaux propres a atteint 11,5 %, contre 13,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent et 13,8 % pour le trimestre précédent.

Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions de 471 millions de dollars après impôt (393 millions de dollars avant impôt), lesquels tiennent compte de la perte nette sur la cession annoncée des activités à Porto Rico de 402 millions de dollars après impôt (302 millions de dollars avant impôt) subie au cours du trimestre à l'étude, le bénéfice net s'est établi à 2 455 millions de dollars, comparativement à 2 259 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une hausse de 9 %. Le bénéfice dilué ajusté par action, qui s'est établi à 1,88 \$, a progressé de 7 % par rapport à 1,76 \$ pour l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres ajusté s'est établi à 14,3 %, contre 14,5 % à l'exercice précédent.

Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 2 455 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 2 263 millions de dollars pour le trimestre précédent, en hausse de 8 %. Le bénéfice dilué ajusté par action s'est chiffré à 1,88 \$, contre 1,70 \$ pour le trimestre précédent, alors que le rendement des capitaux propres ajusté a atteint 14,3 %, contre 13,6 % pour le trimestre précédent.

### Incidence de la conversion des devises

Le tableau qui suit reflète l'incidence estimée de la conversion des devises sur certains postes clés de l'état du résultat net. Les données y sont calculées selon une base d'établissement différente de celle utilisée dans le tableau des résultats présentés en dollars constants à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 4.

Pour les trimestres clos les	Taux de change moyen			Variation en %	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019 c. 30 avril 2019	31 juillet 2019 c. 31 juillet 2018
Dollar américain/dollar canadien	0,753	0,751	0,767	0,3 %	(1,8)%
Peso mexicain/dollar canadien	14,421	14,360	15,035	0,4 %	(4,1)%
Sol péruvien/dollar canadien	2,497	2,485	2,511	0,5 %	(0,5)%
Peso colombien/dollar canadien	2 454	2 354	2 209	4,2 %	11,1 %
Peso chilien/dollar canadien	519,551	499,097	489,565	4,1 %	6,1 %

Pour les périodes de neuf mois closes les	Taux de change moyen		Variation en %
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019 c. 31 juillet 2018
Dollar américain/dollar canadien	0,752	0,781	(3,7)%
Peso mexicain/dollar canadien	14,558	14,874	(2,1)%
Sol péruvien/dollar canadien	2,502	2,537	(1,4)%
Peso colombien/dollar canadien	2 402	2 254	6,6 %
Peso chilien/dollar canadien	509,583	485,074	5,1 %

Incidence sur le bénéfice net <sup>1)</sup> (en millions de dollars, sauf pour le bénéfice par action)	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de neuf mois closes les
	31 juillet 2019 c. 31 juillet 2018	31 juillet 2019 c. 30 avril 2019	31 juillet 2019 c. 31 juillet 2018
Revenus d'intérêts nets	(29)\$	(28)\$	(21)\$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2)</sup>	(4)	22	15
Charges autres que d'intérêts	31	40	3
Autres éléments (après impôt)	9	(1)	14
Bénéfice net	7 \$	33 \$	11 \$
Bénéfice par action (dilué)	0,01 \$	0,03 \$	0,01 \$
Incidence par secteurs d'activité (en millions de dollars)			
Réseau canadien	3 \$	– \$	7 \$
Opérations internationales <sup>2)</sup>	18	25	4
Services bancaires et marchés mondiaux	(1)	–	27
Autres <sup>2)</sup>	(13)	8	(27)
Bénéfice net	7 \$	33 \$	11 \$

1) Comprend l'incidence de toutes les devises.

2) Comprend l'incidence des couvertures de devises.

## Analyse de la performance financière

### Bénéfice net

#### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est établi à 1 984 millions de dollars, contre 1 939 millions de dollars. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net s'est établi à 2 455 millions de dollars, comparativement à 2 259 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 9 %. La hausse des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts a été neutralisée en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts, de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et de l'impôt sur le résultat.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est établi à 1 984 millions de dollars, contre 2 259 millions de dollars. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net s'est établi à 2 455 millions de dollars, comparativement à 2 263 millions de dollars, soit une hausse de 8 %. La hausse des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts ainsi que la diminution de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ont été neutralisées en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts et de l'impôt sur le résultat.

*Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Le bénéfice net s'est établi à 6 490 millions de dollars, contre 6 453 millions de dollars. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le bénéfice net s'est établi à 7 009 millions de dollars, comparativement à 6 799 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 3 %. La hausse des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts ainsi que la diminution de l'impôt sur le résultat ont été neutralisées en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts et la hausse de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances.

## Revenus d'intérêts nets

*Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 4 374 millions de dollars, soit une hausse de 289 millions de dollars ou de 7 %, du fait surtout de l'incidence des acquisitions. L'augmentation s'explique également par la croissance des activités liées aux cartes de crédit et du volume de prêts automobiles et de prêts aux entreprises du Réseau canadien, par l'augmentation du volume de prêts aux entreprises et aux particuliers des Opérations internationales ainsi que par la hausse du volume de prêts aux sociétés du secteur Services bancaires et marchés mondiaux. Les augmentations ont été atténuées par le repli de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif et par l'incidence défavorable de la conversion des devises.

La marge sur activités bancaires principales a diminué de un point de base pour s'établir à 2,45 %. L'amenuisement des marges des Services bancaires et marchés mondiaux et de celles liées aux activités de gestion de l'actif et du passif a été contrebalancé en majeure partie par l'amélioration de la composition de nos activités attribuable aux acquisitions effectuées par les Opérations internationales et par l'amélioration de la marge du Réseau canadien.

*Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 4 374 millions de dollars, soit une hausse de 181 millions de dollars ou de 4 %, en raison principalement de l'accroissement du volume des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts automobiles et des prêts aux entreprises du Réseau canadien, de l'augmentation du volume de prêts aux entreprises et aux particuliers des Opérations internationales et du fait que le trimestre précédent comptait moins de jours. Les hausses ont été contrées en partie par l'incidence de la conversion des devises.

La marge sur activités bancaires principales est demeurée stable à 2,45 %. L'augmentation des marges du Réseau canadien et de celles liées aux activités de gestion de l'actif et du passif a été contrebalancée par le recul des marges des Opérations internationales et de celles des Services bancaires et marchés mondiaux.

*Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 12 841 millions de dollars, soit une hausse de 870 millions de dollars ou de 7 %, du fait surtout de l'incidence des acquisitions. L'augmentation s'explique également par l'accroissement des prêts aux entreprises et des prêts automobiles du Réseau canadien, par l'augmentation des prêts aux entreprises et aux particuliers des Opérations internationales ainsi que par la hausse des prêts aux sociétés des Services bancaires et marchés mondiaux. Les hausses ont été contrebalancées dans une certaine mesure par la baisse de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif.

La marge sur activités bancaires principales s'est établie à 2,45 %, ce qui est comparable à l'exercice précédent. L'amenuisement des marges des Services bancaires et marchés mondiaux et de celles liées aux activités de gestion de l'actif et du passif a été contrebalancé en majeure partie par l'amélioration de la composition de nos activités attribuable aux acquisitions effectuées par les Opérations internationales et par l'amélioration de la marge du Réseau canadien.

## Revenus autres que d'intérêts

*Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les revenus autres que d'intérêts ont totalisé 3 285 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 189 millions de dollars ou de 6 %. Après ajustement pour exclure la perte nette sur les cessions, les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 16 %, environ la moitié de cette croissance étant attribuable aux acquisitions. Le reste de la croissance est attribuable à l'augmentation des revenus tirés des services bancaires et des activités de transaction. La hausse des revenus des sociétés associées et des profits sur les titres de placement a également contribué à la croissance. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une baisse des commissions de placement et des honoraires de services-conseils des Services bancaires et marchés mondiaux et par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus, qui stipule que les charges liées aux cartes doivent être portées en diminution des revenus sur cartes.

*Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 325 millions de dollars ou de 9 %. Après ajustement pour exclure la perte nette sur les cessions comptabilisée pour le trimestre à l'étude et le profit net sur les cessions comptabilisé pour le trimestre précédent, les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 4 %. La croissance découle de la hausse des revenus tirés des activités de transaction, des revenus des sociétés associées et des profits sur les titres de placement. Ces facteurs ont été contrebalancés dans une certaine mesure par la baisse des commissions de placement et des honoraires de services-conseils.

*Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les revenus autres que d'intérêts ont totalisé 10 225 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 869 millions de dollars ou de 9 %. Après ajustement pour exclure la perte nette sur les cessions, les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 11 %, environ les trois quarts de cette croissance étant attribuables aux acquisitions. Le reste de la croissance découle de la hausse des revenus tirés des services bancaires, de la progression des profits sur les titres de placement ainsi que de l'augmentation des revenus des sociétés associées. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la diminution des commissions de courtage, des commissions de placement et des honoraires de services-conseils, ainsi que par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus stipulant que les charges liées aux cartes doivent être portées en diminution des revenus sur cartes.

## Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

*Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffrée à 713 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 230 millions de dollars ou de 24 %. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis comptabilisée à l'exercice précédent, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 174 millions de dollars ou de 32 %, en raison surtout de la hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers, qui reflète la croissance des actifs découlant des activités internes et des acquisitions. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est fixé à 48 points de base et a augmenté de huit points de base sur une base ajustée par suite des modifications apportées à la composition du portefeuille.

La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 776 millions de dollars, soit un accroissement de 217 millions de dollars qui s'explique en grande partie par la hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers attribuable à la croissance des actifs découlant des activités internes et des acquisitions au sein surtout des Opérations internationales. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est fixé à 52 points de base, soit une hausse de 11 points de base.

Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs a diminué de 43 millions de dollars en raison surtout de l'amélioration de la qualité du crédit dans le portefeuille de prêts aux particuliers, ce qui a été contrebalancé partiellement par l'incidence de l'augmentation des actifs du Réseau canadien et des Opérations internationales.

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffrée à 713 millions de dollars, soit une baisse de 160 millions de dollars ou de 18 %. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis comptabilisée au trimestre précédent, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a diminué de 9 millions de dollars ou de 1 %. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a reculé de 13 points de base pour s'établir à 48 points de base, ou de trois points de base sur une base ajustée.

La dotation au titre des prêts douteux a augmenté de 76 millions de dollars du fait des dotations au titre des prêts aux particuliers et aux entreprises plus élevées. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est fixé à 52 points de base, soit une hausse de trois points de base.

Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs a diminué de 85 millions de dollars, en raison surtout du portefeuille de prêts aux particuliers. La diminution s'explique essentiellement par la forte qualité du crédit et par les tendances macroéconomiques plus favorables en comparaison de celles observées au trimestre précédent.

### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 2 274 millions de dollars, contre 2 021 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 506 millions de dollars ou de 31 %. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de un point de base pour se chiffrer à 52 points de base, et il a augmenté de sept points de base pour se chiffrer à 48 points de base sur une base ajustée.

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 2 155 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 437 millions de dollars attribuable principalement aux portefeuilles de prêts aux particuliers des Opérations internationales, surtout en Amérique latine, cette hausse étant le reflet de la croissance des actifs. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est fixé à 49 points de base, soit une hausse de cinq points de base.

La dotation au titre des prêts productifs s'est établie à 119 millions de dollars, comparativement à 303 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs a augmenté de 69 millions de dollars, en raison dans une certaine mesure du transfert de dotations au titre de prêts aux entreprises liées aux ouragans dans la dotation au titre des prêts douteux au cours de l'exercice précédent. Les conséquences de l'évolution des tendances macroéconomiques au Canada et la croissance des actifs des portefeuilles de prêts des Opérations internationales ont été neutralisées en partie par l'amélioration de la qualité du crédit, surtout en ce qui a trait aux prêts aux particuliers.

## Charges autres que d'intérêts

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les charges autres que d'intérêts ont totalisé 4 209 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 439 millions de dollars ou de 12 %. Compte non tenu des coûts liés aux acquisitions et aux cessions, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 11 %. L'augmentation des charges autres que d'intérêts découlant de l'incidence des acquisitions, en partie contrebalancée par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus qui exige que les charges liées aux cartes soient portées en diminution des revenus sur cartes, a contribué à la croissance à hauteur d'environ 7 %. L'augmentation restante de 4 % découle de la hausse des salaires et des avantages du personnel relative aux initiatives liées à la réglementation et aux technologies et de la hausse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, de la rémunération liée à la performance, des paiements fondés sur des actions et des frais de publicité et de prospection. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des honoraires et l'incidence favorable de la conversion des devises.

Le ratio de productivité s'est fixé à 55,0 %, comparativement à 52,5 %. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le ratio de productivité a été de 51,7 %, comparativement à 51,8 %.

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 163 millions de dollars ou de 4 %. Compte non tenu des coûts liés aux acquisitions et aux cessions, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 3 % en raison de la hausse des salaires et des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. La hausse a été atténuée par le recul des coûts liés à la technologie et des charges liées aux autres avantages du personnel ainsi que par l'incidence favorable de la conversion des devises.

Le ratio de productivité s'est fixé à 55,0 %, comparativement à 51,8 %. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le ratio de productivité a été de 51,7 %, comparativement à 52,3 %.

### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 1 432 millions de dollars ou de 13 %. Compte non tenu des coûts liés aux acquisitions et aux cessions, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 12 %. La réévaluation au cours de l'exercice précédent d'un passif au titre des régimes d'avantages du personnel découlant de certaines modifications apportées aux régimes (la « réévaluation des avantages »), l'incidence des acquisitions et l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus qui exige que les charges liées aux cartes soient portées en diminution des revenus sur cartes ont représenté environ 8 % de l'augmentation. La hausse restante de 4 % découle des investissements dans les initiatives liées aux technologies et à la réglementation, de l'augmentation des paiements fondés sur des actions, des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que des taxes d'affaires et des taxes sur le capital. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des honoraires.

Le ratio de productivité s'est fixé à 53,9 %, comparativement à 51,5 %. Si l'on exclut l'incidence des montants liés aux acquisitions et aux cessions et l'incidence de la réévaluation des avantages au cours de l'exercice précédent, le ratio de productivité s'est établi à 52,7 %, comparativement à 51,1 %.

Le levier d'exploitation présenté s'est établi à un pourcentage négatif de 4,9 %. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le levier d'exploitation s'est établi à un pourcentage négatif de 3,3 %. Le levier d'exploitation a subi l'incidence défavorable de 2,1 % de la réévaluation des avantages.

## Impôt

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 27,5 %, ce qui représente une hausse par rapport au taux du trimestre correspondant de l'exercice précédent de 21,5 %. Cette hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation de l'impôt découlant de la cession des activités à Porto Rico annoncée au cours du trimestre à l'étude. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le taux d'impôt effectif s'est établi à 21,6 %, contre 22,7 %.

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Le taux d'impôt effectif a augmenté pour se chiffrer à 27,5 %, comparativement à 21,7 % pour le trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par une hausse de l'impôt découlant de la cession des activités à Porto Rico annoncée au cours du trimestre à l'étude. Après ajustement pour exclure les montants liés aux acquisitions et aux cessions, le taux d'impôt effectif s'est établi à 21,6 %, contre 22,4 %.

### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Le taux d'impôt effectif s'est chiffré à 22,4 %, ce qui correspond à celui de l'exercice précédent. La hausse des avantages fiscaux dans certains territoires et l'accroissement des revenus exonérés d'impôt ont été annulés par la hausse de l'impôt découlant de la cession d'établissements à l'étranger annoncée au cours du trimestre.

## Données par secteurs d'exploitation

Les résultats par secteurs d'exploitation sont présentés sur une base de mise en équivalence fiscale et sont ajustés pour tenir compte des éléments suivants :

- La Banque analyse les revenus de ses secteurs d'activités sur une base de mise en équivalence fiscale (la « BMEF »). Cette méthode consiste à majorer les revenus exonérés d'impôts gagnés sur certains titres et comptabilisés dans les revenus d'intérêts nets ou dans les revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôt sur le résultat, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts découlant de sources imposables et de ceux provenant de sources non imposables et qu'elle favorise l'utilisation d'une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques puissent également utiliser la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Les revenus et la charge d'impôt sur le résultat des secteurs sont majorés jusqu'à un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est inscrite dans le secteur Autres.
- En ce qui a trait à l'évaluation et à la présentation de la performance des secteurs d'exploitation, le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées, lequel est un montant après impôt, fait l'objet d'un ajustement de normalisation aux fins de l'impôt. Cet ajustement de normalisation fiscale majore le montant du revenu net découlant des participations dans des sociétés associées et normalise le taux d'impôt effectif des secteurs afin de présenter le plus fidèlement possible l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

Réseau canadien <sup>1)</sup> (non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenus d'intérêts nets	2 120 \$	1 990 \$	2 024 \$	6 146 \$	5 869 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2)3)</sup>	1 412	1 390	1 349	4 181	4 038
Total des revenus	3 532	3 380	3 373	10 327	9 907
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	240	252	181	725	596
Charges autres que d'intérêts	1 723	1 711	1 661	5 164	4 907
Charge d'impôt sur le résultat	409	369	401	1 157	1 155
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 160 \$</b>	<b>1 048 \$</b>	<b>1 130 \$</b>	<b>3 281 \$</b>	<b>3 249 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 160 \$	1 048 \$	1 130 \$	3 281 \$	3 249 \$
<b>Autres données et mesures financières</b>					
Rendement des capitaux propres	19,5 %	18,4 %	23,0 %	18,7 %	23,3 %
Marge nette sur intérêts <sup>4)</sup>	2,49 %	2,46 %	2,46 %	2,47 %	2,44 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts productifs (étapes 1 et 2)	(16)\$	19 \$	7 \$	7 \$	(2)\$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts douteux (étape 3)	256 \$	233 \$	174 \$	718 \$	598 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	0,27 %	0,30 %	0,21 %	0,28 %	0,24 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	0,29 %	0,28 %	0,21 %	0,28 %	0,24 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	0,29 %	0,28 %	0,23 %	0,28 %	0,25 %
Actifs sous administration (en milliards de dollars) <sup>5)</sup>	382 \$	381 \$	323 \$	382 \$	323 \$
Actifs sous gestion (en milliards de dollars) <sup>5)</sup>	240 \$	239 \$	195 \$	240 \$	195 \$
Actifs moyens (en milliards de dollars)	365 \$	358 \$	344 \$	360 \$	339 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	285 \$	281 \$	254 \$	280 \$	250 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 16 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 18 \$; 31 juillet 2018 – 11 \$) et de 47 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 (31 juillet 2018 – 70 \$).

3) Comprend un mois supplémentaire de résultats au titre des activités d'assurance au Canada de 34 \$ (25 \$ après impôt) au cours du deuxième trimestre de 2018.

4) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

5) Les montants des périodes précédentes ont été retraités aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour la période à l'étude.

### Bénéfice net

#### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 30 millions de dollars, ou de 3 %, pour se chiffrer à 1 160 millions de dollars. L'augmentation est attribuable principalement à la forte croissance des actifs et des dépôts et à l'incidence des acquisitions. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances. La baisse des profits sur la vente de biens immobiliers a eu une incidence de 2 % sur la croissance du bénéfice.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 112 millions de dollars, ou de 11 %. La progression est attribuable surtout à la hausse des revenus d'intérêts nets du fait que le trimestre comptait trois jours de plus et de la forte croissance des actifs et des dépôts, ainsi qu'à la hausse des honoraires de gestion de patrimoine.

#### Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 32 millions de dollars, ou de 1 %. Après ajustement pour exclure les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a augmenté de 2 % en raison surtout de l'augmentation des revenus attribuable à la forte progression des

## RAPPORT DE GESTION

actifs et des dépôts et à l'incidence des acquisitions. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des charges autres que d'intérêts et de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances. Les profits moindres sur la vente de biens immobiliers, le gain à la restructuration d'Interac au cours de l'exercice précédent et l'apport supplémentaire découlant de l'harmonisation des périodes de présentation des activités d'assurance avec celles de la Banque au cours de l'exercice précédent ont eu une incidence de 3 % sur la croissance du bénéfice.

### Actifs moyens

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les actifs moyens ont progressé de 21 milliards de dollars, ou de 6 %, pour s'établir à 365 milliards de dollars. La progression tient compte des hausses de 6 milliards de dollars, ou de 3 %, des prêts hypothécaires à l'habitation, de 5 milliards de dollars, ou de 10 %, des prêts et acceptations aux entreprises et de 2 milliards de dollars, ou de 3 %, des prêts personnels.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les actifs moyens ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou de 2 %. L'augmentation tient compte des hausses de 3 milliards de dollars, ou de 5 %, des prêts et acceptations aux entreprises, de 3 milliards de dollars, ou de 1 %, des prêts hypothécaires à l'habitation et de 1 milliard de dollars, ou de 2 %, des prêts personnels.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les actifs moyens se sont accrus de 21 milliards de dollars, ou de 6 %, pour s'établir à 360 milliards de dollars. Cet accroissement tient compte des hausses de 5 milliards de dollars, ou de 3 %, des prêts hypothécaires à l'habitation, de 5 milliards de dollars, ou de 10 %, des prêts et acceptations aux entreprises et de 2 milliards de dollars, ou de 3 %, des prêts personnels.

### Passifs moyens

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les passifs moyens ont augmenté de 31 milliards de dollars, ou de 12 %, ce qui tient compte de la forte croissance de 13 milliards de dollars, ou de 17 %, des dépôts autres que de particuliers et de 12 milliards de dollars, ou de 7 %, des dépôts de particuliers.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les passifs moyens ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou de 2 %, surtout à l'égard des dépôts autres que de particuliers.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les passifs moyens ont augmenté de 30 milliards de dollars, ou de 12 %, ce qui tient compte de la forte croissance de 12 milliards de dollars, ou de 7 %, des dépôts de particuliers et de 11 milliards de dollars, ou de 15 %, des dépôts autres que de particuliers.

### Actifs sous gestion (« ASG ») et actifs sous administration (« ASA »)

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les ASA ont augmenté de 59 milliards de dollars, ou de 18 %, pour s'établir à 382 milliards de dollars et les ASG ont progressé de 45 milliards de dollars, ou de 23 %, pour s'établir à 240 milliards de dollars en raison de l'incidence des acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent et de l'appréciation du marché.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les ASA et les ASG ont progressé de 1 milliard de dollars en raison surtout des ventes nettes.

### Revenus d'intérêts nets

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 2 120 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 96 millions de dollars, ou de 5 %, du fait surtout de la forte croissance des actifs et des dépôts. La marge s'est améliorée de trois points de base pour se chiffrer à 2,49 %, en raison principalement de l'incidence des hausses précédentes des taux d'intérêt par la Banque du Canada.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les revenus d'intérêts nets se sont accrus de 130 millions de dollars, ou de 7 %, en raison surtout des trois jours de moins que comptait le trimestre précédent et de la forte croissance des actifs et des dépôts. La marge s'est améliorée de trois points de base pour se fixer à 2,49 %, ce qui s'explique avant tout par l'amélioration des écarts sur les produits bancaires destinés aux particuliers.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 6 146 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 277 millions de dollars, ou de 5 %, par suite de l'amélioration des marges et de la forte croissance des actifs et des dépôts. La marge s'est améliorée de trois points de base pour se chiffrer à 2,47 %, en raison principalement de l'incidence des hausses précédentes des taux d'intérêt par la Banque du Canada.

## Revenus autres que d'intérêts

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les revenus autres que d'intérêts se sont établis à 1 412 millions de dollars, soit une hausse de 63 millions de dollars, ou de 5 %. L'augmentation des honoraires de gestion de patrimoine découlant des acquisitions et la hausse des commissions de crédit ont été contrebalancées en partie par la baisse des revenus sur carte nets attribuable à l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus et par la diminution des profits sur la vente de biens immobiliers.

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les revenus autres que d'intérêts ont crû de 22 millions de dollars, ou de 2 %, par suite surtout de la hausse des honoraires de gestion de patrimoine.

### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les revenus autres que d'intérêts se sont chiffrés à 4 181 millions de dollars, soit une hausse de 143 millions de dollars, ou de 4 %. L'augmentation des honoraires de gestion de patrimoine découlant des acquisitions et la hausse des commissions de crédit ont été contrebalancées en partie par la baisse des revenus sur carte nets attribuable à l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus et par la diminution des profits sur la vente de biens immobiliers. Les revenus autres que d'intérêts des neuf premiers mois de l'exercice précédent ont été avantagés par le gain à la restructuration d'Interac et l'harmonisation des périodes de présentation des activités d'assurance avec celles de la Banque.

## Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 33 %, passant de 181 millions de dollars à 240 millions de dollars. La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 256 millions de dollars, par rapport à 174 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 47 % du fait principalement de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers par suite de la croissance des actifs et du fait en partie d'une baisse des recouvrements. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est accru de huit points de base, pour se fixer à 29 points de base. La dotation au titre des prêts productifs correspond à une reprise nette de 16 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 23 millions de dollars du fait surtout de l'amélioration de la qualité du crédit dans le portefeuille de prêts aux particuliers. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 27 points de base, soit une augmentation de six points de base, par suite des modifications apportées à la composition du portefeuille.

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 240 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 12 millions de dollars. La dotation au titre des prêts douteux a augmenté de 23 millions de dollars en raison principalement de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est établi à 29 points de base, soit une hausse de un point de base. La dotation au titre des prêts productifs a diminué de 35 millions de dollars du fait surtout de la baisse des dotations au titre des prêts aux particuliers en raison des tendances macroéconomiques plus favorables attendues et de l'amélioration de la qualité du crédit, contrée dans une certaine mesure par l'incidence de la croissance des actifs. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est élevé à 27 points de base, soit une diminution de trois points de base.

### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 725 millions de dollars, contre 596 millions de dollars. La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 718 millions de dollars, soit un accroissement de 120 millions de dollars, du fait surtout de la hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers et d'une baisse des recouvrements. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est chiffré à 28 points de base, soit une hausse de quatre points de base. La dotation au titre des prêts productifs s'est élevée à 7 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 9 millions de dollars attribuable à l'évolution défavorable des tendances macroéconomiques, compensée en majeure partie par l'amélioration de la qualité du crédit. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffré à 28 points de base, soit une hausse de quatre points de base.

## Charges autres que d'intérêts

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 723 millions de dollars, soit un accroissement de 62 millions de dollars, ou de 4 %, par suite essentiellement de l'effet des acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent. L'augmentation des frais liés au personnel nécessaire aux activités de prospection et aux initiatives liées à la réglementation et la hausse des coûts liés à la commercialisation ont été contrebalancées par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus.

### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 12 millions de dollars, ou de 1 %, en raison surtout du fait que le trimestre précédent comptait trois jours de moins.

### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les charges autres que d'intérêts ont totalisé 5 164 millions de dollars, soit une hausse de 257 millions de dollars, ou de 5 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 5 % pour se chiffrer à 5 105 millions de dollars par suite surtout des acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent. L'augmentation des frais liés au personnel nécessaire aux activités de prospection et aux initiatives liées à la réglementation a été contrebalancée par l'incidence de la nouvelle norme de comptabilisation des revenus.

## Impôt

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 26,1 %, ce qui est similaire au taux atteint pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et pour le trimestre précédent.

Opérations internationales <sup>1)</sup> (non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenus d'intérêts nets	2 157 \$	2 121 \$	1 827 \$	6 358 \$	5 292 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2)3)</sup>	1 270	1 235	1 026	3 756	3 007
Total des revenus	3 427	3 356	2 853	10 114	8 299
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances <sup>5)</sup>	476	628	771	1 574	1 455
Charges autres que d'intérêts	1 780	1 710	1 510	5 232	4 390
Charge d'impôt sur le résultat	269	249	97	744	509
<b>Bénéfice net</b>	<b>902 \$</b>	<b>769 \$</b>	<b>475 \$</b>	<b>2 564 \$</b>	<b>1 945 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	121 \$	69 \$	(44)\$	301 \$	84 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	781 \$	700 \$	519 \$	2 263 \$	1 861 \$
<b>Autres données et mesures financières</b>					
Rendement des capitaux propres	14,1 %	13,1 %	11,2 %	13,9 %	14,5 %
Marge nette sur intérêts <sup>4)</sup>	4,45 %	4,58 %	4,70 %	4,52 %	4,70 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts productifs (étapes 1 et 2) <sup>5)</sup>	(46)\$	156 \$	374 \$	129 \$	324 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts douteux (étape 3)	522 \$	472 \$	397 \$	1 445 \$	1 131 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	1,24 %	1,71 %	2,58 %	1,41 %	1,71 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	1,36 %	1,29 %	1,33 %	1,30 %	1,32 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations (annualisé)	1,27 %	1,26 %	1,14 %	1,29 %	1,26 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	206 \$	203 \$	164 \$	202 \$	159 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	158 \$	156 \$	129 \$	156 \$	123 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 182 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 210 \$; 31 juillet 2018 – 153 \$) et de 553 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 (31 juillet 2018 – 442 \$).

3) Comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Pérou de 58 \$ (41 \$ après l'impôt et les participations ne donnant pas le contrôle) au cours du premier trimestre de 2019. Comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Chili de 36 \$ (26 \$ après impôt) au cours du deuxième trimestre de 2018.

4) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

5) Comprend la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale de néant au titre des prêts productifs acquis pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 151 \$; 31 juillet 2018 – 404 \$) et de 151 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 (31 juillet 2018 – 404 \$).

## Bénéfice net

### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 781 millions de dollars, soit une hausse de 262 millions de dollars. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a augmenté de 14 %, pour se fixer à 815 millions de dollars. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des revenus d'intérêts nets du fait de la forte croissance des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique, par l'incidence des acquisitions, par l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et par l'incidence favorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances, par les charges autres que d'intérêts ainsi que par la hausse de l'impôt sur le résultat.

### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 81 millions de dollars, ou de 12 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a progressé de 28 millions de dollars, ou de 4 %. La croissance des revenus et le recul de l'impôt sur le résultat ont été contrés dans une certaine mesure par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 2 263 millions de dollars, ce qui représente un bond de 402 millions de dollars, ou de 22 %. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a augmenté de 16 % pour s'établir à 2 407 millions de dollars. La hausse découle surtout de l'augmentation des revenus d'intérêts nets du fait de la forte croissance des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique, de l'incidence des acquisitions, de la hausse des revenus autres que d'intérêts et de l'incidence favorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts.



## Performance financière en dollars constants

L'analyse ci-dessous portant sur les résultats d'exploitation est établie en dollars constants, en excluant l'incidence de la conversion des devises, qui est une mesure non conforme aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR »). La Banque est d'avis que la présentation de l'information en dollars constants permet au lecteur de mieux évaluer la performance des activités courantes. Les ratios se fondent sur les données présentées.

Opérations internationales <sup>1)</sup> (non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<b>Dollars constants</b>					
Revenus d'intérêts nets	2 157 \$	2 085 \$	1 814 \$	6 358 \$	5 303 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>2)3)</sup>	1 270	1 229	1 033	3 756	2 998
Total des revenus	3 427	3 314	2 847	10 114	8 301
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances <sup>4)</sup>	476	616	735	1 574	1 423
Charges autres que d'intérêts	1 780	1 683	1 492	5 232	4 371
Charge d'impôt sur le résultat	269	249	107	744	518
<b>Bénéfice net en dollars constants</b>	<b>902 \$</b>	<b>766 \$</b>	<b>513 \$</b>	<b>2 564 \$</b>	<b>1 989 \$</b>
Bénéfice net en dollars constants attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	121 \$	72 \$	(45)\$	301 \$	82 \$
Bénéfice net en dollars constants attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	781 \$	694 \$	558 \$	2 263 \$	1 907 \$
<b>Autres données et mesures financières</b>					
Actifs moyens (en milliards de dollars)	206 \$	200 \$	164 \$	202 \$	159 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	158 \$	153 \$	128 \$	156 \$	124 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Compte tenu du revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant des participations dans des sociétés associées de 182 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 213 \$; 31 juillet 2018 – 159 \$) et de 553 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 (31 juillet 2018 – 461 \$).

3) Comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Pérou de 58 \$ (41 \$ après l'impôt et les participations ne donnant pas le contrôle) au cours du premier trimestre de 2019. Comprend un mois supplémentaire de résultats liés au Chili de 36 \$ (26 \$ après l'impôt et les participations ne donnant pas le contrôle) au cours du deuxième trimestre de 2018.

4) Comprend la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances initiale de néant au titre des prêts productifs acquis pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 149 \$; 31 juillet 2018 – 376 \$) et de 151 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 (31 juillet 2018 – 376 \$).

## Bénéfice net

## Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 781 millions de dollars, soit une hausse de 223 millions de dollars. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a augmenté de 11 %, pour s'élever à 815 millions de dollars. Cette hausse découle surtout de l'augmentation des revenus d'intérêts nets du fait de la forte croissance des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique, de l'incidence des acquisitions et de la hausse des revenus autres que d'intérêts. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et par la hausse des charges autres que d'intérêts et de l'impôt sur le résultat.

## Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a progressé de 87 millions de dollars, ou de 13 %. Exclusion faite des coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a progressé de 36 millions de dollars, ou de 5 %. La croissance des revenus et la diminution de l'impôt sur le résultat ont été contrées en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a augmenté de 356 millions de dollars, ou de 19 %, pour s'établir à 2 263 millions de dollars. Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, le bénéfice net a atteint 2 407 millions de dollars, soit une augmentation de 311 millions de dollars, ou de 15 %. Cette augmentation découle essentiellement de la hausse des revenus d'intérêts nets à la suite de la forte croissance des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique, de l'incidence des acquisitions et de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation de la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts.

## Actifs moyens

## Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Les actifs moyens ont totalisé 206 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 42 milliards de dollars, ou de 26 %, du fait surtout de la forte croissance des prêts de 28 %, essentiellement dans la région de l'Alliance du Pacifique, ce qui s'explique en partie par les acquisitions. La croissance des prêts aux particuliers a été de 32 % et celle des prêts aux entreprises, de 24 %.

## Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Les actifs moyens ont augmenté de 3 %, du fait de la bonne croissance interne des prêts dans la région de l'Alliance du Pacifique et des acquisitions au Pérou et en République dominicaine. La croissance des prêts aux particuliers s'est établie à 3 % et celle des prêts aux entreprises, à 2 %.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Les actifs moyens ont atteint 202 milliards de dollars, soit un bond de 43 milliards de dollars, ou de 27 %, en raison de la forte croissance des prêts de 29 %, essentiellement dans la région de l'Alliance du Pacifique, du fait notamment des acquisitions. La croissance des prêts aux particuliers s'est établie à 31 % et celle des prêts aux entreprises, à 26 %.

### Passifs moyens

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les passifs moyens se sont fixés à 158 milliards de dollars, soit un accroissement de 30 milliards de dollars attribuable à la croissance de 18 % des dépôts essentiellement dans la région de l'Alliance du Pacifique, en partie par suite des acquisitions.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les passifs moyens ont progressé de 5 milliards de dollars en raison de l'augmentation de 3 % des dépôts.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les passifs moyens se sont fixés à 156 milliards de dollars, soit un accroissement de 32 milliards de dollars attribuable à la croissance de 18 % des dépôts, essentiellement dans la région de l'Alliance du Pacifique, en raison notamment des acquisitions.

### Revenus d'intérêts nets

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 2 157 millions de dollars, soit une hausse de 19 %, par suite de la forte croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises. Environ les trois quarts de la hausse des revenus d'intérêts nets sont attribuables aux acquisitions. La marge nette sur intérêts a diminué de 25 points de base pour s'établir à 4,45 %, du fait principalement des changements dans la composition des activités découlant des acquisitions et de la contraction des marges au Mexique.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 72 millions de dollars, ou de 3 %, ce qui s'explique par la bonne croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises dans la région de l'Alliance du Pacifique. La marge nette sur intérêts a diminué de 13 points de base en raison surtout de la contraction des marges au Mexique et des activités de gestion de l'actif et du passif en Amérique latine, facteurs atténués par l'effet favorable des changements dans la composition des activités découlant des acquisitions réalisées au cours du trimestre précédent.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les revenus d'intérêts nets se sont fixés à 6 358 millions de dollars, en hausse de 20 %, par suite de la forte croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises dans la région de l'Alliance du Pacifique, dont environ les deux tiers sont attribuables aux acquisitions. La marge nette sur intérêts a diminué de 18 points de base pour s'établir à 4,52 %, du fait surtout des changements dans la composition des activités découlant des acquisitions.

### Revenus autres que d'intérêts

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les revenus autres que d'intérêts ont progressé de 237 millions de dollars, ou de 23 %, pour se fixer à 1 270 millions de dollars. Environ la moitié de cette progression est attribuable aux acquisitions, tandis que le reste découle de la hausse des frais bancaires, de l'apport accru des sociétés associées, de l'augmentation des revenus tirés des activités de transaction et des profits sur les titres de placement.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les revenus autres que d'intérêts ont progressé de 41 millions de dollars, ou de 3 %, en raison de l'augmentation des revenus tirés des activités de transaction et des profits sur les titres de placement, ces facteurs ayant été contrés en partie par la baisse des frais bancaires.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 758 millions de dollars, ou de 25 %, pour se fixer à 3 756 millions de dollars. Presque la moitié de cette progression est attribuable à l'incidence des acquisitions, tandis que le reste découle de l'augmentation des frais bancaires, de l'apport accru des sociétés associées, de la hausse des revenus tirés des activités de transaction et des profits sur les titres de placement.

### Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 476 millions de dollars, contre 735 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 259 millions de dollars, ou de 35 %. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances de 476 millions de dollars a augmenté de 117 millions de dollars, ou de 33 %, en raison de la hausse des dotations au titre des prêts aux particuliers. La dotation au titre des prêts douteux s'est accrue de 134 millions de dollars pour s'établir à 522 millions de dollars en raison de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers parallèle à la croissance découlant des actifs et des acquisitions. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est chiffré à 136 points de base, ce qui représente une hausse de trois points de base. La dotation au titre des prêts productifs représente une reprise de 46 millions de dollars, comparativement à 347 millions de dollars. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs a diminué de 16 millions de dollars, particulièrement en ce qui a trait aux dotations au titre des prêts aux particuliers en raison des tendances macroéconomiques plus favorables et de la forte qualité du crédit, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence de la croissance des actifs. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffré à 124 points de base, ce qui représente une hausse de un point de base sur une base ajustée.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 476 millions de dollars, contre 616 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 9 millions de dollars. L'augmentation de 60 millions de dollars de la dotation au titre des prêts douteux observée principalement dans les portefeuilles de prêts aux particuliers est attribuable en partie aux acquisitions et aux recouvrements plus élevés au cours du trimestre précédent. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est fixé à 136 points de base, soit une hausse de sept points de base. La dotation au titre des prêts productifs représente une reprise de 46 millions de dollars, comparativement à 154 millions de dollars. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs a reculé de 51 millions de dollars en raison essentiellement de la diminution des dotations au titre des prêts aux particuliers et aux entreprises attribuable à l'amélioration de la qualité du crédit et aux tendances macroéconomiques plus favorables, neutralisées partiellement par l'incidence de la croissance des actifs du portefeuille de prêts aux particuliers. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffré à 124 points de base, ce qui représente une baisse de six points de base sur une base ajustée.

*Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 1 574 millions de dollars, contre 1 423 millions de dollars. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 376 millions de dollars du fait de l'augmentation des dotations au titre des prêts aux particuliers. La dotation au titre des prêts douteux s'est chiffrée à 1 445 millions de dollars, soit une hausse de 324 millions de dollars qui est le résultat essentiellement de la croissance des actifs découlant des activités internes et des acquisitions constatée dans le portefeuille de prêts aux particuliers, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des dotations au titre des prêts aux entreprises. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est chiffré à 130 points de base, en baisse de deux points de base. Si l'on exclut la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis, la dotation au titre des prêts productifs s'est accrue de 52 millions de dollars, en raison des dotations au titre de prêts aux entreprises qui sont le résultat du transfert à l'exercice précédent de dotations liées aux ouragans dans la dotation au titre des prêts douteux, tandis que la baisse des dotations au titre des prêts aux particuliers découlant de la forte qualité du crédit a été neutralisée partiellement par l'incidence de la croissance des actifs. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est chiffré à 127 points de base, soit une hausse de trois points de base sur une base ajustée.

## Charges autres que d'intérêts

*Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 288 millions de dollars, ou de 19 %, pour se chiffrer à 1 780 millions de dollars. Environ les trois quarts de cette augmentation s'expliquent par les acquisitions, tandis que le reste est attribuable à la croissance des volumes d'affaires, à la hausse des frais liés à la réglementation et à l'incidence de l'inflation.

*Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 97 millions de dollars, et un tiers de cette augmentation est attribuable à la croissance découlant des acquisitions. Le reste de l'augmentation est imputable essentiellement à la croissance des volumes d'affaires et au caractère saisonnier des activités.

*Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 861 millions de dollars, ou de 20 %, pour se chiffrer à 5 232 millions de dollars. Près des trois quarts de cette augmentation s'expliquent par les acquisitions, tandis que le reste est attribuable à la croissance des volumes d'affaires, à la hausse des frais liés à la réglementation et à l'incidence de l'inflation.

## Impôt

Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, le taux d'impôt effectif a augmenté légèrement par rapport à l'exercice précédent, passant de 22,3 % à 23,2 %, en raison surtout des avantages fiscaux plus élevés au Mexique au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'impôt effectif a diminué par rapport à celui du trimestre précédent, passant de 25,1 % à 23,2 % en raison surtout d'une hausse des revenus non imposables au cours du trimestre à l'étude.

*Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Si l'on exclut les coûts liés aux acquisitions, le taux d'impôt effectif a augmenté légèrement, passant de 22,1 % à 23,0 %, en raison surtout des avantages fiscaux plus élevés au Mexique au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Services bancaires et marchés mondiaux <i>(non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)</i>	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Revenus d'intérêts nets	337 \$	350 \$	365 \$	1 059 \$	1 117 \$
Revenus autres que d'intérêts	747	801	745	2 251	2 338
Total des revenus	1 084	1 151	1 110	3 310	3 455
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	(4)	(6)	(10)	(26)	(30)
Charges autres que d'intérêts	593	594	543	1 832	1 680
Charge d'impôt sur le résultat	121	143	136	375	463
<b>Bénéfice net</b>	<b>374 \$</b>	<b>420 \$</b>	<b>441 \$</b>	<b>1 129 \$</b>	<b>1 342 \$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	374 \$	420 \$	441 \$	1 129 \$	1 342 \$
<b>Autres données et mesures financières</b>					
Rendement des capitaux propres	12,8 %	15,2 %	15,6 %	13,1 %	16,2 %
Marge nette sur intérêts <sup>1)</sup>	1,61 %	1,70 %	1,82 %	1,70 %	1,88 %
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts productifs (étapes 1 et 2)	(2)\$	(2)\$	2 \$	(19)\$	(19)\$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances – prêts douteux (étape 3)	(2)\$	(4)\$	(12)\$	(7)\$	(11)\$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	(0,01)%	(0,02)%	(0,05)%	(0,03)%	(0,05)%
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (annualisé)	(0,01)%	(0,02)%	(0,06)%	(0,01)%	(0,02)%
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,01 %	0,09 %	– %	0,03 %	0,04 %
Actifs moyens (en milliards de dollars)	374 \$	361 \$	311 \$	366 \$	322 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	306 \$	295 \$	258 \$	300 \$	267 \$

1) Revenus d'intérêts nets (BMEF) exprimés en pourcentage des actifs productifs moyens compte non tenu des acceptations bancaires.

### Bénéfice net

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est établi à 374 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 67 millions de dollars, ou de 15 %. La diminution des revenus d'intérêts nets, la hausse des charges autres que d'intérêts et la baisse de la reprise sur la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances ont été atténuées par l'incidence favorable de la conversion des devises et la diminution de l'impôt sur le résultat.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a reculé de 46 millions de dollars, ou de 11 %. La baisse des revenus autres que d'intérêts, des revenus d'intérêts nets et de la reprise sur la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a été compensée en partie par la diminution de l'impôt sur le résultat.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres a reculé de 213 millions de dollars, ou de 16 %. La baisse des revenus d'intérêts nets et des revenus autres que d'intérêts et la hausse des charges autres que d'intérêts ont été compensées en partie par la diminution de l'impôt sur le résultat.

### Actifs moyens

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les actifs moyens se sont établis à 374 milliards de dollars, soit une augmentation de 63 milliards de dollars, ou de 20 %. Cette augmentation s'explique essentiellement par la croissance des titres pris en pension, des titres détenus à des fins de transaction et des prêts aux entreprises et aux administrations publiques, ainsi que par l'incidence de la conversion des devises.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les actifs moyens ont augmenté de 13 milliards de dollars, ou de 4 %, du fait essentiellement de la croissance des titres détenus à des fins de transaction.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les actifs moyens se sont accrus de 44 milliards de dollars, ou de 14 %, pour se fixer à 366 milliards de dollars, ce qui s'explique surtout par la hausse des titres pris en pension, des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et des titres détenus à des fins de transaction.

### Passifs moyens

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les passifs moyens se sont fixés à 306 milliards de dollars, ce qui constitue une hausse de 48 milliards de dollars, ou de 19 % attribuable à l'augmentation des titres mis en pension et des dépôts de même qu'à l'incidence de la conversion des devises.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les passifs moyens ont augmenté de 11 milliards de dollars, ou de 4 %, en raison principalement de la hausse des dépôts et des titres mis en pension.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les passifs moyens se sont chiffrés à 300 milliards de dollars, ce qui constitue une hausse de 33 milliards de dollars, ou de 12 %, attribuable à l'augmentation des titres mis en pension et des dépôts de même qu'à l'incidence de la conversion des devises.

### Revenus d'intérêts nets

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les revenus d'intérêts nets se sont établis à 337 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 28 millions de dollars, ou de 8 %. La baisse s'explique surtout par la contraction des marges sur dépôts et l'incidence de la hausse des frais de financement sur les marges sur prêts, atténuées par l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts. La marge nette sur intérêts s'est amenuisée de 21 points de base pour s'établir à 1,61 %.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les revenus d'intérêts nets ont reculé de 13 millions de dollars, ou de 4 % en raison surtout de la baisse des marges sur dépôts, contrée en partie par la remontée des marges sur prêts au Canada et en Asie. La marge nette sur intérêts a diminué de neuf points de base par rapport au trimestre précédent.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les revenus d'intérêts nets ont diminué de 58 millions de dollars, ou de 5 %. La diminution s'explique par le rétrécissement des marges sur prêts dans la plupart des régions et par la contraction des marges sur dépôts. La marge nette sur intérêts a baissé de 18 points de base pour s'établir à 1,70 %.

### Revenus autres que d'intérêts

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018*

Les revenus autres que d'intérêts ont atteint 747 millions de dollars, soit une hausse de 2 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La forte croissance des revenus tirés des transactions sur titres de capitaux propres a été neutralisée en grande partie par la diminution des commissions de placement et des honoraires de services-conseils, lesquels ont été élevés au cours de l'exercice précédent.

#### *Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019*

Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 54 millions de dollars, ou de 7 %. La diminution est attribuable essentiellement à la baisse des commissions de placement et des honoraires de services-conseils et au recul des revenus tirés des transactions sur titres à revenu fixe.

#### *Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018*

Les revenus autres que d'intérêts ont reculé de 87 millions de dollars, ou de 4 %. Ce recul est principalement attribuable à la diminution des revenus provenant des activités de transaction sur titres de capitaux propres ainsi qu'aux commissions de placement et honoraires de services-conseils plus élevés au cours de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus provenant des activités liées aux titres à revenu fixe et des commissions de crédit.

## Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 6 millions de dollars par suite des reprises visant le portefeuille américain plus élevées au cours de l'exercice précédent. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à un ratio négatif de un point de base, soit une augmentation de quatre points de base.

### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a représenté une reprise nette de 4 millions de dollars, contre une reprise nette de 6 millions de dollars au trimestre précédent. La dotation au titre des prêts douteux a représenté une reprise nette de 2 millions de dollars, en raison surtout d'une hausse des reprises sur les dotations du portefeuille de l'Asie-Pacifique. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux s'est établi à un ratio négatif de un point de base, soit une hausse de un point de base. La dotation au titre des prêts productifs a représenté une reprise nette de 2 millions de dollars. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à un ratio négatif de un point de base, soit une augmentation de un point de base.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances a augmenté de 4 millions de dollars en raison principalement des reprises sur les dotations au titre des prêts douteux du portefeuille américain plus élevées au cours de l'exercice précédent. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à un ratio négatif de trois points de base, soit une augmentation de deux points de base.

## Charges autres que d'intérêts

### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 50 millions de dollars, ou de 9 %, pour s'établir à 593 millions de dollars, du fait de l'accroissement des investissements liés à la conformité et dans les technologies attribuable surtout aux exigences réglementaires et de l'incidence défavorable de la conversion des devises.

### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Les charges autres que d'intérêts ont reculé de 1 million de dollars, en raison de la diminution des charges au titre de la rémunération et des avantages du personnel, qui a été neutralisée en majeure partie par la hausse des frais attribuable au volume des activités dans le marché des capitaux.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Les charges autres que d'intérêts ont bondi de 152 millions de dollars, ou de 9 %, en raison de l'accroissement des investissements liés à la conformité et dans les technologies attribuable surtout aux exigences réglementaires, de la hausse de la rémunération fondée sur des actions et de l'incidence défavorable de la conversion des devises. Ces facteurs ont été annulés en partie par le recul de la charge de rémunération liée à la performance.

## Impôt

### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude a atteint 24,3 %, comparativement à 23,6 %, ce qui s'explique principalement par les changements dans la composition des revenus dans certains territoires étrangers.

### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude a atteint 24,3 %, comparativement à 25,5 % pour le trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par les changements dans la composition des revenus dans certains territoires étrangers.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

Le taux d'impôt effectif a atteint 24,9 %, comparativement à 25,7 %. La baisse du taux d'impôt est attribuable principalement aux changements dans la composition des revenus dans certains territoires étrangers.

Autres <sup>1)2)</sup> (non audité) (en millions de dollars) (sur une base de mise en équivalence fiscale)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<b>Résultat sectoriel</b>					
Revenus d'intérêts nets <sup>3)</sup>	(240)\$	(268)\$	(131)\$	(722)\$	(307)\$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3)4)</sup>	(144)	184	(24)	37	(27)
Total des revenus	(384)	(84)	(155)	(685)	(334)
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	1	(1)	1	1	–
Charges autres que d'intérêts	113	31	56	198	17
Charge (économie) d'impôt sur le résultat <sup>3)</sup>	(46)	(136)	(105)	(400)	(268)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(452)\$</b>	<b>22 \$</b>	<b>(107)\$</b>	<b>(484)\$</b>	<b>(83)\$</b>
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	(1)\$	1 \$	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres	(451)\$	21 \$	(107)\$	(484)\$	(83)\$
<b>Autres mesures</b>					
Actifs moyens (en milliards de dollars)	116 \$	117 \$	116 \$	116 \$	117 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	242 \$	238 \$	229 \$	239 \$	234 \$

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir les résultats ajustés.

2) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.

- 3) Comprend l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 48 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 41 \$; 31 juillet 2018 – 28 \$) et de 123 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 (31 juillet 2018 – 81 \$), pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net.
- 4) Le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées à hauteur de (8) \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 [30 avril 2019 – (58) \$; 31 juillet 2018 – (38) \$] et de (111) \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 [31 juillet 2018 – (122) \$].

Le secteur Autres comprend la Trésorerie du Groupe, les secteurs d'exploitation de moindre envergure, le profit net (la perte nette) sur les cessions et d'autres éléments du siège social qui ne sont pas attribués à un secteur en particulier.

La majoration des revenus exonérés d'impôt est éliminée dans les revenus d'intérêts nets, les revenus autres que d'intérêts et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période. Ce montant est pris en compte dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont comptabilisés sur une base de mise en équivalence fiscale.

Le revenu net découlant de participations dans des sociétés associées et la charge d'impôt sur le résultat de chaque période tiennent compte des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de présenter le plus fidèlement possible l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du troisième trimestre de 2018

La perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est chiffrée à 451 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la perte nette sur les cessions de 418 millions de dollars, une perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de 33 millions de dollars a été comptabilisée, en regard de 107 millions de dollars. La diminution de la perte nette s'explique essentiellement par la hausse des profits sur les titres de placement ainsi que par la baisse de l'impôt sur le résultat. Ces facteurs ont été contrebalancés dans une certaine mesure par une diminution de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif et par une hausse des charges autres que d'intérêts.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2019

La perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est chiffrée à 451 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la perte nette sur les cessions de la période à l'étude et pour exclure le profit net sur les cessions de la période précédente, une perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de 33 millions de dollars a été comptabilisée, en regard de 121 millions de dollars. La diminution de la perte nette s'explique essentiellement par la hausse des profits sur les titres de placement, par l'augmentation de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif et par la baisse de l'impôt sur le résultat. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts.

#### Comparaison des neuf premiers mois de 2019 et des neuf premiers mois de 2018

La perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres s'est chiffrée à 484 millions de dollars. Après ajustement pour exclure la perte nette sur les cessions, une perte nette attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de 208 millions de dollars a été comptabilisée, contre 83 millions de dollars. L'exercice précédent a présenté des charges moins élevées, principalement attribuables à la réévaluation des avantages de 150 millions de dollars (203 millions de dollars avant impôt). La période à l'étude tient aussi compte d'une diminution de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif et d'une hausse de l'impôt sur le résultat.

## Faits saillants par secteurs géographiques

	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019 <sup>1)</sup>	30 avril 2019 <sup>1)</sup>	31 juillet 2018 <sup>1)</sup>	31 juillet 2019 <sup>1)</sup>	31 juillet 2018 <sup>1)</sup>
<i>(non audité)</i>					
<b>Bénéfice net (perte nette) par secteurs géographiques (en millions de dollars)</b>					
Canada	1 210 \$	1 022 \$	1 159 \$	3 290 \$	3 615 \$
États-Unis	186	225	194	587	502
Mexique	136	140	169	458	494
Pérou	195	140	190	546	510
Chili	133	126	(20)	376	179
Colombie	30	31	(36)	96	8
Antilles et Amérique centrale	(215)	298	167	277	510
Autres pays	189	207	160	559	551
<b>Bénéfice net (perte nette) attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque</b>	<b>1 864 \$</b>	<b>2 189 \$</b>	<b>1 983 \$</b>	<b>6 189 \$</b>	<b>6 369 \$</b>
<b>Bénéfice net (perte nette) ajusté(e) par secteurs géographiques (en millions de dollars)</b>					
Canada	1 224 \$	1 036 \$	1 170 \$	3 344 \$	3 636 \$
États-Unis	186	225	194	587	502
Mexique	136	140	169	458	494
Pérou	197	184	190	593	512
Chili	147	140	115	421	322
Colombie	34	32	23	105	70
Antilles et Amérique centrale	217	186	167	596	511
Autres pays	189	205	162	549	555
<b>Bénéfice net (perte nette) ajusté(e) attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque</b>	<b>2 330 \$</b>	<b>2 148 \$</b>	<b>2 190 \$</b>	<b>6 653 \$</b>	<b>6 602 \$</b>
<b>Actifs moyens (en milliards de dollars)</b>					
Canada	611 \$	595 \$	561 \$	599 \$	561 \$
États-Unis	148	147	118	147	120
Mexique	39	37	32	37	32
Pérou	29	27	24	27	24
Chili	51	52	29	51	27
Colombie	13	14	12	14	12
Antilles et Amérique centrale	42	42	41	42	40
Autres pays	128	125	118	127	121
<b>Total</b>	<b>1 061 \$</b>	<b>1 039 \$</b>	<b>935 \$</b>	<b>1 044 \$</b>	<b>937 \$</b>

1) Se reporter aux mesures non conformes aux PCGR à la page 4 pour obtenir une description des résultats ajustés.

## Faits saillants financiers trimestriels

Pour les trimestres clos les

(non audité) (en millions de dollars)	31 juillet 2019 <sup>1)</sup>	30 avril 2019 <sup>1)</sup>	31 janvier 2019 <sup>1)</sup>	31 octobre 2018	31 juillet 2018	30 avril 2018	31 janvier 2018	31 octobre 2017
<b>Résultats présentés</b>								
Revenus d'intérêts nets	4 374 \$	4 193 \$	4 274 \$	4 220 \$	4 085 \$	3 950 \$	3 936 \$	3 831 \$
Revenus autres que d'intérêts	3 285	3 610	3 330	3 228	3 096	3 108	3 152	2 981
Total des revenus	7 659 \$	7 803 \$	7 604 \$	7 448 \$	7 181 \$	7 058 \$	7 088 \$	6 812 \$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	713	873	688	590	943	534	544	536
Charges autres que d'intérêts	4 209	4 046	4 171	4 064	3 770	3 726	3 498	3 668
Charge d'impôt sur le résultat	753	625	498	523	529	621	709	538
Bénéfice net	1 984 \$	2 259 \$	2 247 \$	2 271 \$	1 939 \$	2 177 \$	2 337 \$	2 070 \$
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,51	1,74	1,72	1,72	1,60	1,70	1,88	1,66
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,50	1,73	1,71	1,71	1,55	1,70	1,86	1,64
Marge sur activités bancaires principales (en pourcentage) <sup>2)</sup>	2,45	2,45	2,45	2,47	2,46	2,47	2,46	2,44
Taux d'impôt effectif (en pourcentage)	27,5	21,7	18,1	18,7	21,5	22,2	23,3	20,6
<b>Résultats ajustés<sup>2)</sup></b>								
Bénéfice net ajusté	2 455 \$	2 263 \$	2 291 \$	2 345 \$	2 259 \$	2 190 \$	2 350 \$	2 084 \$
Bénéfice dilué ajusté par action	1,88 \$	1,70 \$	1,75 \$	1,77 \$	1,76 \$	1,71 \$	1,87 \$	1,65 \$

1) Les montants pour les périodes closes le 31 juillet 2019, le 30 avril 2019 et le 31 janvier 2019 ont été préparés selon l'IFRS 15; les montants des périodes précédentes n'ont pas été retraités (se reporter aux notes 3 et 4 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés).

2) Se reporter à la page 4 pour obtenir une analyse des mesures non conformes aux PCGR.

## Analyse des tendances

## Bénéfice net

La Banque a présenté un solide bénéfice net au cours des huit trimestres les plus récents. Le bénéfice net du trimestre à l'étude a été réduit par les montants liés aux acquisitions et aux cessions de 471 millions de dollars (393 millions de dollars avant impôt), tandis que le bénéfice net du troisième trimestre de 2018 avait été réduit par les montants liés aux acquisitions et aux cessions de 320 millions de dollars (453 millions de dollars avant impôt).

Le premier trimestre de 2018 tenait compte d'une économie comptable de 150 millions de dollars (203 millions de dollars avant impôt) attribuable à la réévaluation d'un passif au titre des régimes d'avantages du personnel découlant de certaines modifications apportées aux régimes.

## Revenus d'intérêts nets

Les revenus d'intérêts nets ont affiché une croissance tout au long de la période, grâce à une progression régulière des prêts aux particuliers du Réseau canadien et des Opérations internationales, à la progression des prêts aux entreprises dans chacun des trois secteurs d'activité, à la forte croissance des dépôts, de même qu'à l'incidence des acquisitions. La marge nette sur intérêts est demeurée relativement stable au cours de la période. La marge s'est établie à 2,45 % au cours du trimestre à l'étude.

Les revenus d'intérêts nets du trimestre précédent ont été inférieurs du fait des trois jours en moins que comptait le trimestre et de la baisse de l'apport des activités de gestion de l'actif et du passif.

## Revenus autres que d'intérêts

Les revenus autres que d'intérêts du trimestre à l'étude ont été touchés par la perte nette sur les cessions de 306 millions de dollars. Les revenus autres que d'intérêts du trimestre précédent comprennent un profit net sur les cessions de 173 millions de dollars. Les revenus autres que d'intérêts ont, dans l'ensemble, augmenté tout au long de la période, grâce en partie aux acquisitions, au profit net sur les cessions au cours du trimestre précédent et à l'harmonisation de la période de présentation de certaines entreprises de la Banque. Les profits sur la vente de biens immobiliers et de titres de placement ont ralenti depuis 2017. La vente des activités de Patrimoine Hollis au quatrième trimestre de 2017 a donné lieu à un profit au cours de ce trimestre, mais elle a contribué au recul des honoraires de gestion de patrimoine au cours de cette période.

## Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2017, la Banque a adopté l'IFRS 9. Les montants des périodes précédentes n'ont pas été retraités. De ce fait, la dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances et les ratios connexes ne sont pas directement comparables.

La dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établie à 713 millions de dollars pour le trimestre à l'étude. Le ratio de dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances s'est établi à 48 points de base, soit une diminution de 13 points de base par rapport au trimestre précédent, lequel tient compte de la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis de 151 millions de dollars. Le troisième trimestre de 2018 comprend la dotation initiale au titre des prêts productifs acquis de 404 millions de dollars.

## Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont généralement été marquées par une tendance à la hausse pour l'ensemble de la période, qui s'explique surtout par la croissance des activités, l'incidence continue des acquisitions et les investissements de la Banque dans les initiatives technologiques, réglementaires et stratégiques. Le premier trimestre de 2018 tenait compte d'une réévaluation des avantages de 203 millions de dollars, ce qui a réduit les charges du trimestre.

## Impôt

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 27,5 % pour le trimestre considéré, ou à 21,6 %, compte non tenu des montants liés aux acquisitions et aux cessions. Le taux d'impôt effectif s'est situé en moyenne à 22,0 % pour la période et a varié de 18,1 % à 27,5 %. Le taux d'impôt effectif des autres trimestres a varié en fonction des fluctuations des revenus gagnés à l'étranger et des dividendes exonérés d'impôt.

## Situation financière

Au 31 juillet 2019, le total des actifs de la Banque s'élevait à 1 067 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 68 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2018. L'accroissement a surtout été observé dans les prêts, les titres détenus à des fins de transaction et les titres pris en pension et titres empruntés, ce qui a été contré en partie par une diminution de la trésorerie et des dépôts auprès d'autres institutions financières.

La trésorerie et les dépôts auprès d'autres institutions financières ont diminué de 17 milliards de dollars en raison essentiellement d'une baisse des soldes des dépôts auprès de banques centrales, tandis que les titres détenus à des fins de transaction ont crû de 31 milliards de dollars afin surtout de couvrir les transactions générées par les clients. Les titres pris en pension et titres empruntés ont augmenté de 15 milliards de dollars en raison de l'accroissement de la demande de la part de clients.

Les titres de placement ont augmenté de 4 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2018, ce qui traduit d'abord et avant tout l'augmentation des avoirs en titres de créance de sociétés. Au 31 juillet 2019, la perte nette latente sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global s'élevait à 25 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des couvertures admissibles.

Les prêts ont progressé de 37 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2018. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 12 milliards de dollars, en raison de la croissance au Canada et en Amérique latine. Les prêts personnels et sur cartes de crédit ont progressé de 4 milliards de dollars, du fait surtout de la croissance en Amérique latine et au Canada. Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont augmenté de 22 milliards de dollars, en raison surtout de la croissance au Canada, en Amérique latine et aux États-Unis.

Les passifs totalisaient 997 milliards de dollars au 31 juillet 2019, soit une hausse de 66 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2018.

Le total des dépôts a augmenté de 46 milliards de dollars. Les dépôts de particuliers se sont accrus de 8 milliards de dollars en raison essentiellement de la croissance au Canada. Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques ont augmenté de 35 milliards de dollars, surtout aux États-Unis, au Canada et en Amérique latine. Les dépôts d'autres institutions financières ont augmenté de 3 milliards de dollars.

Les obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés ont augmenté de 19 milliards de dollars, ce qui reflète la hausse des titres pris en pension et des titres empruntés. Les instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ont augmenté de 3 milliards de dollars. Les autres passifs ont augmenté de 3 milliards de dollars, tandis que les obligations liées aux titres vendus à découvert ont reculé de 6 milliards de dollars.

Le total des capitaux propres a augmenté de 2 451 millions de dollars depuis le 31 octobre 2018. Cette augmentation est attribuable surtout au bénéfice de 6 490 millions de dollars dégagé pour l'exercice à ce jour. L'augmentation a été en partie neutralisée par les dividendes versés de 3 284 millions de dollars, le rachat et l'annulation d'environ 10 millions d'actions ordinaires pour un montant de 719 millions de dollars de même que le rachat d'actions privilégiées de 300 millions de dollars.

## Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque et les risques émergents n'ont pas changé de façon importante par rapport à ce qui est énoncé dans son rapport annuel 2018. Pour une analyse complète des politiques et pratiques de gestion du risque et un complément d'information sur les facteurs de risque, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion du risque » du rapport annuel 2018.

### Risque de crédit

#### Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances total s'établissait à 5 273 millions de dollars au 31 juillet 2019. Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts se situait à 5 194 millions de dollars, en baisse de 101 millions de dollars, en raison essentiellement de l'annulation des nouvelles dotations par suite de radiations et de l'incidence de la conversion de devises.

Le compte de correction de valeur au titre des prêts douteux a augmenté de 1 million de dollars par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 1 670 millions de dollars, étant donné que les nouvelles dotations ont été annulées par suite de radiations. Le compte de correction de valeur à l'égard des prêts productifs a diminué pour s'établir à 3 524 millions de dollars, alors qu'il s'établissait à 3 626 millions de dollars au 30 avril 2019, par suite de la baisse des comptes de correction au titre des prêts aux particuliers en raison surtout de l'incidence de la conversion de devises.

#### Prêts douteux

Le montant total brut des prêts douteux était de 5 229 millions de dollars au 31 juillet 2019, ce qui représente une baisse par rapport au montant de 5 364 millions de dollars au 30 avril 2019, du fait essentiellement de l'incidence de la conversion de devises.

Le montant net des prêts douteux du Réseau canadien totalisait 706 millions de dollars au 31 juillet 2019, ce qui représente une baisse de 1 million de dollars par rapport au 30 avril 2019. Le montant net des prêts douteux des Opérations internationales totalisait 2 688 millions de dollars au 31 juillet 2019, ce qui représente une baisse de 55 millions de dollars par rapport au 30 avril 2019. Le montant net des prêts douteux des Services bancaires et marchés mondiaux se chiffrait à 165 millions de dollars au 31 juillet 2019, ce qui représente une baisse de 80 millions de dollars par rapport au 30 avril 2019, en raison surtout des reprises effectuées au cours du trimestre. Le montant net des prêts douteux exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations s'établissait à 0,58 % au 31 juillet 2019, ce qui représente une baisse de trois points de base par rapport au trimestre précédent.

#### Aperçu du portefeuille de prêts

La Banque possède un portefeuille bien diversifié par produits, par activités commerciales et par régions géographiques. Des détails concernant certains portefeuilles sur lesquels l'accent est mis actuellement sont présentés ci-dessous.

##### *Prêts garantis par des biens immobiliers*

Une partie importante du portefeuille de prêts de la Banque est constituée de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts à la consommation, lesquels sont bien diversifiés sur le plan des emprunteurs. Au 31 juillet 2019, ces prêts s'élevaient à 382 milliards de dollars ou à 63 % de l'encours total des prêts et des acceptations de la Banque (30 avril 2019 – 376 milliards de dollars ou 63 %; 31 octobre 2018 – 366 milliards de dollars ou 64 %). De ces prêts, une tranche de 286 milliards de dollars ou de 75 % est composée de prêts hypothécaires garantis (30 avril 2019 – 282 milliards de dollars ou 75 %; 31 octobre 2018 – 274 milliards de dollars ou 75 %). Les tableaux qui suivent présentent des détails par portefeuilles.



## Prêts hypothécaires et marges de crédit hypothécaire à l'habitation assurés et non assurés

Le tableau qui suit présente les montants des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaire à l'habitation assurés et non assurés, par régions géographiques.

	Au 31 juillet 2019											
	Prêts hypothécaires à l'habitation						Marges de crédit hypothécaire à l'habitation					
	Assurés <sup>1)</sup>		Non assurés		Total		Assurés <sup>1)</sup>		Non assurés		Total	
(en millions de dollars)	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Canada <sup>2)</sup> :												
Provinces de l'Atlantique	5 767 \$	2,6 %	5 358 \$	2,4 %	11 125 \$	5,0 %	– \$	– %	1 156 \$	5,5 %	1 156 \$	5,5 %
Québec	7 633	3,5	8 736	3,9	16 369	7,4	–	–	951	4,5	951	4,5
Ontario	39 953	18,0	73 753	33,1	113 706	51,1	–	–	11 392	54,0	11 392	54,0
Manitoba et Saskatchewan	5 437	2,4	4 096	1,9	9 533	4,3	1	–	763	3,6	764	3,6
Alberta	17 933	8,1	12 894	5,8	30 827	13,9	–	–	2 940	13,9	2 940	13,9
Colombie-Britannique et territoires	13 049	5,8	27 837	12,5	40 886	18,3	–	–	3 902	18,5	3 902	18,5
Canada <sup>3)</sup>	89 772 \$	40 %	132 674 \$	60 %	222 446 \$	100 %	1 \$	– %	21 104 \$	100 %	21 105 \$	100 %
Étranger	–	–	42 724	100	42 724	100	–	–	–	–	–	–
Total	89 772 \$	34 %	175 398 \$	66 %	265 170 \$	100 %	1 \$	– %	21 104 \$	100 %	21 105 \$	100 %
	Au 30 avril 2019											
Canada <sup>3)</sup>	91 285 \$	42,0 %	125 854 \$	58,0 %	217 139 \$	100 %	2 \$	– %	21 067 \$	100 %	21 069 \$	100 %
Étranger	–	–	43 447	100	43 447	100	–	–	–	–	–	–
Total	91 285 \$	35,0 %	169 301 \$	65,0 %	260 586 \$	100 %	2 \$	– %	21 067 \$	100 %	21 069 \$	100 %
	Au 31 octobre 2018											
Canada <sup>3)</sup>	92 185 \$	43,3 %	120 898 \$	56,7 %	213 083 \$	100 %	2 \$	– %	20 926 \$	100 %	20 928 \$	100 %
Étranger	–	–	40 274	100	40 274	100	–	–	–	–	–	–
Total	92 185 \$	36,4 %	161 172 \$	63,6 %	253 357 \$	100 %	2 \$	– %	20 926 \$	100 %	20 928 \$	100 %

1) Une assurance prêt hypothécaire s'entend d'une couverture contractuelle sur la durée des prêts admissibles, en vertu de laquelle l'exposition de la Banque aux prêts garantis par des biens immobiliers est protégée contre les manques à gagner pouvant découler de la défaillance de l'emprunteur. Cette assurance est fournie soit par des organismes bénéficiant du soutien du gouvernement, soit par des assureurs hypothécaires privés.

2) La province représente l'emplacement du bien immobilier au Canada.

3) Comprend des immeubles d'habitation (quatre unités ou plus) de 3 267 \$ au 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 3 123 \$; 31 octobre 2018 – 2 899 \$), dont une tranche de 2 360 \$ est assurée (30 avril 2019 – 2 302 \$; 31 octobre 2018 – 2 029 \$).

## Périodes d'amortissement des prêts hypothécaires à l'habitation

Le tableau qui suit présente la distribution des prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement restantes et par régions géographiques.

	Au 31 juillet 2019						
	Prêts hypothécaires à l'habitation par périodes d'amortissement						
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	35 ans ou plus	Total des prêts hypothécaires à l'habitation	
Canada	34,0 %	38,9 %	25,9 %	1,1 %	0,1 %	100 %	
Étranger	65,5 %	18,3 %	13,8 %	2,3 %	0,1 %	100 %	
	Au 30 avril 2019						
Canada	34,4 %	38,8 %	25,9 %	0,8 %	0,1 %	100 %	
Étranger	66,3 %	18,4 %	13,5 %	1,7 %	0,1 %	100 %	
	Au 31 octobre 2018						
Canada	33,9 %	38,0 %	27,1 %	0,9 %	0,1 %	100 %	
Étranger	65,1 %	18,9 %	13,2 %	2,7 %	0,1 %	100 %	

## Ratios prêt/valeur

Une tranche de 60 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien n'était pas assurée (30 avril 2019 – 58 %; 31 octobre 2018 – 57 %). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille s'établissait à 55 % (30 avril 2019 – 55 %; 31 octobre 2018 – 54 %).

Le tableau suivant présente le ratio prêt/valeur moyen pondéré de l'ensemble des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit hypothécaire à l'habitation non assurés nouvellement montés, lesquels comprennent les prêts hypothécaires pour financer un achat, refinancés afin d'augmenter le solde et transférés d'autres institutions financières, par régions géographiques pour le trimestre à l'étude.

	Ratios prêt/valeur des prêts non assurés	
	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaire à l'habitation <sup>1)</sup>
	Ratio prêt/valeur (%)	Ratio prêt/valeur (%)
Canada <sup>2)</sup>		
Provinces de l'Atlantique	66,6 %	58,8 %
Québec	64,8	68,7
Ontario	64,0	62,6
Manitoba et Saskatchewan	68,0	62,9
Alberta	67,5	73,1
Colombie-Britannique et territoires	62,7	62,5
Canada <sup>2)</sup>	<b>64,1 %</b>	<b>63,6 %</b>
Étranger	<b>73,0 %</b>	<b>s. o.</b>
	Pour le trimestre clos le 30 avril 2019	
Canada <sup>2)</sup>	64,5 %	61,9 %
Étranger	72,0 %	s. o.
	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2018	
Canada <sup>2)</sup>	63,5 %	62,1 %
Étranger	69,2 %	s. o.

1) *Comprennent toutes les marges de crédit hypothécaire à l'habitation. Le ratio prêt/valeur en ce qui a trait aux marges de crédit hypothécaire à l'habitation aux termes du programme Crédit Intégré Scotia correspond à la somme de chaque prêt hypothécaire à l'habitation et de la limite autorisée des marges de crédit hypothécaire à l'habitation connexes, divisée par la valeur du bien immobilier résidentiel connexe, et il est présenté sur une base moyenne pondérée pour les prêts hypothécaires et les marges de crédit hypothécaire à l'habitation nouvellement montés.*

2) *La province représente l'emplacement du bien immobilier au Canada.*

Incidence d'un éventuel ralentissement économique sur les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaire à l'habitation

La Banque soumet son portefeuille de prêts hypothécaires à des scénarios de conditions critiques afin de déterminer l'incidence d'une variété de combinaisons d'événements comme le déclin des prix des habitations, l'augmentation du taux de chômage et la hausse des taux d'intérêt. Elle définit les scénarios en fonction de résultats réels antérieurs dans divers contextes historiques de ralentissement pour démontrer que les tests sur le portefeuille sont suffisamment sévères. En période de crise, il y a une hausse modérée des pertes sur créances et des incidences défavorables sur les ratios de fonds propres, à un niveau que la Banque considère toutefois comme gérable. Dans les faits, le portefeuille est résistant face à ces scénarios en raison du faible ratio prêt/valeur du portefeuille, de la proportion élevée de prêts assurés et de la diversification du portefeuille.

#### Exposition au risque en Europe

La Banque est d'avis que ses expositions au risque en Europe sont gérables, que leur taille est appropriée au regard de la solvabilité des contreparties (90 % des expositions sont des contreparties de première qualité selon une combinaison de notations internes et externes) et qu'elles sont modestes compte tenu du capital de la Banque. L'exposition de la Banque au risque en Europe est comptabilisée au coût amorti ou à la juste valeur calculée au moyen de données observables, des montants négligeables étant évalués selon des modèles assortis de données non observables (niveau 3). Il ne s'est produit aucun événement important au cours du trimestre qui a eu une incidence significative sur l'exposition de la Banque.

Au 31 juillet 2019, l'exposition de la Banque à l'égard des emprunteurs souverains s'établissait à 6,9 milliards de dollars (30 avril 2019 – 7,3 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 8,5 milliards de dollars), celle à l'égard de banques, à 5,5 milliards de dollars (30 avril 2019 – 3,6 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 5,8 milliards de dollars), et celle à l'égard de sociétés, à 16,7 milliards de dollars (30 avril 2019 – 16,9 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 15,8 milliards de dollars).

Outre les expositions présentées dans le tableau ci-dessous, la Banque avait des expositions indirectes composées de positions en titres d'entités non européennes dont la société mère est domiciliée en Europe à hauteur de 1,0 milliard de dollars au 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 0,8 milliard de dollars; 31 octobre 2018 – 0,7 milliard de dollars).

Les expositions actuelles de la Banque au risque en Europe se détaillent comme suit :

							Aux		
31 juillet 2019							30 avril 2019	31 octobre 2018	
(en millions de dollars)	Prêts et équivalents de prêts <sup>1)</sup>	Dépôts auprès d'autres institutions financières	Titres <sup>2)</sup>	Transactions de financement sur titres et dérivés <sup>3)</sup>	Montant financé total	Engagements non prélevés <sup>4)</sup>	Total	Total	Total
Grèce	57 \$	– \$	– \$	– \$	57 \$	– \$	<b>57 \$</b>	114 \$	146 \$
Irlande	846	435	40	93	1 414	822	<b>2 236</b>	2 438	2 612
Italie	9	–	(35)	5	(21)	159	<b>138</b>	115	148
Portugal	–	–	–	2	2	–	<b>2</b>	6	2
Espagne	1 010	18	56	153	1 237	247	<b>1 484</b>	1 214	1 701
Total – groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	1 922 \$	453 \$	61 \$	253 \$	2 689 \$	1 228 \$	<b>3 917 \$</b>	3 887 \$	4 609 \$
Royaume-Uni	8 311 \$	2 515 \$	807 \$	2 202 \$	13 835 \$	6 151 \$	<b>19 986 \$</b>	18 950 \$	20 003 \$
Allemagne	1 275	672	880	38	2 865	868	<b>3 733</b>	4 779	4 285
France	1 137	215	418	128	1 898	1 687	<b>3 585</b>	3 451	4 199
Pays-Bas	762	87	371	115	1 335	1 610	<b>2 945</b>	3 038	2 525
Suisse	878	12	7	187	1 084	808	<b>1 892</b>	1 811	1 492
Autres	2 072	204	2 639	376	5 291	2 346	<b>7 637</b>	7 838	7 988
Total – autres pays que le groupe Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne	14 435 \$	3 705 \$	5 122 \$	3 046 \$	26 308 \$	13 470 \$	<b>39 778 \$</b>	39 867 \$	40 492 \$
Total – Europe	16 357 \$	4 158 \$	5 183 \$	3 299 \$	28 997 \$	14 698 \$	<b>43 695 \$</b>	43 754 \$	45 101 \$

- 1) Les comptes de correction de valeur individuels au titre des prêts douteux se chiffraient à 3 \$. Les lettres de crédit et les garanties sont incluses dans les expositions financées puisqu'elles ont été émises. Les prêts et équivalents de prêts comprenaient des lettres de crédit et des garanties d'un montant total de 3 913 \$ au 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 3 906 \$; 31 octobre 2018 – 3 867 \$).
- 2) L'exposition aux titres est calculée en tenant compte des positions dérivées lorsque le titre est l'actif de référence sous-jacent, ainsi que des positions vendeur, le montant net des positions vendeur étant entre parenthèses.
- 3) Les transactions de financement sur titres comprennent des titres pris en pension, des obligations relatives aux titres mis en pension et des transactions de prêt ou d'emprunt de titres. Les expositions financées brutes et nettes représentent la totalité des positions nettes positives, compte tenu des garanties. Les garanties au titre des dérivés s'établissaient à 1 481 \$ et celles au titre des transactions de financement sur titres, à 22 049 \$.
- 4) Les engagements non prélevés représentent l'estimation du montant prévu au contrat qui pourrait être prélevé par un débiteur et sont composés d'engagements visant l'émission de lettres de crédit pour le compte d'autres banques dans le cadre d'une entente relative à un consortium bancaire.

## Risque de marché

La valeur à risque (« VàR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. La VàR comprend tant le risque de marché général que le risque spécifique à la dette. En outre, la Banque calcule une VàR ayant subi une simulation de crise.

Facteurs de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres clos les		
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018
Écart de crédit plus taux d'intérêt	<b>9,8 \$</b>	9,6 \$	11,1 \$
Écart de crédit	<b>8,1</b>	6,9	8,2
Taux d'intérêt	<b>7,2</b>	6,8	8,9
Actions	<b>3,5</b>	3,3	3,8
Change	<b>4,0</b>	3,6	2,9
Marchandises	<b>2,4</b>	2,1	1,7
Spécifique à la dette	<b>3,8</b>	4,3	3,6
Effet de la diversification	<b>(11,6)</b>	(11,6)	(9,9)
VàR totale	<b>11,9 \$</b>	11,3 \$	13,2 \$
VàR ayant subi une simulation de crise totale	<b>37,3 \$</b>	33,7 \$	46,9 \$

Au troisième trimestre de 2019, la VàR totale quotidienne moyenne a augmenté pour s'établir à 11,9 millions de dollars, comparativement à 11,3 millions de dollars au trimestre précédent, du fait surtout de l'accroissement des expositions aux risques liés aux écarts de crédit et au cours des actions.

Pour le trimestre à l'étude, la VàR totale quotidienne moyenne ayant subi une simulation de crise a augmenté pour s'établir à 37,3 millions de dollars, contre 33,7 millions de dollars au trimestre précédent, principalement en raison des rendements plus faibles et du repli du cours des actions. Le calcul de la VàR ayant subi une simulation de crise est fondé sur la volatilité de marché sur une période de un an considérée comme ayant subi une crise selon le profil de risque du portefeuille de transaction. La période actuelle englobe la crise du crédit de 2008-2009.

Aucune journée de perte journalière n'a été subie au troisième trimestre, contre une journée de perte journalière au trimestre précédent. La qualité et l'exactitude des modèles de VàR sont validées par des évaluations rétrospectives, au cours desquelles les profits et pertes quotidiens hypothétiques et réels sont comparés avec les résultats quotidiens du modèle de VàR.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt et aux changements dans les préférences des clients (p. ex. les taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires).

Sensibilité aux taux d'intérêt des instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le tableau qui suit indique l'incidence pro forma après impôt sur les revenus d'intérêts nets au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et durable de 100 points de base des taux d'intérêt, pour les principales devises telles qu'elles ont été déterminées par la Banque. Ces calculs sont fondés sur des modèles qui prennent en considération un certain nombre de données d'entrée et qui sont à bilan constant, et ils ne tiennent compte d'aucune hypothèse quant aux mesures d'atténuation du risque que la direction pourrait prendre.

(en millions de dollars)	Aux						30 avril 2019	31 juillet 2018		
	31 juillet 2019			31 juillet 2018						
	Bénéfice net			Valeur économique						
Dollar canadien	Autres devises	Total	Dollar canadien	Autres devises	Total	Bénéfice net	Valeur économique			
+100 points de base	(264)\$	(11)\$	(275)\$	(836)\$	(821)\$	(1 657)\$	(111)\$	(1 368)\$	(53)\$	(900)\$
-100 points de base	262	7	269	667	754	1 421	107	1 079	51	832

Au cours du troisième trimestre de 2019, les deux sensibilités aux taux d'intérêt se sont situées dans les limites consolidées approuvées de la Banque.

Le comité de gestion de l'actif et du passif de la Banque fournit une orientation stratégique en ce qui a trait à la gestion du risque de taux d'intérêt structurel dans le cadre de tolérance au risque approuvé par le conseil d'administration. La Trésorerie du Groupe met en œuvre la stratégie de gestion de l'actif et du passif en vue de protéger et d'améliorer les revenus d'intérêts nets dans le respect du cadre de tolérance au risque établi.

La Banque complète l'analyse de l'incidence du changement de taux immédiat décrite ci-dessus avec des analyses et des outils plus complexes aux fins de gestion du risque réel.

Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués quotidiennement à la valeur de marché et pris en compte dans les mesures du risque lié aux activités de transaction comme la VaR. Les dérivés reflétés dans les mesures du risque lié aux activités de transaction se rapportent aux activités des Services bancaires et marchés mondiaux, tandis que les dérivés reflétés dans les mesures du risque non lié aux activités de transaction comprennent les dérivés utilisés aux fins de la gestion de l'actif et du passif et désignés dans une relation de comptabilité de couverture. Le tableau ci-dessous présente une comparaison des éléments de l'état consolidé de la situation financière qui sont couverts par les mesures du risque lié aux activités de transaction et du risque lié aux activités autres que de transaction.

Interdépendance du risque de marché et de l'état consolidé de la situation financière de la Banque

Au 31 juillet 2019	Mesure du risque de marché				Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	
(en millions de dollars)					
Métaux précieux	3 572 \$	3 572 \$	– \$	– \$	s. o.
Actifs détenus à des fins de transaction	131 068	130 523	545	–	Taux d'intérêt, change
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	13	–	13	–	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	36 157	32 283	3 874	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	82 592	–	82 592	–	Taux d'intérêt, change, actions
Prêts	589 243	–	589 243	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché <sup>1)</sup>	224 095	–	–	224 095	s. o.
Total des actifs	1 066 740 \$	166 378 \$	676 267 \$	224 095 \$	
Dépôts	722 346 \$	– \$	688 431 \$	33 915 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	11 536	–	11 536	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	25 669	25 669	–	–	s. o.
Instruments financiers dérivés	37 307	31 772	5 535	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction <sup>2)</sup>	5 100	5 100	–	–	s. o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	2 993	–	2 993	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché <sup>3)</sup>	191 658	–	–	191 658	s. o.
Total des passifs	996 609 \$	62 541 \$	708 495 \$	225 573 \$	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et les titres empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

Au 31 octobre 2018

Mesure du risque de marché

(en millions de dollars)	État consolidé de la situation financière	Risque lié aux activités de transaction	Risque lié aux activités autres que de transaction	Éléments non assujettis au risque de marché	Principales sensibilités au risque des activités autres que de transaction
Métaux précieux	3 191 \$	3 191 \$	– \$	– \$	s. o.
Actifs détenus à des fins de transaction	100 262	99 650	612	–	Taux d'intérêt, change
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	12	–	12	–	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	37 558	33 937	3 621	–	Taux d'intérêt, change, actions
Titres de placement	78 396	–	78 396	–	Taux d'intérêt, change, actions
Prêts	551 834	–	551 834	–	Taux d'intérêt, change
Actifs non assujettis au risque de marché <sup>1)</sup>	227 240	–	–	227 240	s. o.
<b>Total des actifs</b>	<b>998 493 \$</b>	<b>136 778 \$</b>	<b>634 475 \$</b>	<b>227 240 \$</b>	
Dépôts	676 534 \$	– \$	641 791 \$	34 743 \$	Taux d'intérêt, change, actions
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	8 188	–	8 188	–	Taux d'intérêt, actions
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	32 087	32 087	–	–	s. o.
Instruments financiers dérivés	37 967	32 300	5 667	–	Taux d'intérêt, change, actions
Passifs détenus à des fins de transaction <sup>2)</sup>	5 019	5 019	–	–	s. o.
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	1 727	–	1 727	–	Taux d'intérêt, écarts de crédit, actions
Passifs non assujettis au risque de marché <sup>3)</sup>	169 291	–	–	169 291	s. o.
<b>Total des passifs</b>	<b>930 813 \$</b>	<b>69 406 \$</b>	<b>657 373 \$</b>	<b>204 034 \$</b>	

1) Comprend le goodwill, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les titres pris en pension et les titres empruntés.

2) Certificats et lingots d'or et d'argent pris en compte dans les autres passifs.

3) Comprend des obligations liées aux titres mis en pension et aux titres prêtés ainsi que d'autres passifs.

## Risque de liquidité

Une gestion efficace du risque de liquidité est essentielle pour maintenir la confiance des déposants et des contreparties, pour gérer le coût du financement et pour soutenir les principales unités commerciales de la Banque, même dans les circonstances les plus difficiles.

Le risque de liquidité est géré dans le cadre des politiques et des limites approuvées par le conseil d'administration, comme l'expliquent la note 20 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés et la note 37 afférente aux états financiers consolidés audités figurant dans le rapport annuel 2018 de la Banque. Les actifs liquides sont un élément clé de ce cadre.

La détermination des niveaux appropriés des portefeuilles d'actifs liquides est fondée sur le montant des liquidités qui pourraient être nécessaires à la Banque pour financer les flux de trésorerie prévus dans le cours normal des activités, ainsi que les liquidités qui pourraient être nécessaires pour compenser les sorties de fonds en situation de crise. Les situations de crise comprennent des périodes de dérèglement des marchés financiers ou des événements qui peuvent nuire à la capacité de la Banque d'accéder aux marchés du financement et à des liquidités. La Banque fait appel à des simulations de crise pour évaluer l'incidence des crises et pour évaluer le montant des actifs liquides qui seraient nécessaires dans diverses situations de crise.

## Actifs liquides

Les actifs liquides sont une composante clé de la gestion de la liquidité, et la Banque détient ce type d'actifs en quantité suffisante pour répondre à ses besoins éventuels de gestion de la liquidité.

Les actifs liquides peuvent servir à générer des rentrées de trésorerie, que ce soit au moyen de leur vente, de transactions de rachat ou d'autres transactions dans le cadre desquelles les actifs peuvent être donnés en garantie en vue de générer des rentrées de trésorerie ou être détenus jusqu'à leur échéance. Les actifs liquides comprennent les dépôts auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les prêts à vue et autres prêts à court terme, les titres négociables, les métaux précieux et les titres reçus en garantie dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés. Les actifs liquides ne comprennent pas les liquidités pouvant être obtenues de banques centrales.

Les titres négociables sont des titres qui sont négociés sur des marchés actifs et qui peuvent être convertis en trésorerie dans un délai donné qui est conforme au cadre de gestion de la liquidité de la Banque. Les actifs sont évalués en fonction de plusieurs facteurs, dont le délai qui devrait être nécessaire pour les convertir en trésorerie.

Les titres négociables pris en compte dans les actifs liquides sont composés de titres spécifiquement détenus en tant que volant de capital ou aux fins de la gestion de l'actif et du passif, de titres détenus à des fins de transaction, lesquels sont pour l'essentiel détenus par les Services bancaires et marchés mondiaux, ainsi que des garanties reçues dans le cadre de financements de transactions sur titres ou de transactions sur dérivés.

La Banque maintient des avoirs considérables en actifs liquides non grevés afin de soutenir ses activités. De manière générale, elle peut vendre ou donner en nantissement ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 31 juillet 2019, les actifs liquides non grevés s'élevaient à 217 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 202 milliards de dollars). Les actifs liquides étaient composés de titres, y compris des titres hypothécaires émis aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* (la « LNH »), à hauteur de 82 % (31 octobre 2018 – 71 %). Les autres actifs liquides non grevés, soit la trésorerie et les dépôts auprès de banques centrales, les dépôts auprès d'autres institutions financières, les métaux précieux, les prêts à vue et les prêts à court terme, représentaient une tranche de 18 % (31 octobre 2018 – 29 %). L'augmentation du total des actifs liquides s'explique d'abord et avant tout par la croissance du portefeuille de titres, neutralisée en partie par la diminution de la trésorerie et des dépôts auprès des banques centrales ainsi que des dépôts auprès d'autres institutions financières.

Les valeurs comptables présentées dans le tableau des actifs liquides sont cohérentes avec celles figurant à l'état consolidé de la situation financière de la Banque au 31 juillet 2019. La valeur liquide du portefeuille fluctuera en fonction de diverses conditions critiques, différentes hypothèses étant utilisées dans les scénarios de crise.

## RAPPORT DE GESTION

Les groupes d'actifs liquides de la Banque sont résumés dans le tableau qui suit :

	Au 31 juillet 2019						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie	Autres
<i>(en millions de dollars)</i>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	34 259 \$	– \$	34 259 \$	– \$	10 169 \$	24 090 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	11 003	–	11 003	–	53	10 950	–
Métaux précieux	3 572	–	3 572	–	91	3 481	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	44 691	11 997	56 688	29 581	–	27 107	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	75 453	75 113	150 566	83 655	–	66 911	–
Autres titres	73 968	67 836	141 804	90 201	–	51 603	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH <sup>2)</sup>	34 962	–	34 962	3 339	–	31 623	–
Prêts à vue et à court terme	745	–	745	–	–	745	–
<b>Total</b>	<b>278 653 \$</b>	<b>154 946 \$</b>	<b>433 599 \$</b>	<b>206 776 \$</b>	<b>10 313 \$</b>	<b>216 510 \$</b>	<b>– \$</b>

	Au 31 octobre 2018						
	Actifs liquides détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés		Actifs liquides non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie	Autres
<i>(en millions de dollars)</i>							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	48 352 \$	– \$	48 352 \$	– \$	7 906 \$	40 446 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	13 917	–	13 917	–	73	13 844	–
Métaux précieux	3 191	–	3 191	–	70	3 121	–
Titres							
Obligations du gouvernement du Canada	45 260	11 050	56 310	29 464	–	26 846	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	60 553	63 816	124 369	68 531	–	55 838	–
Autres titres	54 786	66 704	121 490	92 280	–	29 210	–
Prêts							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH <sup>2)</sup>	34 636	–	34 636	2 605	–	32 031	–
Prêts à vue et à court terme	1 047	–	1 047	–	–	1 047	–
<b>Total</b>	<b>261 742 \$</b>	<b>141 570 \$</b>	<b>403 312 \$</b>	<b>192 880 \$</b>	<b>8 049 \$</b>	<b>202 383 \$</b>	<b>– \$</b>

1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons juridiques ou autres.

2) Ces titres hypothécaires, lesquels sont disponibles à la vente, sont pris en compte dans les prêts hypothécaires à l'habitation dans l'état de la situation financière.

Le sommaire du total des actifs liquides non grevés détenus par la banque société mère et ses succursales ainsi que par ses filiales au Canada et à l'étranger est présenté ci-dessous :

	Aux	
	31 juillet 2019	31 octobre 2018
<i>(en millions de dollars)</i>		
La Banque de Nouvelle-Écosse (société mère)	170 563 \$	152 728 \$
Filiales de la Banque au Canada	8 489	15 344
Filiales de la Banque à l'étranger	37 458	34 311
<b>Total</b>	<b>216 510 \$</b>	<b>202 383 \$</b>

Le bassin de liquidités de la Banque est détenu dans diverses grandes monnaies, soit surtout le dollar canadien et le dollar américain. Comme il est expliqué ci-dessus, la grande majorité (83 %) des actifs liquides sont détenus par le siège social, les succursales et les filiales canadiennes de la Banque. Dans la mesure où une réserve de liquidités détenue dans une filiale de la Banque à l'étranger est exigée aux fins de la réglementation, on présume qu'elle n'est pas disponible pour le reste du groupe. On présume que les autres actifs liquides détenus par une filiale à l'étranger ne sont disponibles que dans de rares circonstances. La Banque surveille les niveaux minimaux de liquidités requis et d'actifs détenus par chaque entité ou dans chaque territoire, et elle veille au respect de ces exigences.

## Actifs grevés

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir une obligation, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Des titres sont également mis en pension. Le tableau qui suit présente le sommaire des actifs grevés et non grevés.

	Au 31 juillet 2019						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie <sup>2)</sup>	Autres <sup>3)</sup>
(en millions de dollars)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	34 259 \$	– \$	34 259 \$	– \$	10 169 \$	24 090 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	11 003	–	11 003	–	53	10 950	–
Métaux précieux	3 572	–	3 572	–	91	3 481	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	44 691	11 997	56 688	29 581	–	27 107	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	75 453	75 113	150 566	83 655	–	66 911	–
Autres titres liquides	73 968	67 836	141 804	90 201	–	51 603	–
Autres titres	4 481	4 893	9 374	4 142	–	–	5 232
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	34 962	–	34 962	3 339	–	31 623	–
Prêts à vue et à court terme	745	–	745	–	–	745	–
Autres prêts	567 694	–	567 694	9 635	57 454	13 662	486 943
Autres actifs financiers <sup>4)</sup>	175 976	(113 625)	62 351	4 117	–	–	58 234
Actifs non financiers	39 936	–	39 936	–	–	–	39 936
<b>Total</b>	<b>1 066 740 \$</b>	<b>46 214 \$</b>	<b>1 112 954 \$</b>	<b>224 670 \$</b>	<b>67 767 \$</b>	<b>230 172 \$</b>	<b>590 345 \$</b>

Au 31 octobre 2018

	Au 31 octobre 2018						
	Actifs détenus par la Banque	Titres reçus à titre de garanties dans le cadre de financements de transactions sur titres et de transactions sur dérivés	Total des actifs	Actifs grevés		Actifs non grevés	
				Donnés en garantie	Autres <sup>1)</sup>	Pouvant être donnés en garantie <sup>2)</sup>	Autres <sup>3)</sup>
(en millions de dollars)							
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	48 352 \$	– \$	48 352 \$	– \$	7 906 \$	40 446 \$	– \$
Dépôts auprès d'autres institutions financières	13 917	–	13 917	–	73	13 844	–
Métaux précieux	3 191	–	3 191	–	70	3 121	–
Titres liquides							
Obligations du gouvernement du Canada	45 260	11 050	56 310	29 464	–	26 846	–
Obligations de gouvernements à l'étranger	60 553	63 816	124 369	68 531	–	55 838	–
Autres titres liquides	54 786	66 704	121 490	92 280	–	29 210	–
Autres titres	3 283	5 400	8 683	4 978	–	–	3 705
Prêts classés comme étant liquides							
Titres hypothécaires émis aux termes de la LNH	34 636	–	34 636	2 605	–	32 031	–
Prêts à vue et à court terme	1 047	–	1 047	–	–	1 047	–
Autres prêts	530 485	–	530 485	8 430	59 460	12 864	449 731
Autres actifs financiers <sup>4)</sup>	163 209	(92 624)	70 585	2 619	–	–	67 966
Actifs non financiers	39 774	–	39 774	–	–	–	39 774
<b>Total</b>	<b>998 493 \$</b>	<b>54 346 \$</b>	<b>1 052 839 \$</b>	<b>208 907 \$</b>	<b>67 509 \$</b>	<b>215 247 \$</b>	<b>561 176 \$</b>

1) Actifs ne pouvant être utilisés comme garantie de financement pour des raisons juridiques ou autres.

2) Actifs qui sont immédiatement disponibles comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités, y compris les emprunts de banques centrales immédiatement disponibles.

3) Autres actifs non grevés qui peuvent être utilisés comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement, mais que la Banque ne considère pas comme étant immédiatement disponibles. Ces autres actifs incluent les prêts, dont une partie peut être utilisée afin d'avoir accès aux facilités de banques centrales à l'extérieur du cours normal des activités ou pour s'assurer d'un financement garanti au moyen des programmes de financement garanti de la Banque.

4) Les titres reçus en garantie d'autres actifs financiers sont compris dans les titres liquides et autres titres.

Au 31 juillet 2019, les actifs grevés de la Banque totalisaient 292 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 276 milliards de dollars). Sur les actifs non grevés restants de 821 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 776 milliards de dollars), une tranche de 230 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 215 milliards de dollars) était considérée comme étant immédiatement disponible comme garantie de financement ou pour satisfaire aux besoins de financement dans le cours normal des activités comme il est détaillé plus haut.

Aux termes de certains contrats dérivés négociés de gré à gré, la Banque devra fournir des garanties supplémentaires ou recevoir des garanties moindres si jamais ses cotes de crédit sont abaissées. La Banque détient suffisamment de biens pouvant être donnés en garantie pour s'acquitter de telles obligations si sa cote de crédit était abaissée par une ou plusieurs agences de notation. Au 31 juillet 2019, l'incidence défavorable potentielle qu'aurait une révision à la baisse d'un cran ou de deux crans de la cote de crédit de la Banque sur les garanties liées à ses dérivés se traduirait respectivement par l'octroi de garanties supplémentaires de 27 millions de dollars ou de 92 millions de dollars.

Les actifs liquides grevés ne sont pas considérés comme étant disponibles pour la gestion de la liquidité. On considère que les actifs liquides utilisés pour couvrir les positions dérivées des portefeuilles de transaction ou aux fins de couverture sont disponibles pour la gestion de la liquidité s'ils réunissent les critères dont il est fait mention plus haut sous « Actifs liquides ».

### Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est fondé sur une grave crise de liquidité hypothétique qui durerait 30 jours, selon les hypothèses définies dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). Le ratio de liquidité à court terme s'entend du ratio des actifs liquides de haute qualité par rapport aux sorties nettes de trésorerie. La Banque doit maintenir un ratio de liquidité à court terme d'au moins 100 %.

Les actifs liquides de haute qualité sont définis dans la ligne directrice *Normes de liquidité* et sont regroupés en trois grandes catégories, une décote différente étant appliquée à chacune pour parvenir aux montants inclus dans la valeur pondérée totale figurant dans le tableau suivant.

Les valeurs pondérées totales aux fins des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours suivants sont obtenues en appliquant des hypothèses précisées dans la ligne directrice *Normes de liquidité* à des éléments particuliers, notamment les prêts, les dépôts, les dettes arrivant à échéance, les transactions sur dérivés et les engagements de crédit.

Le tableau suivant présente le ratio de liquidité à court terme de la Banque pour le trimestre clos le 31 juillet 2019, en fonction des positions quotidiennes moyennes du trimestre.

	Valeur non pondérée totale (moyenne) <sup>2)</sup>	Valeur pondérée totale (moyenne) <sup>3)</sup>
<b>Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (en millions de dollars)<sup>1)</sup></b>		
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	<b>159 929 \$</b>
<b>Sorties de trésorerie</b>		
Dépôts de particuliers et dépôts de petites entreprises :	179 844 \$	12 873 \$
Dépôts stables	75 614	2 450
Dépôts moins stables	104 230	10 423
Financement de gros non garanti :	195 027	94 654
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans des réseaux de coopératives	62 327	14 786
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	110 659	57 827
Dettes non garantie	22 041	22 041
Financement de gros garanti	*	38 384
Exigences supplémentaires :	208 939	42 226
Sorties de trésorerie associées aux dérivés et aux autres sûretés exigées	27 313	16 876
Sorties de trésorerie associées aux pertes de financements sur les produits de crédit	3 510	3 510
Facilités de crédit et de liquidité	178 116	21 840
Autres obligations de financement contractuelles	1 293	1 182
Autres obligations de financement conditionnelles <sup>4)</sup>	493 525	8 421
Total des sorties de trésorerie	*	<b>197 740 \$</b>
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (ex. : prises en pension)	139 760 \$	27 370 \$
Entrées associées aux expositions parfaitement productives	26 976	17 556
Autres entrées de trésorerie	22 544	22 544
Total des entrées de trésorerie	<b>189 280 \$</b>	<b>67 470 \$</b>
		Valeur ajustée totale <sup>5)</sup>
<b>Total des actifs liquides de haute qualité</b>	*	<b>159 929 \$</b>
<b>Total des sorties nettes de trésorerie</b>	*	<b>130 270 \$</b>
<b>Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)</b>	*	<b>123 %</b>
<b>Pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (en millions de dollars)</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	158 383 \$
Total des sorties nettes de trésorerie	*	126 966 \$
Ratio de liquidité à court terme (en pourcentage)	*	125 %

\* La présentation de cette information n'est pas exigée aux termes de la ligne directrice.

1) En fonction des positions quotidiennes moyennes pour les 64 jours ouvrables du trimestre.

2) Les valeurs non pondérées correspondent aux soldes impayés arrivant à échéance ou remboursables au gré de la Banque dans les 30 prochains jours.

3) Les valeurs pondérées correspondent aux soldes calculés après l'application de décotes aux actifs liquides de haute qualité ou de taux d'encaissement et de décaissement, conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

4) Les valeurs non pondérées totales comprennent les facilités de crédit et de liquidité sans engagement, les garanties et lettres de crédit, les titres de créance en cours dont l'échéance est à plus de 30 jours et les autres sorties de trésorerie contractuelles.

5) La valeur ajustée totale correspond aux soldes calculés après l'application de décotes et de taux d'encaissement et de décaissement, ainsi que de tout plafond applicable.

Les actifs liquides de haute qualité sont principalement composés d'actifs de niveau 1 (selon la ligne directrice *Normes de liquidité*) soit de trésorerie, de dépôts auprès de banques centrales, de réserves de banques centrales à la disposition de la Banque en période de crise et de titres de capitaux propres ayant une pondération en fonction des risques de 0 %, selon la ligne directrice *Normes de fonds propres* du BSIF.

La diminution du ratio de liquidité à court terme moyen de la Banque pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 par rapport à la moyenne du trimestre précédent est attribuable aux activités commerciales normales. Les monnaies fonctionnelles importantes de la Banque sont le dollar canadien et le dollar américain. La Banque suit ses expositions importantes conformément à son cadre de gestion du risque de liquidité et à sa tolérance au risque.



## Financement

La Banque s'assure que ses sources de financement sont bien diversifiées. Les concentrations dans le financement sont régulièrement surveillées et analysées par types. Les sources de financement de la Banque sont le capital, les dépôts provenant des particuliers et des entreprises par l'intermédiaire de son réseau national et international de succursales, les dépôts d'autres institutions financières ainsi que les émissions de créances de gros.

Le capital et les dépôts de particuliers constituent des composantes clés du financement de base de la Banque, et ils s'établissaient à 303 milliards de dollars au 31 juillet 2019 (31 octobre 2018 – 289 milliards de dollars). L'augmentation depuis le 31 octobre 2018 est principalement attribuable à la croissance des dépôts de particuliers, à l'émission de débentures subordonnées et à l'autogénération de capital, compte tenu du rachat des titres de T1 supplémentaires. Une partie des dépôts d'entreprises, particulièrement ceux dont la nature a trait aux opérations ou aux relations, sont considérés comme faisant partie du financement de base de la Banque. Aussi, le financement de base est accru par des émissions de créances de gros à plus long terme (échéance initiale de plus de 365 jours) de 154 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 157 milliards de dollars). Les émissions de créances de gros à plus long terme comprennent des billets à moyen terme, des titrisations de prêts hypothécaires, des titres adossés à des actifs et des obligations sécurisées.

La Banque exerce des activités dans bon nombre de monnaies et de pays. Les monnaies les plus importantes pour le financement sont le dollar canadien et le dollar américain. En ce qui a trait aux activités de la Banque à l'extérieur du Canada, différentes stratégies de financement sont en place, en fonction de la nature des activités du pays en question. Dans les pays où la Banque exploite une filiale de succursales bancaires, la stratégie prévoit que cette filiale sera essentiellement autofinancée sur son marché local. Pour les autres filiales ou succursales à l'extérieur du Canada dont la capacité de collecte de dépôts locaux est insuffisante, le financement est assuré par l'intermédiaire des activités de financement de gros de la Banque.

L'objectif de financement global de la Banque consiste à atteindre un équilibre approprié entre le coût et la stabilité du financement. La diversification des sources de financement est un élément clé de cette stratégie.

La stratégie de diversification des créances de gros de la Banque passe en grande partie par les principaux centres de financement de gros de la Banque à Toronto, à New York, à Londres et à Singapour. La gestion de la stratégie de financement des centres de financement de gros et des risques connexes, comme le risque géographique et le risque de change, est centralisée dans le cadre de politiques et de limites qui sont approuvées par le conseil d'administration.

Dans le cadre normal de ses activités, la Banque se sert d'une combinaison d'instruments de financement de gros garantis et non garantis dans divers marchés. Le choix des instruments et du marché est fondé sur un certain nombre de facteurs, y compris les coûts relatifs et la capacité du marché ainsi que l'objectif de maintenir un éventail diversifié de sources de financement. Les conditions du marché peuvent évoluer au fil du temps, ce qui a une influence sur les coûts et la capacité pour certains marchés ou instruments. L'évolution des conditions du marché peut comprendre les périodes de crise pendant lesquelles la disponibilité du financement dans certains marchés ou instruments est limitée. Dans ces circonstances, la Banque se concentrerait davantage sur les sources de financement dans les marchés qui fonctionnent bien et sur les instruments de financement garantis. Pour faire face à une période de crise majeure au cours de laquelle toutes les sources de financement de gros seraient limitées, la Banque maintient une réserve d'actifs liquides afin de réduire son risque de liquidité. Cette réserve comprend de la trésorerie, des dépôts auprès de banques centrales et des titres.

Au Canada, la Banque obtient des créances de gros à court terme et à long terme au moyen d'émissions de billets de premier rang non garantis. Des créances de gros à long terme additionnelles peuvent être générées par le programme préalable de titres de créance et de capitaux propres canadiens de la Banque et par la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation assurés canadiens par l'intermédiaire des programmes de titrisation de la SCHL (comme les Obligations hypothécaires du Canada), de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées de la Banque, de marges de crédit personnelles non garanties par l'intermédiaire du programme de Halifax Receivables Trust, de créances sur cartes de crédit de particuliers par l'intermédiaire du programme de Trillium Credit Card Trust II et de créances sur prêts automobiles indirects à des particuliers par l'intermédiaire du programme de Securitized Term Auto Receivables Trust. Bien que la Banque tienne compte des programmes de titrisation de la SCHL dans son analyse des émissions de créances de gros, cette source de financement n'est pas assujettie au risque de remboursement pouvant découler du financement obtenu sur les marchés des capitaux.

Ailleurs dans le monde, du financement de gros à court terme est obtenu au moyen de l'émission de certificats de dépôt négociables aux États-Unis, à Hong Kong, au Royaume-Uni et en Australie ainsi que de l'émission de papier commercial aux États-Unis. La Banque exploite des programmes de financement de gros à long terme inscrits aux États-Unis, comme son programme préalable de titres de créance et de capitaux propres inscrit auprès de la SEC, et des programmes non inscrits, notamment la titrisation de créances sur prêts automobiles indirects à des particuliers par l'intermédiaire du programme de Securitized Term Auto Receivables Trust et la titrisation de créances sur cartes de crédit de particuliers par l'intermédiaire du programme de Trillium Credit Card Trust II. Le programme d'obligations sécurisées de la Banque est inscrit auprès de l'U.K. Listing Authority, et la Banque peut émettre des titres aux termes du programme en Europe, aux États-Unis, en Australie et en Suisse. La Banque obtient également du financement à long terme libellé en diverses monnaies par l'intermédiaire de son programme de billets à moyen terme australien, de son programme de billets à moyen terme européen et de son programme de billets à moyen terme singapourien. Le programme de billets à moyen terme européen de la Banque est inscrit auprès de l'U.K. Listing Authority, de la Bourse de Suisse et du marché obligataire de Tokyo, et son programme de billets à moyen terme singapourien est inscrit auprès de la Bourse de Singapour et de la Bourse de Taïwan.

La réglementation sur la recapitalisation interne aux termes de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « SADC ») et de la *Loi sur les banques du ministère des Finances* est entrée en vigueur le 23 septembre 2018. Les titres de créance à long terme de premier rang émis par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date qui ne sont pas garantis ou ne le sont qu'en partie, qui ont une durée initiale ou modifiée de plus de 400 jours et qui portent un numéro CUSIP, un numéro ISIN ou une désignation semblable, sous réserve de certaines exceptions, sont visés par le régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes du régime de recapitalisation interne, si le surintendant des institutions financières considère que la Banque n'est plus viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministère des Finances selon laquelle il est dans l'intérêt du public d'agir ainsi, ordonner à la SADC de convertir la totalité ou une partie de certaines actions et de certains passifs de la Banque en actions ordinaires. Au 31 juillet 2019, les passifs pouvant faire l'objet d'une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne s'élevaient à 7 milliards de dollars (néant au 31 octobre 2018).

## RAPPORT DE GESTION

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles restantes du financement obtenu au moyen de sources de financement de gros. Dans l'état consolidé de la situation financière, ces passifs sont pour l'essentiel pris en compte au poste « Dépôts d'entreprises et d'administrations publiques ».

### Financement de gros<sup>1)</sup>

Au 31 juillet 2019										
(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques <sup>2)</sup>	4 148 \$	158 \$	537 \$	397 \$	103 \$	5 343 \$	4 \$	– \$	– \$	5 347 \$
Billets au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	7 528	21 902	22 767	15 170	15 628	82 995	2 606	730	53	86 384
Papier commercial adossé à des actifs <sup>3)</sup>	1 963	3 023	1 023	–	–	6 009	–	–	–	6 009
Billets de premier rang <sup>4),5)</sup>	1 504	3 764	4 995	2 509	5 067	17 839	16 766	26 643	12 055	73 303
Billets pouvant être convertis aux fins de recapitalisation interne <sup>5)</sup>	–	–	–	–	26	26	1 311	3 762	1 811	6 910
Titres adossés à des actifs	2	14	1	1 292	1	1 310	3 625	1 181	228	6 344
Obligations sécurisées	–	1 980	542	1 848	1 872	6 242	3 346	15 542	2 366	27 496
Titrisations de prêts hypothécaires <sup>6)</sup>	–	508	601	771	663	2 543	4 315	12 336	4 598	23 792
Emprunts subordonnés <sup>7)</sup>	–	–	–	–	–	–	81	153	10 611	10 845
<b>Total des sources de financement de gros</b>	<b>15 145 \$</b>	<b>31 349 \$</b>	<b>30 466 \$</b>	<b>21 987 \$</b>	<b>23 360 \$</b>	<b>122 307 \$</b>	<b>32 054 \$</b>	<b>60 347 \$</b>	<b>31 722 \$</b>	<b>246 430 \$</b>
Ventilation :										
Financement non garanti	13 180 \$	25 824 \$	28 299 \$	18 076 \$	20 824 \$	106 203 \$	20 768 \$	31 288 \$	24 530 \$	182 789 \$
Financement garanti	1 965	5 525	2 167	3 911	2 536	16 104	11 286	29 059	7 192	63 641

  

Au 31 octobre 2018										
(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	Total partiel – moins de un an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques <sup>2)</sup>	1 720 \$	196 \$	211 \$	212 \$	116 \$	2 455 \$	29 \$	145 \$	32 \$	2 661 \$
Billets au porteur, papier commercial et certificats de dépôts	8 807	14 201	21 517	15 961	7 580	68 066	5 487	666	56	74 275
Papier commercial adossé à des actifs <sup>3)</sup>	2 088	4 697	165	–	–	6 950	–	–	–	6 950
Billets de premier rang <sup>4),5)</sup>	180	2 714	4 070	6 214	5 168	18 346	15 179	36 765	14 298	84 588
Billets pouvant être convertis aux fins de recapitalisation interne <sup>5)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	6	15	47	500	–	568	2 714	1 944	304	5 530
Obligations sécurisées	–	2 910	1 491	–	1 975	6 376	4 312	16 779	1 772	29 239
Titrisations de prêts hypothécaires <sup>6)</sup>	–	765	316	567	508	2 156	2 388	12 966	4 646	22 156
Emprunts subordonnés <sup>7)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	237	7 539	7 776
<b>Total des sources de financement de gros</b>	<b>12 801 \$</b>	<b>25 498 \$</b>	<b>27 817 \$</b>	<b>23 454 \$</b>	<b>15 347 \$</b>	<b>104 917 \$</b>	<b>30 109 \$</b>	<b>69 502 \$</b>	<b>28 647 \$</b>	<b>233 175 \$</b>
Ventilation :										
Financement non garanti	10 707 \$	17 111 \$	25 798 \$	22 387 \$	12 864 \$	88 867 \$	20 695 \$	37 813 \$	21 925 \$	169 300 \$
Financement garanti	2 094	8 387	2 019	1 067	2 483	16 050	9 414	31 689	6 722	63 875

1) Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de pension sur titres et des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans les tableaux sur les échéances contractuelles plus loin. Les montants sont fondés sur la durée à courir jusqu'à l'échéance.

2) Ne comprend que des dépôts de banques commerciales.

3) Les sources de financement de gros excluent aussi le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») émis par certains fonds multicédants de PCAA qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

4) Ne peuvent pas être convertis aux fins de recapitalisation interne.

5) Comprend les billets structurés émis à des investisseurs institutionnels.

6) Correspond aux prêts hypothécaires à l'habitation financés aux termes de programmes parrainés par un organisme gouvernemental fédéral canadien. Le financement disponible aux termes de ces programmes n'a aucune incidence sur la capacité de financement de la Banque en son propre nom.

7) Bien que les débentures subordonnées soient une composante des fonds propres réglementaires, elles sont incluses dans ce tableau conformément aux recommandations en matière de présentation du GTDAR.

En règle générale, le financement de gros est assujéti à un risque de remboursement plus élevé dans une situation critique que d'autres sources de financement. La Banque atténue ce risque au moyen de la diversification du financement, d'un engagement continu auprès des investisseurs et du maintien d'un important bassin d'actifs liquides non grevés. Au 31 juillet 2019, les actifs liquides non grevés de 217 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 202 milliards de dollars) étaient largement supérieurs au financement de gros venant à échéance dans les 12 prochains mois.

## Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances des actifs et des passifs ainsi que les engagements hors bilan au 31 juillet 2019, en fonction des dates d'échéance contractuelle. Du point de vue du risque de liquidité, la Banque tient compte de facteurs autres que les échéances contractuelles lorsqu'elle évalue les actifs liquides ou les flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, pour les titres ayant une échéance déterminée, la capacité de générer des liquidités au moyen de ces titres et le délai connexe sont des facteurs plus importants que l'échéance contractuelle au regard de la gestion des liquidités. Pour les autres actifs et dépôts, la Banque pose des hypothèses quant aux taux de refinancement lorsqu'elle évalue le risque de liquidité normal et le risque de liquidité ayant subi une simulation de crise. Dans un même ordre d'idées, la Banque a recours à des hypothèses lorsqu'elle évalue les prélèvements potentiels au titre des engagements de crédit selon divers scénarios.

Au 31 juillet 2019

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	36 300 \$	520 \$	293 \$	65 \$	64 \$	174 \$	330 \$	271 \$	10 817 \$	48 834 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	6 184	3 547	5 835	4 168	2 768	9 069	21 313	17 065	61 119	131 068
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	13	–	–	–	–	–	–	–	13
Titres pris en pension et titres empruntés	93 763	16 785	6 364	1 373	1 193	–	–	–	–	119 478
Instruments financiers dérivés	2 190	3 359	1 422	1 701	1 500	5 917	5 999	14 069	–	36 157
Titres de placement – JVAÉRG	3 405	6 668	6 780	3 317	4 701	7 424	15 838	8 064	1 559	57 756
Titres de placement – coût amorti	691	983	910	1 529	809	7 318	4 012	7 974	–	24 226
Titres de placement – JVRN	–	–	–	–	–	–	–	–	610	610
Prêts	37 447	28 918	34 930	30 866	35 359	90 904	225 777	44 465	60 577	589 243
Prêts hypothécaires à l'habitation	4 470	6 365	10 947	12 547	15 998	49 029	132 222	31 234	2 358 <sup>1)</sup>	265 170
Prêts personnels	4 498	2 734	3 722	3 426	3 483	12 500	23 751	5 766	38 799	98 679
Cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	17 933	17 933
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	28 479	19 819	20 261	14 893	15 878	29 375	69 804	7 465	6 681 <sup>2)</sup>	212 655
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(5 194)	(5 194)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 765	1 799	237	95	27	–	–	–	–	13 923
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	45 432	45 432
<b>Total des actifs</b>	<b>191 745 \$</b>	<b>62 592 \$</b>	<b>56 771 \$</b>	<b>43 114 \$</b>	<b>46 421 \$</b>	<b>120 806 \$</b>	<b>273 269 \$</b>	<b>91 908 \$</b>	<b>180 114 \$</b>	<b>1 066 740 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts	68 831 \$	63 865 \$	57 394 \$	40 580 \$	40 593 \$	46 371 \$	73 593 \$	16 849 \$	314 270 \$	722 346 \$
Particuliers	9 508	10 637	14 375	12 881	11 045	13 546	12 477	153	138 273	222 895
Autres que de particuliers	59 323	53 228	43 019	27 699	29 548	32 825	61 116	16 696	175 997	499 451
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	119	459	618	407	871	4 029	1 621	3 412	–	11 536
Acceptations	11 774	1 799	237	95	27	–	–	–	–	13 932
Obligations liées aux titres vendus à découvert	259	1 149	1 427	938	421	2 082	6 150	5 606	7 637	25 669
Instruments financiers dérivés	1 786	3 479	2 630	1 674	1 577	6 555	7 254	12 352	–	37 307
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	112 971	5 642	947	514	481	–	–	–	–	120 555
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	9 021	–	9 021
Autres passifs	854	1 294	2 219	1 359	1 396	3 392	7 349	6 382	31 998	56 243
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	70 131	70 131
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>196 594 \$</b>	<b>77 687 \$</b>	<b>65 472 \$</b>	<b>45 567 \$</b>	<b>45 366 \$</b>	<b>62 429 \$</b>	<b>95 967 \$</b>	<b>53 622 \$</b>	<b>424 036 \$</b>	<b>1 066 740 \$</b>
<b>Engagements hors bilan</b>										
Contrats de location simple	39 \$	79 \$	116 \$	112 \$	109 \$	400 \$	913 \$	1 058 \$	– \$	2 826 \$
Engagements de crédit <sup>3)</sup>	1 925	9 785	11 857	11 685	19 166	24 664	115 532	11 236	–	205 850
Garanties financières <sup>4)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	36 012	36 012
Obligations d'impartition	18	36	52	52	52	183	84	–	1	478

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

4) Comprennent les montants en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

Au 31 octobre 2018

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Aucune échéance déterminée	Total
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières et métaux précieux	54 254 \$	920 \$	284 \$	101 \$	117 \$	326 \$	726 \$	223 \$	8 509 \$	65 460 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	4 792	5 311	3 326	5 463	2 309	7 934	12 765	18 130	40 232	100 262
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	–	–	–	–	12	–	–	–	–	12
Titres pris en pension et titres empruntés	74 522	21 223	5 743	673	337	549	539	432	–	104 018
Instruments financiers dérivés	3 178	5 517	2 024	2 327	1 446	6 447	6 071	10 548	–	37 558
Titres de placement – JVAÉRG	3 925	6 436	5 852	3 284	3 243	13 139	15 206	4 758	1 305	57 148
Titres de placement – coût amorti	452	1 429	1 160	1 501	1 500	4 302	9 465	934	–	20 743
Titres de placement – JVRN	–	–	–	–	–	–	–	–	505	505
Prêts	40 463	27 581	28 920	27 246	28 064	93 191	214 017	34 985	57 367	551 834
Prêts hypothécaires à l'habitation	11 496	4 697	8 774	12 014	12 781	53 629	126 934	21 366	1 666 <sup>1)</sup>	253 357
Prêts personnels	4 204	2 701	3 528	3 431	3 558	11 712	23 338	5 468	38 079	96 019
Cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	16 485	16 485
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	24 763	20 183	16 618	11 801	11 725	27 850	63 745	8 151	6 202 <sup>2)</sup>	191 038
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(5 065)	(5 065)
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 829	2 082	338	50	30	–	–	–	–	16 329
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	44 624	44 624
<b>Total des actifs</b>	<b>195 415 \$</b>	<b>70 499 \$</b>	<b>47 647 \$</b>	<b>40 645 \$</b>	<b>37 058 \$</b>	<b>125 888 \$</b>	<b>258 789 \$</b>	<b>70 010 \$</b>	<b>152 542 \$</b>	<b>998 493 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts	56 965 \$	53 331 \$	48 661 \$	39 716 \$	32 753 \$	45 262 \$	78 295 \$	18 313 \$	303 238 \$	676 534 \$
Particuliers	8 797	9 415	12 536	9 563	10 241	13 472	11 953	261	138 307	214 545
Autres que de particuliers	48 168	43 916	36 125	30 153	22 512	31 790	66 342	18 052	164 931	461 989
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	22	77	360	410	523	3 090	1 646	1 969	91	8 188
Acceptations	13 838	2 082	338	50	30	–	–	–	–	16 338
Obligations liées aux titres vendus à découvert	910	972	870	305	1 013	3 896	8 685	7 388	8 048	32 087
Instruments financiers dérivés	2 520	4 288	1 613	2 716	1 583	6 773	7 699	10 775	–	37 967
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	96 157	3 466	1 634	–	–	–	–	–	–	101 257
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	–	5 698	–	5 698
Autres passifs	2 720	592	1 302	422	757	1 784	6 167	5 978	33 022	52 744
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>67 680</b>	<b>67 680</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>173 132 \$</b>	<b>64 808 \$</b>	<b>54 778 \$</b>	<b>43 619 \$</b>	<b>36 659 \$</b>	<b>60 805 \$</b>	<b>102 492 \$</b>	<b>50 121 \$</b>	<b>412 079 \$</b>	<b>998 493 \$</b>
<b>Engagements hors bilan</b>										
Contrats de location simple	36 \$	72 \$	106 \$	104 \$	102 \$	378 \$	818 \$	880 \$	– \$	2 496 \$
Engagements de crédit <sup>3)</sup>	4 232	5 588	13 438	15 182	22 619	23 906	105 988	6 486	–	197 439
Garanties financières <sup>4)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	36 423	36 423
Obligations d'impartition	18	36	52	52	52	207	311	–	1	729

1) Comprennent essentiellement des prêts hypothécaires douteux.

2) Comprennent essentiellement des découverts et des prêts douteux.

3) Comprennent la composante non prélevée des facilités de crédit et de liquidité engagées.

4) Comprennent les montants en cours des garanties, des lettres de crédit de soutien et des lettres de crédit commerciales pouvant venir à échéance sans être utilisées.

## Notations de crédit

Les notations de crédit sont l'un des facteurs qui ont une incidence sur la capacité de la Banque d'accéder aux marchés financiers ainsi que sur les modalités selon lesquelles cette dernière peut conclure des opérations sur des dérivés ou des opérations de couverture et emprunter des fonds. Les notations de crédit et la perspective qu'attribuent les agences de notation à la Banque sont fondées sur leurs propres opinions et méthodes.

La Banque bénéficie toujours de notations de crédit élevées. Ses notations de crédit au titre des dépôts et des titres de créance de premier rang traditionnels sont les suivantes : AA par DBRS, Aa2 par Moody's, AA- par Fitch et A+ par Standard & Poor's (S&P). Les titres de créance de premier rang sujets à la recapitalisation de la Banque ont obtenu les notes AA (bas) par DBRS, A2 par Moody's, AA- par Fitch et A- par S&P. Les quatre grandes agences de notation attribuent une perspective « stable » à la Banque.

Aucun changement n'a été apporté aux notations de crédit de la Banque au cours du trimestre à l'étude.

## Gestion du capital

Nous continuons de gérer notre capital conformément au cadre de gestion du capital présenté aux pages 55 à 67 du rapport annuel 2018 de la Banque.

### Réserve pour stabilité intérieure

En juin 2019, le BSIF a annoncé une hausse de 25 points de base de la réserve pour stabilité intérieure pour la porter à 2,0 % du total des actifs pondérés en fonction des risques à compter du 31 octobre 2019. Les exigences du BSIF en matière de ratios de fonds propres réglementaires minimaux, y compris le supplément de 1,0 % s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure (les « BIS<sup>1</sup> ») et la réserve pour stabilité intérieure de 2,0 %, sont respectivement de 10,0 %, de 11,5 % et de 13,5 % pour les actions ordinaires et assimilées de T1, les fonds propres de T1 et le total des fonds propres.

En outre, nous continuons de suivre l'évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires et nous nous préparons en conséquence afin d'assurer notre conformité avec celles-ci. Il n'y a eu aucune nouvelle exigence du BSIF au cours du trimestre à l'étude.

### Ratios de fonds propres

Les diverses mesures des fonds propres réglementaires de la Banque se composaient de ce qui suit :

(en millions de dollars)	Aux		
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 octobre 2018
Actions ordinaires et assimilées de T1	46 565 \$	46 193 \$	44 443 \$
Fonds propres de T1	51 371	51 709	50 187
Total des fonds propres réglementaires	61 546	60 855	57 364
Actifs pondérés en fonction des risques – Actions ordinaires et assimilées de T1 <sup>1(2)</sup>	417 058 \$	415 212 \$	400 507 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Fonds propres de T1 <sup>1(2)</sup>	417 058	415 212	400 680
Actifs pondérés en fonction des risques – Total des fonds propres <sup>1(2)</sup>	417 058	415 212	400 853
Ratios de fonds propres (en %)			
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	11,2	11,1	11,1
Ratio de T1	12,3	12,5	12,5
Ratio total des fonds propres	14,8	14,7	14,3
Levier			
Exposition du ratio de levier	1 211 612 \$	1 204 111 \$	1 119 099 \$
Ratio de levier (en %)	4,2	4,3	4,5

1) Conformément aux exigences du BSIF, avec prise d'effet le 31 janvier 2019, les actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit ont été intégralement appliqués. Au cours de l'exercice précédent, les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1 et le ratio total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit correspondaient à 0,80, à 0,83 et à 0,86, respectivement.

2) Au 31 juillet 2019, au 30 avril 2019 et au 31 octobre 2018, la Banque n'avait aucune majoration liée au niveau plancher de fonds propres réglementaires pour les actions ordinaires et assimilées de T1, les fonds propres de T1 et le total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques.

Le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'établissait à 11,2 % au 31 juillet 2019, ce qui correspond à une hausse d'environ 10 points de base par rapport à celui du trimestre précédent, du fait essentiellement de la forte autogénération de capital, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par la croissance interne des actifs pondérés en fonction des risques, l'incidence des régimes de retraite et des régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite sur le cumul des autres éléments du résultat global et les rachats d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Banque.

Le ratio de T1 de la Banque s'est fixé à 12,3 %, ce qui représente une baisse d'environ 20 points de base par rapport à celui du trimestre précédent attribuable principalement au rachat de titres fiduciaires de catégorie 1 Banque Scotia d'une valeur de 650 millions de dollars, ce qui a été atténué par les incidences susmentionnées sur le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1. En outre, le ratio total des fonds propres a augmenté d'environ 10 points de base au cours du trimestre pour s'établir à 14,8 %, du fait surtout de l'émission de débentures subordonnées d'une valeur de 1,5 milliard de dollars.

Le ratio de levier de la Banque s'établissait à 4,2 % au 31 juillet 2019, ce qui correspond à un recul d'environ 10 points de base par rapport à celui du trimestre précédent, en raison principalement du rachat de titres fiduciaires de catégorie 1 Banque Scotia dont il est question plus haut et de la croissance des actifs figurant au bilan consolidé de la Banque.

Au 31 juillet 2019, le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1, le ratio total des fonds propres et le ratio de levier dépassaient amplement les ratios minimaux des fonds propres du BSIF.

### Variation des fonds propres réglementaires

Au 31 juillet 2019, les actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque s'établissaient à 46,6 milliards de dollars, soit une hausse de quelque 0,4 milliard de dollars pour le trimestre à l'étude. La forte autogénération de capital de 0,8 milliard de dollars, compte tenu de l'incidence comptable de la cession annoncée des activités à Porto Rico, et la baisse de 0,8 milliard de dollars des déductions de fonds propres réglementaires ont été contrebalancées en partie par la baisse du cumul des autres éléments du résultat global de 1,0 milliard de dollars, compte non tenu de l'incidence des couvertures de flux de trésorerie et par les rachats d'actions, déduction faite des émissions d'actions de 0,2 milliard de dollars.

### Actifs pondérés en fonction des risques

Les actifs pondérés en fonction des risques au titre des actions ordinaires et assimilées de T1 ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, ou de 0,4 %, au cours du trimestre pour s'établir à 417,1 milliards de dollars, essentiellement du fait de la croissance interne des actifs pondérés en fonction des risques attribuable à la forte croissance des actifs dans tous les secteurs d'activité, ce qui a été atténué par l'incidence de la conversion des devises découlant de l'appréciation du dollar canadien.

### Offre de rachat dans le cours normal des activités

Le 30 mai 2019, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto avaient autorisé le lancement d'une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2019 »), aux termes de laquelle elle pourra racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Les rachats aux termes de l'offre de 2019 ont débuté le 4 juin 2019 et pourront être effectués jusqu'à la première des éventualités suivantes : i) lorsque la Banque aura racheté le nombre maximal d'actions ordinaires aux termes de l'offre de 2019, ii) lorsque la Banque aura fourni un avis de résiliation, ou iii) le 3 juin 2020. La Banque avisera le BSIF chaque trimestre avant d'effectuer des rachats.

Le 29 mai 2018, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto (la « TSX ») avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2018 ») aux termes de laquelle elle peut racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Cette offre de 2018 a pris fin le 3 juin 2019.

Au cours du trimestre, la Banque a racheté et annulé environ 2,8 millions d'actions ordinaires à un prix moyen pondéré en fonction du volume de 70,28 \$ l'action, pour un montant total de 195 millions de dollars. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, la Banque a racheté et annulé, aux termes de ces régimes, environ 10 millions d'actions ordinaires à un prix moyen pondéré en fonction du volume de 71,66 \$ l'action, pour un montant total de 719 millions de dollars.

Aux termes de l'offre de 2018, qui a pris fin le 3 juin 2019, la Banque a racheté et annulé de façon cumulative environ 14,8 millions d'actions ordinaires à un prix moyen de 73,46 \$ l'action. Aux termes de l'offre de 2019, la Banque a racheté et annulé de façon cumulative environ 1,2 million d'actions ordinaires à un prix moyen de 70,24 \$ l'action.

## Dividende sur les actions ordinaires

Lors de sa réunion du 26 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,90 \$ par action. Ce dividende trimestriel sera versé le 29 octobre 2019 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> octobre 2019.

## Instruments financiers

En raison de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers constituent une part importante de l'état de la situation financière de la Banque et ils font partie intégrante de ses activités. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures du risque sont exposées plus en détail à la rubrique « Gestion du risque ». Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont décrites à la page 169 du rapport annuel 2018 de la Banque.

La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des données servant à l'évaluation lorsque des données de marché observables ne sont pas disponibles, ainsi que dans le choix des modèles d'évaluation appropriés. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements peut avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers qui sont comptabilisés. Pendant le trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont découlé, en règle générale, d'une conjoncture normale en ce qui a trait à l'économie, au secteur et au marché.

Bon nombre d'instruments financiers sont des produits négociés comme les dérivés, et ils le sont généralement aux termes d'accords généraux de compensation standards de l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA ») avec les contreparties, lesquels prévoient le règlement net unique de l'ensemble des opérations couvertes par l'accord en cas de défaut ou de résiliation anticipée d'une opération. Les accords de l'ISDA sont fréquemment assortis d'une annexe sur le soutien du crédit (« ASC ») de l'ISDA, dont les modalités peuvent varier en fonction de l'opinion qu'a chaque partie de la solvabilité de l'autre. Les ASC peuvent exiger qu'une partie nantisse une marge initiale au début de chaque opération. Elles prévoient aussi la possibilité de faire un appel de marge de variation si le risque total lié à l'évaluation à la valeur de marché et non garanti dépasse un seuil préétabli. Une marge de variation peut être unilatérale (ce qui signifie que seule une partie est appelée à fournir une garantie) ou bilatérale (ce qui signifie que l'une ou l'autre des parties peut fournir une garantie, selon celle qui est dans le cours). L'ASC détaillera également les types de garanties que chaque partie juge acceptables et les quotités qui s'appliqueront à chaque type de garanties. Les modalités de l'accord général de compensation de l'ISDA et des ASC sont prises en compte dans le calcul du risque de crédit de contrepartie (se reporter également à la page 85 du rapport annuel 2018 de la Banque).

Au 31 juillet 2019, les montants notionnels des dérivés totalisaient 5 438 milliards de dollars, contre 5 466 milliards de dollars au 30 avril 2019 (31 octobre 2018 – 5 334 milliards de dollars). La diminution constatée pour le trimestre traduit en grande partie la conversion des devises, neutralisée par la hausse des volumes de contrats de change. Le montant notionnel total des dérivés négociés de gré à gré s'établissait à 5 203 milliards de dollars, comparativement à 5 247 milliards de dollars au 30 avril 2019 (31 octobre 2018 – 5 097 milliards de dollars), dont une tranche de 3 520 milliards de dollars avait été réglée par l'intermédiaire de contreparties centrales au 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 3 582 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 3 523 milliards de dollars). Le risque de crédit équivalent, compte tenu des accords généraux de compensation, se chiffrait à 30,2 milliards de dollars, contre 28,1 milliards de dollars au 30 avril 2019. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la valeur de marché des contrats de taux d'intérêt et des dérivés de change, laquelle a été annulée par la conversion des devises.

## Principaux instruments de crédit

Une analyse complète des principaux instruments de crédit que les marchés considèrent, durant la crise financière, comme présentant des risques plus élevés est présentée à la page 71 du rapport annuel 2018 de la Banque. Les expositions nettes de la Banque sont demeurées essentiellement les mêmes qu'à la clôture de l'exercice précédent.

## Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle consolide ou qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers, mais qui pourraient avoir une incidence immédiate ou future sur sa performance financière ou sa situation financière. Ces arrangements appartiennent aux catégories suivantes : les entités structurées, les titrisations et les garanties et autres engagements.

Pendant le trimestre à l'étude, la Banque n'a contracté aucune obligation contractuelle importante avec les entités structurées autrement que dans le cours normal de ses activités. Au cours du trimestre, la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia, entité structurée non consolidée par la Banque, a été liquidée à la suite du rachat de titres fiduciaires de catégorie 1 Banque Scotia de série 2009-1 d'une valeur de 650 millions de dollars. La Banque titrise une partie de ses créances sur marges de crédit personnelles, cartes de crédit et prêts automobiles non garantis au moyen d'entités structurées consolidées, à savoir, Fiducie de créances Halifax, Trillium Credit Card Trust II et les fiducies Securitised Term Auto Receivables Trust. Au cours du trimestre à l'étude, la Banque n'a conclu aucun nouvel accord de titrisation, mais a titrisé les créances suivantes en février 2019 :

- Des créances sur cartes de crédit au Canada (les « créances ») de 1 792 millions de dollars ont été titrisées, sur une base renouvelable, par l'intermédiaire de Trillium Credit Card Trust II (« Trillium »), entité structurée consolidée que parraine la Banque. Trillium a émis des billets de premier rang de catégorie A de série 2019-1 et de série 2019-2 et des billets subordonnés de catégorie B et de catégorie C à des investisseurs tiers. Le produit de ces émissions a été utilisé pour acquérir des participations conjointes dans les créances montées par la Banque. Le recours des porteurs de billets se limite aux participations conjointes acquises. La vente des participations conjointes n'était pas admissible à la décomptabilisation et, par conséquent, les créances demeurent comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière.
- Des créances sur prêts automobiles au Canada de 896 millions de dollars ont été titrisées par l'intermédiaire de Securitised Term Auto Receivables Trust 2019-1 (« START 2019-1 »), entité structurée consolidée parrainée par la Banque. START 2019-1 a émis plusieurs séries de billets de catégorie A en faveur d'investisseurs tiers et a émis des billets de catégorie A-1 et des billets subordonnés en faveur de la Banque. Le produit est affecté à l'acquisition d'un portefeuille distinct de prêts automobiles auprès de la Banque sur une base de gestion complète. Le recours des porteurs de billets se limite aux créances titrisées. La vente de ces créances n'était pas admissible à la décomptabilisation et, par conséquent, les créances demeurent comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière. Les billets subordonnés de 45 millions de dollars émis par START 2019-1 et détenus par la Banque sont éliminés lors de la consolidation.

Les processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels sont demeurés inchangés depuis l'exercice précédent. Pour une analyse complète de ces types d'arrangements, il y a lieu de se reporter aux pages 67 à 69 du rapport annuel 2018 de la Banque.

## Entités structurées

La Banque parraine deux fonds multicédants canadiens qu'elle ne consolide pas. Ces fonds multicédants achètent des actifs financiers de première qualité et financent l'achat de ces actifs au moyen de l'émission de papier commercial bénéficiant d'une cote élevée.

Bien que la Banque détienne le pouvoir sur les activités pertinentes de ces fonds, son exposition à la variabilité des rendements est limitée; par conséquent, elle ne consolide pas les deux fonds multicédants établis au Canada.

Une tranche importante des actifs des fonds multicédants a été structurée de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Chacun des actifs achetés par les fonds multicédants est financé par une facilité de trésorerie de sûreté fournie par la Banque sous la forme de conventions d'achat d'actifs liquides (« CAAL »). L'objet premier des facilités de trésorerie de sûreté consiste à fournir une source de financement de rechange dans l'éventualité où les fonds multicédants se trouveraient dans l'incapacité d'émettre du papier commercial sur le marché. Aux termes de la CAAL, la Banque n'est habituellement pas tenue d'acheter des actifs en situation de défaut.

La principale exposition de la Banque aux fonds multicédants établis au Canada découle du concours de trésorerie fourni, le total des facilités de trésorerie s'étant établi à 4,0 milliards de dollars au 31 juillet 2019 (31 octobre 2018 – 4,0 milliards de dollars). Au 31 juillet 2019, le total du papier commercial en circulation relativement à ces fonds multicédants se chiffrait à 3,0 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 3,2 milliards de dollars). Au 31 juillet 2019, les actifs financés achetés et détenus par ces fonds multicédants présentés à leur coût initial s'élevaient à 3,0 milliards de dollars (31 octobre 2018 – 3,2 milliards de dollars). La juste valeur de ces actifs se rapproche de leur coût initial. Il ne s'est produit aucun changement important dans la composition ou le profil de risque de ces fonds multicédants depuis le 31 octobre 2018.

## Autres arrangements hors bilan

Le montant des garanties et des autres engagements indirects s'est accru de 1 % par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2018. L'accroissement est attribuable à l'augmentation des volumes d'engagements non prélevés liés aux prêts. Les commissions tirées des garanties et des engagements de prêts inscrites sous forme de commissions de crédit sous « Revenus autres que d'intérêts – Services bancaires » se sont établies à 147 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2019, comparativement à 143 millions de dollars pour le trimestre précédent.

## Faits nouveaux en matière de réglementation

La Banque continue de surveiller et de réagir aux faits nouveaux en matière de réglementation portant sur divers sujets à l'échelle mondiale, de manière à ce que les diverses mesures de contrôle et unités d'exploitation en tiennent compte dans les meilleurs délais possibles et à ce que leur incidence sur ses activités soit réduite au minimum.

### Capacité totale d'absorption des pertes (« TLAC »)

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié des lignes directrices portant sur la capacité totale d'absorption des pertes (la « TLAC »), lesquelles s'appliquent aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne du gouvernement fédéral. Les normes tiennent compte de l'adéquation de la capacité d'absorption des pertes des banques d'importance systémique pour soutenir leur recapitalisation en cas de faillite. Le BSIF exige des banques d'importance systémique le maintien d'instruments admissibles à la TLAC correspondant à au moins 21,5 %, plus la réserve pour stabilité intérieure, de leurs actifs pondérés en fonction des risques et à au moins 6,75 % de leur exposition aux fins du ratio de levier. La Banque doit se conformer aux exigences minimales au titre de la TLAC au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2021 et elle a commencé à communiquer ses ratios au titre de la TLAC au premier trimestre de 2019.

### Réforme réglementaire au Royaume-Uni et dans l'Union européenne

Le Royaume-Uni a donné un avis officiel signifiant son intention de se retirer de l'Union européenne le 29 mars 2017. Les négociations sur les conditions de retrait sont en cours et la date limite pour que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne a été reportée au 31 octobre 2019. Le retrait pourrait survenir plus tôt si le Parlement britannique ratifie l'accord qui a déjà été négocié avec l'Union européenne ou si un accord modifié est négocié et ratifié à la fois par l'Union européenne et le Royaume-Uni. Un accord politique a été conclu au sujet de la période de transition, laquelle s'étirerait au moins jusqu'au 31 décembre 2020, ce qui accorderait plus de temps pour s'assurer que les acteurs sont bien préparés, sous réserve de la conclusion et de la ratification d'une entente de retrait globale. Si cette éventualité se réalise, toutes les lois de l'Union européenne continueront de s'appliquer au Royaume-Uni pendant cette période de transition.

La possibilité demeure que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne le 31 octobre 2019 ou avant cette date sans qu'une entente de retrait ne soit en place (aussi appelé un Brexit « dur »).

La sortie du Royaume-Uni pourrait donner lieu à des changements considérables à la loi ou aux lois, ce qui pourrait se répercuter sur les activités, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Banque et nuire au coût du financement de la Banque en Europe. La Banque continue de suivre l'évolution de la situation afin de se préparer aux changements qui pourraient se répercuter sur ses activités au Royaume-Uni et ailleurs en Europe, et elle élabore et révisé actuellement ses plans d'urgence en conséquence.

### Initiatives réglementaires touchant les services financiers au Canada

Le 25 juillet 2019, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (l'« ACFC ») a présenté un nouveau code de conduite volontaire fondé sur des principes visant la prestation de services bancaires aux aînés. Aux fins du code, un aîné désigne toute personne au Canada âgée de 60 ans ou plus qui effectue des opérations à des fins autres que commerciales. Le code sera adopté dès sa publication et d'autres échéances sont fixées pour janvier 2020. L'ACFC surveillera la conformité au code. Les consultations engagées dans le secteur à l'égard de l'interprétation du nouveau cadre de protection des consommateurs de produits et de services financiers (le projet de loi C-86) du gouvernement fédéral par l'Association des banquiers canadiens (l'« ABC ») et par le ministère des Finances se poursuivent. L'entrée en vigueur du nouveau cadre et des règlements y afférents est prévue pour l'automne 2021, bien qu'aucune date n'ait été formellement fixée.

### Comité de Bâle sur le contrôle bancaire – parachèvement des réformes de Bâle III

En décembre 2017, le Groupe des gouverneurs et des responsables du contrôle bancaire, instance de gouvernance du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), a annoncé avoir convenu de fixer à 72,5 % le plancher de fonds propres et avoir parachevé les dernières réformes de Bâle III.

Les dernières réformes de Bâle III comportent les éléments suivants : une approche standard révisée du risque de crédit; des révisions de l'approche du risque de crédit fondée sur les notations internes; des révisions du dispositif d'ajustement de l'évaluation du crédit, incluant la suppression de l'approche fondée sur les modèles internes et l'introduction d'une approche standard révisée; une approche standard révisée du risque d'exploitation, qui remplacera à la fois les approches standards existantes et les approches de mesure avancée; des révisions de la mesure du ratio de levier et un volant de fonds propres lié au ratio de levier pour les banques d'importance systémique mondiale (les « BIS<sup>m</sup> »), qui prendra la forme d'un volant de fonds propres de T1 et sera fixé à 50 % du volant de fonds propres pondéré de la BIS<sup>m</sup>; et un plancher global garantissant que les actifs pondérés en fonction des risques des banques issus des modèles internes ne puissent pas être inférieurs à 72,5 % des actifs pondérés en fonction des risques tels que calculés selon l'approche standard du dispositif de Bâle III. Les banques devront aussi déclarer leurs actifs pondérés en fonction des risques sur la base de ces approches standards révisées. Les nouvelles normes de Bâle III entreront en vigueur en 2022, y compris les règles portant sur la révision complète du portefeuille de négociation qui devaient initialement prendre effet en 2020. La période d'instauration progressive du plancher de fonds propres de 72,5 % commencera le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et prendra fin en janvier 2027.

En juillet 2018, le BSIF a publié un document de travail sollicitant l'avis des interlocuteurs intéressés au sujet de son orientation stratégique proposée et des calendriers de mise en œuvre des dernières réformes de Bâle III au Canada. Le BSIF appuie les changements proposés aux dernières réformes de Bâle III et il a l'intention de les mettre en œuvre à l'échelle nationale tout en tenant compte des ajustements requis pour refléter les unicités du marché canadien, en améliorant la sensibilité au risque et en fournissant les bonnes structures incitatives, tout en favorisant la sûreté et la stabilité des institutions de dépôt, et en tenant compte des règles du jeu équitables et des problèmes de compétitivité. Dans le cadre de ces ajustements, le BSIF envisage d'éliminer les dispositions transitoires du CBCB relatives au plancher de fonds propres en établissant le plancher de fonds propres à 72,5 % à partir du premier trimestre de 2022. Les réponses aux questions évoquées dans le document de travail devaient être soumises au BSIF le 19 octobre 2018, au plus tard. La Banque continuera de suivre l'évolution des développements ayant une incidence sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires et de se préparer en conséquence.

### Exigences de communication financière au titre du troisième pilier en matière de fonds propres réglementaires

En décembre 2018, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB ») a publié une mise à jour de son cadre d'exigences de communication financière au titre du troisième pilier, dans le contexte de la troisième étape du projet qui fait suite à la première et à la deuxième étapes publiées respectivement par le CBCB en janvier 2015 et en mars 2017. La troisième étape porte essentiellement sur les modifications aux obligations en matière d'informations découlant des réformes de Bâle III achevées en décembre 2017, de même que sur d'autres obligations en matière d'informations relatives aux actifs grevés, aux distributions discrétionnaires et au champ d'application des obligations d'information à travers les groupes de résolution.

En juin 2019, le CBCB a terminé la révision des exigences de communication financière au titre du troisième pilier aux fins des normes révisées sur le ratio de levier qui entreront en vigueur au premier trimestre de 2022. Les modifications qui ont été annoncées portent essentiellement sur l'ajout de la valeur moyenne des transactions de financement sur titres aux exigences de communication financière révisées.

La Banque attend les lignes directrices en matière d'information du BSIF portant sur la mise en place des deuxième et troisième étapes du projet de communication financière du CBCB.

### Faits nouveaux en matière de réglementation sur la liquidité

Le ratio structurel de liquidité à long terme vise à réduire le risque de financement structurel en exigeant des banques qu'elles financent leurs activités au moyen de sources de financement stables suffisantes. Le ratio structurel de liquidité à long terme deviendra une norme minimale du cadre de liquidité du BSIF en janvier 2020 et sa présentation sera exigée d'ici le premier trimestre de 2021.

### Réforme des taux d'intérêt de référence

Le TIOL représente le taux d'intérêt de référence le plus utilisé à l'échelle mondiale en ce qui a trait aux dérivés, aux obligations, aux prêts et aux autres instruments à taux variable. Toutefois, une initiative menée par des autorités de réglementation favorise une transition du marché vers des taux alternatifs sans risque ou quasi sans risque qui sont fondés sur les transactions au jour réelles, plutôt que le TIOL. En 2017, le Financial Conduct Authority du Royaume-Uni a annoncé qu'il ne tenterait plus de convaincre ou d'obliger les banques contribuant à l'EURIBOR à faire les soumissions requises pour calculer le TIOL. Par conséquent, les autorités de réglementation du Royaume-Uni et des États-Unis ont averti le secteur qu'il devait prévoir la fin du recours au TIOL d'ici la clôture de 2021. Cela aura des répercussions sur les dérivés, les billets à taux variable et les autres contrats financiers dont les durées s'étirent au-delà de 2021 et qui utilisent le TIOL comme taux de référence. La Banque évalue actuellement son exposition au TIOL ainsi que l'incidence de la transition sur les systèmes et les processus. De plus, la Banque surveille de près les directives publiées par les organismes de normalisation comptable afin de savoir ce que la transition exige sur le plan comptable.

### Utilisation de l'approche de mesure avancée pour le calcul des fonds propres requis en regard du risque d'exploitation

En juillet 2019, le BSIF a révisé ses exigences en matière de fonds propres en ce qui concerne le risque d'exploitation afin de s'aligner sur les révisions finales de Bâle III qui ont été publiées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en décembre 2017. À compter du premier trimestre de 2021, les institutions devront utiliser l'approche standard de Bâle III révisée au titre du risque d'exploitation.

En attendant, pour l'exercice 2020, les institutions qui sont actuellement autorisées à utiliser l'approche de mesure avancée (« AMA ») de Bâle II pour le calcul des fonds propres requis en regard du risque d'exploitation devront déclarer leurs fonds propres selon l'approche standard de Bâle II actuelle. Étant donné que les exigences de la Banque en vertu de l'AMA doivent être au moins aussi élevées que les exigences en vertu de l'approche standard, l'incidence de l'adoption des exigences temporaires au cours de 2020 n'est pas importante pour la Banque.

### Modifications à la réglementation sur le risque de taux d'intérêt

En mai 2019, le BSIF a mis à jour ses directives sur le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (« RTIPB »), lesquelles proposent un cadre de contrôle du risque permettant de cerner, d'évaluer et de gérer le risque de taux d'intérêt. La Banque appliquera les directives mises à jour à compter de janvier 2020, conformément aux exigences du BSIF.

### Modifications à la Règle Volcker

Les modifications proposées à la Règle Volcker ont été approuvées le 20 août 2019 par la FDIC et l'OCC (les approbations de la Réserve fédérale, de la CFTC et de la SEC sont attendues sous peu). Comme prévu, les modifications définitives allégeront les obligations réglementaires des institutions financières, y compris les institutions bancaires étrangères telles que la Banque. Les modifications entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et la conformité à celles-ci est requise avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021.



## Règlements canadiens sur la lutte contre le blanchiment d'argent

En juillet 2019, des modifications à la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (Canada) ont été publiées à la suite d'une consultation exhaustive auprès du secteur. Les modifications entreront en vigueur graduellement et la majeure partie de celles-ci s'appliquera à compter de juin 2021. Ces modifications visent à accroître l'efficacité du régime canadien de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes et à améliorer la conformité aux normes internationales. Les nouvelles règles exigeront de la Banque qu'elle apporte des changements à ses processus, à ses technologies et à ses données afin de satisfaire aux exigences de présentation d'information du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE). La Banque travaille activement à la mise en œuvre du nouveau régime en vue de protéger le système financier canadien et les collectivités.

## Méthodes comptables et contrôles

### Méthodes et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les principales méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont cohérentes avec celles utilisées aux fins des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2018 de la Banque décrites à la note 3 afférente à ses états financiers consolidés annuels de 2018, sauf pour ce qui est des modifications à la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients découlant de l'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, décrites aux notes 3 et 4 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés.

### Prises de position futures en comptabilité

Aucune mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité par rapport à celles présentées à la note 5 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans le rapport annuel 2018, autre que ce qui suit :

#### IFRS 16, *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), laquelle remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 »). Cette norme exige qu'un preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation d'un bien loué et un passif correspondant à la valeur actualisée des obligations locatives futures. L'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation de tous les contrats de location simple à l'état de la situation financière de la Banque à titre d'actifs au titre de droits d'utilisation, accompagnés des obligations locatives correspondantes. La Banque comptabilisera également une charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et des charges d'intérêts sur les obligations locatives dans l'état du résultat net. L'IFRS 16 conserve l'essentiel des exigences comptables de l'IAS 17 s'appliquant au bailleur.

Pour la Banque, l'IFRS 16 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2019. La Banque a l'intention d'appliquer l'IFRS 16 en ajustant l'état consolidé de la situation financière à la date d'adoption, sans retraitement des périodes comparatives.

L'incidence la plus importante pour la Banque se rapportera aux contrats de location immobilière actuellement classés comme des contrats de location simple comptabilisés à l'état de la situation financière. La Banque a pratiquement terminé l'évaluation de son portefeuille de contrats de location et procède à la modification de ses processus, contrôles et systèmes de comptabilisation des contrats de location. La Banque continue d'évaluer les décisions à prendre dans les principaux domaines faisant appel au jugement, comme la durée des contrats de location et l'utilisation de taux d'actualisation appropriés. L'incidence quantitative de l'adoption sera finalisée d'ici la fin du présent exercice.

#### IFRS 17, *Contrats d'assurance*

La Banque est tenue d'adopter l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (l'« IFRS 17 »), le 1<sup>er</sup> novembre 2021. La norme aura une incidence sur les activités d'assurance canadiennes et internationales de la Banque. La norme a une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats d'assurance.

L'IASB a publié un exposé-sondage le 26 juin 2019, dans lequel sont proposées certaines modifications à l'IFRS 17, notamment une proposition visant à repousser la date d'entrée en vigueur de un an, soit jusqu'aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. La Banque évalue actuellement les modifications proposées et continuera de surveiller de près l'évolution de cette norme.

### Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque n'a eu ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle.

### Transactions avec des parties liées

Aucune modification n'a été apportée aux procédures et aux politiques que la Banque applique à l'égard des transactions avec des parties liées par rapport à celles qui sont présentées dans le rapport annuel 2018 de la Banque. Toutes les transactions avec des parties liées ont lieu à des modalités et conditions du marché.

## Perspectives économiques

Les risques de baisse qui menaçaient l'économie mondiale se matérialisent, étant donné qu'il semble probable que le conflit commercial opposant les États-Unis à la Chine se poursuivra au cours d'une bonne partie de 2020. Si un tel scénario se concrétisait, on peut s'attendre à une hausse des tarifs imposés sur les exportations chinoises destinées aux États-Unis et à la mise en place de diverses mesures de représailles additionnelles de part et d'autre du Pacifique. De plus, le conflit pourrait dégénérer en guerre des monnaies. L'intensification des tensions commerciales est suffisante pour susciter une inquiétude ressentie à l'échelle de l'économie mondiale, à un point tel que les banques centrales baissent à présent les taux en réponse à l'incertitude croissante et aux perspectives de croissance faible.

Bien que la croissance au Canada demeure vigoureuse en raison de la forte croissance de la population, de sa politique monétaire très accommodante, du raffermissement de l'activité sur le marché immobilier et de la grande confiance que continuent de manifester les entreprises et les consommateurs, le Canada ne pourra pas demeurer à l'abri de l'incertitude grandissante et de la croissance mondiale à la baisse. Les cours des produits de base se situent bien en deçà de ceux observés en début d'année, ce qui entraîne un pan important de l'économie canadienne dans une voie négative. L'inflation correspond toujours à la cible de la Banque du Canada et, puisque les salaires augmentent maintenant au rythme le plus élevé depuis 2009, les pressions inflationnistes pourraient s'accroître. Malgré cela, les risques accrus qui se profilent pourraient inciter la Banque du Canada à suivre l'exemple des autres banques centrales et à procéder à une réduction de 50 points de base des taux directeurs pendant les deux prochains trimestres en guise de protection contre ces risques.

L'activité économique aux États-Unis ralentit à la suite d'une année marquée en général par une forte croissance. Ce ralentissement est le résultat de la diminution des stimulants fiscaux, puisque l'effet du programme de stimulants fiscaux entrepris au début de 2018 s'étirole, mais il est aussi le résultat des contrecoups prévus de la montée de l'incertitude au sujet des échanges commerciaux. On s'attend à ce que la Réserve fédérale réduise les taux directeurs d'environ 50 points de base, ce qui représenterait une réduction de 75 points de base au total, étant donné que la croissance aux États-Unis devrait reculer pour s'établir cette année à 2,5 %, alors qu'elle avait atteint 2,9 % en 2018, et qu'elle devrait ensuite s'établir à 1,6 % en 2020.

Les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis sévissent dans les pays membres de l'Alliance du Pacifique du fait que le cours d'importants produits de base de la région a abruptement chuté cette année. Outre ces difficultés, il y a les problèmes posés par la réalisation de réformes fondamentales. Les perspectives de cette région s'assombrissent même si le pronostic de croissance pour les pays membres de l'Alliance du Pacifique demeure, dans l'ensemble, beaucoup plus favorable que celui établi pour les pays développés. Les répercussions de ces facteurs se font ressentir davantage au Chili et au Pérou, où la croissance devrait s'affaiblir par rapport au taux de 4 % observé en 2018 pour se situer à environ 3 %, ainsi qu'au Mexique, où la croissance devrait décliner pour se situer au-dessous de 1 % cette année. On s'attend encore à ce que la croissance en Colombie s'améliore au-delà de ce qu'elle a connu en 2018.

## Données sur les actions

	Montant (en millions de dollars)	Dividendes déclarés par action <sup>1)</sup>	Nombre de titres en circulation (en milliers)	Caractéristique de conversion
<i>Au 31 juillet 2019</i>				
<b>Actions ordinaires<sup>2)</sup></b>	18 295 \$	0,90 \$	1 220 446	s. o.
<b>Actions privilégiées</b>				
Actions privilégiées de série 30 <sup>3)</sup>	154	0,113750	6 143	série 31
Actions privilégiées de série 31 <sup>3)</sup>	111	0,167679	4 457	série 30
Actions privilégiées de série 32 <sup>3)</sup>	279	0,128938	11 162	série 33
Actions privilégiées de série 33 <sup>3)</sup>	130	0,189104	5 184	série 32
Actions privilégiées de série 34 <sup>3)4)</sup>	350	0,343750	14 000	série 35
Actions privilégiées de série 36 <sup>3)4)</sup>	500	0,343750	20 000	série 37
Actions privilégiées de série 38 <sup>3)4)</sup>	500	0,303125	20 000	série 39
Actions privilégiées de série 40 <sup>3)4)</sup>	300	0,303125	12 000	série 41
<b>Autres titres de T1</b>				
Titres fiduciaires – Série 2006-1 émis par la Fiducie de Capital Banque Scotia <sup>5)</sup>	750 \$	28,25 \$	5,650	750
Titres fiduciaires de catégorie 1 – Série 2009-1 émis par la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia <sup>5)6)</sup>	–	–	–	–
Autres titres de fonds propres de T1 subordonnés (FPUNV) <sup>4)7)</sup>	1 250 \$ US	23,25 \$ US	4,650	1 250
<b>Débiteures subordonnées FPUNV<sup>4)</sup></b>				
Débiteures subordonnées échéant en mars 2027			1 250 \$	2,58
Débiteures subordonnées échéant en décembre 2025			750	3,37
Débiteures subordonnées échéant en décembre 2025			1 250 \$ US	4,50
Débiteures subordonnées échéant en janvier 2029			1 750	3,89
Débiteures subordonnées échéant en juillet 2029			1 500	2,84
<b>Options</b>				
Options en circulation attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires <sup>2)</sup>				12 224

- 1) Les dividendes sur les actions ordinaires sont versés sur une base trimestrielle, lorsqu'ils sont déclarés, le cas échéant. Dividendes déclarés en date du 27 août 2019. Lors de sa réunion du 26 août 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,90 \$ par action payable le 29 octobre 2019 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> octobre 2019.
- 2) Au 16 août 2019, le nombre d'actions ordinaires et d'options en circulation se chiffrait respectivement à 1 219 547 milliers et à 12 207 milliers.
- 3) Ces actions privilégiées donnent droit à un dividende trimestriel en trésorerie privilégié non cumulatif. Ces actions privilégiées sont assorties de caractéristiques de conversion. Se reporter à la note 24 afférente aux états financiers consolidés figurant dans le rapport annuel 2018 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.
- 4) Ces actions sont assorties des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV ») nécessaires à leur classement en tant qu'instruments de fonds propres réglementaires conformément à Bâle III. Le rapport annuel 2018 de la Banque décrit les conditions dans lesquelles la conversion a lieu et les mécanismes de conversion des débiteures subordonnées FPUNV (note 21), des autres titres de fonds propres de T1 subordonnés FPUNV (note 24) et des actions privilégiées FPUNV (note 24). Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion de débiteures convertibles FPUNV, d'autres titres de fonds propres de T1 subordonnés FPUNV et d'actions privilégiées FPUNV au 31 juillet 2019 s'établissait à 2 812 millions d'actions ordinaires, en fonction du prix plancher et compte non tenu de l'incidence de tout intérêt couru et impayé et de tout dividende déclaré et impayé.
- 5) Ces titres sont assortis de caractéristiques de conversion. Se reporter au tableau 27 du rapport annuel 2018 de la Banque pour obtenir de plus amples renseignements.
- 6) Le 30 juin 2019, les titres fiduciaires de catégorie 1 Banque Scotia de série 2009-1 à 7,802 % émis par la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) Banque Scotia ont été rachetés pour une somme égale à la totalité du principal, majorée des intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat.
- 7) Les distributions semestrielles sont inscrites aux deuxième et quatrième trimestres, lorsqu'elles sont payées, le cas échéant.

On trouvera plus de renseignements sur les titres en circulation de la Banque, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 21, 24 et 26 des états financiers consolidés de la Banque figurant dans son rapport annuel 2018.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

## TABLE DES MATIÈRES

<b>44 États financiers consolidés intermédiaires résumés</b>	<b>59 Note 10.</b> Participations dans des sociétés associées
<b>49 Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés</b>	<b>60 Note 11.</b> Dépôts
<b>49 Note 1.</b> Entité présentant l'information financière	<b>60 Note 12.</b> Opérations sur capitaux propres et opérations de financement
<b>49 Note 2.</b> Base d'établissement	<b>61 Note 13.</b> Gestion du capital
<b>49 Note 3.</b> Principales méthodes comptables	<b>61 Note 14.</b> Paiements fondés sur des actions
<b>50 Note 4.</b> Transition à l'IFRS 15	<b>62 Note 15.</b> Avantages du personnel
<b>50 Note 5.</b> Prises de position futures en comptabilité	<b>62 Note 16.</b> Secteurs d'exploitation
<b>50 Note 6.</b> Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	<b>65 Note 17.</b> Revenus et charges d'intérêts
<b>51 Note 7.</b> Titres de placement	<b>65 Note 18.</b> Revenus tirés des activités de transaction
<b>52 Note 8.</b> Prêts, prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances	<b>65 Note 19.</b> Résultat par action
<b>58 Note 9.</b> Décomptabilisation d'actifs financiers	<b>66 Note 20.</b> Instruments financiers
	<b>72 Note 21.</b> Impôt sur le résultat
	<b>72 Note 22.</b> Acquisitions et cessions

## État consolidé de la situation financière

			Aux	
(non audité) (en millions de dollars)	Note	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 octobre 2018
<b>Actifs</b>				
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	6	45 262 \$	50 121 \$	62 269 \$
Métaux précieux		3 572	3 543	3 191
<b>Actifs détenus à des fins de transaction</b>				
Titres		115 988	103 125	85 474
Prêts		14 158	13 104	14 334
Autres		922	911	454
		<b>131 068</b>	117 140	100 262
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	20 b)	13	14	12
Titres pris en pension et titres empruntés		119 478	126 090	104 018
Instruments financiers dérivés		36 157	31 358	37 558
Titres de placement	7	82 592	85 146	78 396
<b>Prêts</b>				
Prêts hypothécaires à l'habitation	8	265 170	260 586	253 357
Prêts personnels	8	98 679	97 874	96 019
Cartes de crédit	8	17 933	17 730	16 485
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	8	212 655	212 920	191 038
		<b>594 437</b>	589 110	556 899
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	8 c)	5 194	5 295	5 065
		<b>589 243</b>	583 815	551 834
<b>Autres</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations, déduction faite de la correction de valeur		13 923	12 823	16 329
Immobilisations corporelles		2 634	2 722	2 684
Participations dans des sociétés associées	10	5 496	5 303	4 850
Goodwill et autres immobilisations incorporelles		17 612	17 825	17 719
Actifs d'impôt différé		1 706	2 069	1 938
Autres actifs		17 984	20 200	17 433
		<b>59 355</b>	60 942	60 953
<b>Total des actifs</b>		<b>1 066 740 \$</b>	1 058 169 \$	998 493 \$
<b>Passifs</b>				
<b>Dépôts</b>				
Particuliers	11	222 895 \$	224 933 \$	214 545 \$
Entreprises et administrations publiques	11	456 806	443 707	422 002
Autres institutions financières	11	42 645	43 642	39 987
		<b>722 346</b>	712 282	676 534
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	20 b)	11 536	10 919	8 188
<b>Autres</b>				
Acceptations		13 932	12 833	16 338
Obligations relatives aux titres vendus à découvert		25 669	29 957	32 087
Instruments financiers dérivés		37 307	33 176	37 967
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés		120 555	124 331	101 257
Débiteures subordonnées	12	9 021	7 554	5 698
Autres passifs		56 243	56 870	52 744
		<b>262 727</b>	264 721	246 091
<b>Total des passifs</b>		<b>996 609</b>	987 922	930 813
<b>Capitaux propres</b>				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires				
Actions ordinaires	12	18 295	18 284	18 234
Résultats non distribués		43 682	43 056	41 414
Cumul des autres éléments du résultat global		1 187	1 836	992
Autres réserves		370	395	404
		<b>63 534</b>	63 571	61 044
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	12	3 884	3 884	4 184
<b>Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>		<b>67 418</b>	67 455	65 228
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		2 713	2 792	2 452
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>70 131</b>	70 247	67 680
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>1 066 740 \$</b>	1 058 169 \$	998 493 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## État consolidé du résultat net

	Note	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les	
		31 juillet 2019 <sup>1)</sup>	30 avril 2019 <sup>1)</sup>	31 juillet 2018	31 juillet 2019 <sup>1)</sup>	31 juillet 2018
<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>						
<b>Revenus</b>						
<b>Revenus d'intérêts<sup>2)</sup></b>						
Prêts		7 490 \$	7 164 \$	6 332 \$	21 745 \$	18 114 \$
Titres		593	567	446	1 676	1 283
Titres pris en pension et titres empruntés		126	140	118	396	317
Dépôts auprès d'autres institutions financières		231	230	235	715	633
	17	8 440	8 101	7 131	24 532	20 347
<b>Charges d'intérêts</b>						
Dépôts		3 574	3 485	2 735	10 394	7 481
Débitures subordonnées		77	73	55	211	159
Autres		415	350	256	1 086	736
	17	4 066	3 908	3 046	11 691	8 376
<b>Revenus d'intérêts nets</b>		4 374	4 193	4 085	12 841	11 971
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>						
Revenus sur cartes		240	248	271	732	805
Frais liés aux services bancaires		445	461	404	1 339	1 232
Commissions de crédit		325	322	312	971	883
Fonds communs de placement		472	454	425	1 373	1 275
Commissions de courtage		217	217	222	650	668
Frais de gestion de placements et frais de fiducie		259	271	191	787	523
Commissions de placement et autres honoraires de services-conseils		110	149	145	351	411
Opérations de change à des fins autres que de transaction		171	175	158	506	464
Revenus tirés des activités de transaction	18	397	386	305	1 112	1 050
Profit net sur la vente de titres de placement		118	86	35	226	136
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées		190	170	126	489	390
Revenus d'assurance, déduction faite des sinistres		165	169	158	518	517
Autres honoraires et commissions		231	245	206	728	613
Autres <sup>3)</sup>		(55)	257	138	443	389
		3 285	3 610	3 096	10 225	9 356
<b>Total des revenus</b>		7 659	7 803	7 181	23 066	21 327
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances		713	873	943	2 274	2 021
		6 946	6 930	6 238	20 792	19 306
<b>Charges autres que d'intérêts</b>						
Salaires et avantages du personnel		2 138	2 026	1 879	6 328	5 483
Locaux et technologie		697	702	637	2 095	1 882
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		276	258	212	782	615
Communications		113	119	106	341	324
Publicité et prospection		162	150	130	451	399
Honoraires		197	203	215	618	611
Taxe d'affaires et taxe sur le capital		130	122	117	389	351
Autres		496	466	474	1 422	1 329
		4 209	4 046	3 770	12 426	10 994
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>		2 737	2 884	2 468	8 366	8 312
Charge d'impôt sur le résultat	21	753	625	529	1 876	1 859
<b>Bénéfice net</b>		1 984 \$	2 259 \$	1 939 \$	6 490 \$	6 453 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		120	70	(44)	301	84
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque		1 864 \$	2 189 \$	1 983 \$	6 189 \$	6 369 \$
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres		25	64	27	118	122
Actionnaires ordinaires		1 839 \$	2 125 \$	1 956 \$	6 071 \$	6 247 \$
<b>Bénéfice par action ordinaire (en dollars)</b>						
De base	19	1,51 \$	1,74 \$	1,60 \$	4,96 \$	5,18 \$
Dilué	19	1,50	1,73	1,55	4,94	5,10
Dividendes versés par action ordinaire (en dollars)		0,87	0,87	0,82	2,59	2,43

1) Les montants pour les périodes closes le 31 juillet 2019 et le 30 avril 2019 ont été établis selon l'IFRS 15; les montants des périodes précédentes n'ont pas été retraités (se reporter aux notes 3 et 4).

2) Comprend des revenus d'intérêts sur les actifs financiers évalués au coût amorti et à la JVAÉRG calculés au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif de 8 348 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 8 019 \$; 31 juillet 2018 – 7 080 \$) et de 24 290 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019 (31 juillet 2018 – 20 200 \$).

3) Les montants pour les périodes closes le 31 juillet 2019 et le 30 avril 2019 tiennent compte du profit net (de la perte nette) sur les cessions. Se reporter à la note 22 pour obtenir de plus amples détails.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## État consolidé du résultat global

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>					
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 984 \$</b>	2 259 \$	1 939 \$	<b>6 490 \$</b>	6 453 \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>					
<b>Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net</b>					
Variation nette des profits (pertes) de change latents :					
Profits (pertes) de change latents, montant net	<b>(1 093)</b>	628	43	<b>340</b>	346
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	<b>220</b>	(350)	(203)	<b>(314)</b>	(227)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :					
Profits (pertes) de change latents, montant net	<b>(10)</b>	5	(5)	<b>2</b>	(4)
Profits (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, montant net	<b>58</b>	(92)	(56)	<b>(82)</b>	(60)
	<b>(921)</b>	365	(99)	<b>106</b>	183
Variation nette de la juste valeur découlant de la variation des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :					
Profits (pertes) liés à la juste valeur, montant net	<b>412</b>	247	(33)	<b>1 102</b>	(449)
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	<b>(366)</b>	(196)	(10)	<b>(933)</b>	184
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :					
Profits (pertes) liés à la juste valeur, montant net	<b>104</b>	51	(7)	<b>280</b>	(107)
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	<b>(99)</b>	(39)	(2)	<b>(248)</b>	46
	<b>41</b>	39	(34)	<b>137</b>	(204)
Variation nette des profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie :					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	<b>(842)</b>	(136)	(801)	<b>(257)</b>	(323)
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	<b>1 324</b>	127	643	<b>1 077</b>	(26)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat :					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net	<b>(223)</b>	(37)	(212)	<b>(69)</b>	(84)
Reclassement du montant net des (profits) pertes dans le bénéfice net	<b>349</b>	34	171	<b>282</b>	(7)
	<b>356</b>	(6)	(117)	<b>607</b>	(258)
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	<b>25</b>	38	(3)	<b>82</b>	40
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net</b>					
Variation nette à la réévaluation de l'actif et du passif au titre des régimes d'avantages du personnel :					
Gains (pertes) actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	<b>(475)</b>	(236)	212	<b>(1 171)</b>	315
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>(130)</b>	(54)	56	<b>(303)</b>	88
	<b>(345)</b>	(182)	156	<b>(868)</b>	227
Variation nette de la juste valeur découlant de la variation des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :					
Profits (pertes) liés à la juste valeur, montant net	<b>35</b>	19	29	<b>85</b>	99
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>8</b>	4	7	<b>20</b>	21
	<b>27</b>	15	22	<b>65</b>	78
Variation nette de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur :					
Variation de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque quant aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	<b>6</b>	(43)	30	<b>(7)</b>	16
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>2</b>	(12)	9	<b>(2)</b>	5
	<b>4</b>	(31)	21	<b>(5)</b>	11
Autres éléments du résultat global provenant des participations dans des sociétés associées	<b>–</b>	–	–	<b>(3)</b>	(7)
Autres éléments du résultat global	<b>(813)</b>	238	(54)	<b>121</b>	70
<b>Résultat global</b>	<b>1 171 \$</b>	2 497 \$	1 885 \$	<b>6 611 \$</b>	6 523 \$
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	<b>(44)</b>	59	(68)	<b>227</b>	136
Résultat global attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	<b>1 215</b>	2 438	1 953	<b>6 384</b>	6 387
Actionnaires privilégiés et porteurs d'autres instruments de capitaux propres	<b>25</b>	64	27	<b>118</b>	122
Actionnaires ordinaires	<b>1 190 \$</b>	2 374 \$	1 926 \$	<b>6 266 \$</b>	6 265 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## État consolidé des variations des capitaux propres

Cumul des autres éléments du résultat global

(non audité) (en millions de dollars)	Résultats		Titres disponibles à la vente		Instruments de créance (JVAERG)		Instruments de capitaux propres (JVAERG)		Couvertures des flux de trésorerie		Autres réserves		Total des capitaux propres ordinaires		Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		Total attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres		Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		Total	
	Actions ordinaires	Résultats non distribués <sup>1)</sup>	Écarts de conversion	disponibles à la vente	Instruments de créance (JVAERG)	Instruments de capitaux propres (JVAERG)	Couvertures des flux de trésorerie	Autres réserves	Total des capitaux propres ordinaires	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Total attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	Total									
<b>Solde au 31 octobre 2018</b>	18 234 \$	41 414 \$	1 441 \$	— \$	(68)\$	(126)\$	(121)\$	(134)\$	404 \$	4184 \$	65 228 \$	2 452 \$	67 680 \$									
Effet cumulatif de l'adoption de l'IFRS 15 <sup>3)</sup>	—	(58)	—	—	—	—	—	—	—	—	(58)	—	(58)									
<b>Solde au 1<sup>er</sup> novembre 2018</b>	18 234 \$	41 356 \$	1 441 \$	— \$	(68)\$	(126)\$	(121)\$	(134)\$	404 \$	4 184 \$	65 170 \$	2 452 \$	67 622 \$									
Bénéfice net	—	6 071	—	—	—	—	—	—	—	118	6 189	301	6 490									
Autres éléments du résultat global	—	—	164	—	137	41	654	(801)	—	—	195	(74)	121									
<b>Total du résultat global</b>	— \$	6 071 \$	164 \$	— \$	137 \$	41 \$	654 \$	(801)\$	— \$	118 \$	6 384 \$	227 \$	6 611 \$									
Actions émises	211	—	—	—	—	—	—	—	(31)	180	180	—	180									
Actions rachetées	(150)	(569)	—	—	—	—	—	—	—	(300)	(1 019)	—	(1 019)									
Dividendes et distributions versés aux détenteurs de titres de capitaux propres	—	(3 166)	—	—	—	—	—	—	—	(118)	(3 284)	(131)	(3 415)									
Paiements fondés sur des actions <sup>4)</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	6									
Autres	—	(10)	—	—	—	—	—	—	(9)	—	(19)	165 <sup>5)</sup>	146									
<b>Solde au 31 juillet 2019</b>	18 295 \$	43 682 \$	1 605 \$	— \$	69 \$	(85)\$	533 \$	(935)\$	370 \$	3 884 \$	67 418 \$	2 713 \$	70 131 \$									
<b>Solde au 31 octobre 2017</b>	15 644 \$	38 117 \$	1 861 \$	(46)\$	— \$	—	235 \$	(473)\$	116 \$	4 579 \$	60 033 \$	1 592 \$	61 625 \$									
Effet cumulatif de l'adoption de l'IFRS 9	—	(564)	—	46	184	(179)	—	—	—	—	(513)	(97)	(610)									
<b>Solde au 1<sup>er</sup> novembre 2017</b>	15 644 \$	37 553 \$	1 861 \$	— \$	184 \$	(179)\$	235 \$	(473)\$	116 \$	4 579 \$	59 520 \$	1 495 \$	61 015 \$									
Bénéfice net	—	6 247	—	—	—	—	—	—	—	122	6 369	84	6 453									
Autres éléments du résultat global	—	—	146	—	(204)	69	(257)	264	—	—	18	52	70									
<b>Total du résultat global</b>	— \$	6 247 \$	146 \$	— \$	(204)\$	69 \$	(257)\$	264 \$	— \$	122 \$	6 387 \$	136 \$	6 523 \$									
Actions émises	2 692	—	—	—	—	—	—	—	(17)	2 675	2 675	—	2 675									
Actions rachetées	(44)	(208)	—	—	—	—	—	—	—	(345)	(597)	—	(597)									
Dividendes et distributions versés aux détenteurs de titres de capitaux propres	—	(2 942)	—	—	—	—	—	—	—	(122)	(3 064)	(80)	(3 144)									
Paiements fondés sur des actions <sup>4)</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	6									
Autres	—	2	—	—	—	—	—	—	57	—	59	797 <sup>5)</sup>	856									
<b>Solde au 31 juillet 2018</b>	18 292 \$	40 652 \$	2 007 \$	— \$	(20)\$	(110)\$	(22)\$	(209)\$	162 \$	4 234 \$	64 986 \$	2 348 \$	67 334 \$									

1) Comprend des résultats non distribués de 62 \$ (31 juillet 2018 – 60 \$) liés à une société associée à l'étranger soumise à des restrictions réglementaires locales.

2) Comprend la quote-part des sociétés associées, les avantages du personnel et le risque de crédit propre à l'entité.

3) Se reporter à la note 4 pour obtenir un résumé des ajustements à l'application initiale de l'IFRS 15.

4) Représente des montants liés aux paiements fondés sur des actions (se reporter à la note 14).

5) Comprend les variations des participations ne donnant pas le contrôle découlant des regroupements d'entreprises et des transactions connexes.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>(non audité) (en millions de dollars)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<i>Rentrées (sorties) nettes de trésorerie</i>				
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	1 984 \$	1 939 \$	6 490 \$	6 453 \$
Ajustements pour :				
Revenus d'intérêts nets	(4 374)	(4 085)	(12 841)	(11 971)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	276	212	782	615
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	713	943	2 274	2 021
Charges dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en titres de capitaux propres	1	1	6	6
Profit net sur la vente de titres de placement	(118)	(35)	(226)	(136)
Perte nette sur les cessions <sup>1)</sup>	302	–	129	–
Revenu net découlant de participations dans des sociétés associées	(190)	(126)	(489)	(390)
Charge d'impôt sur le résultat	753	529	1 876	1 859
Variations des actifs et des passifs d'exploitation :				
Actifs détenus à des fins de transaction	(16 188)	7 561	(31 620)	7 510
Titres pris en pension et titres empruntés	4 582	(57)	(15 963)	11 307
Prêts	(11 567)	(8 680)	(36 406)	(23 686)
Dépôts	18 271	(1 984)	45 677	14 861
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	(3 558)	(1 871)	(6 077)	(3 976)
Obligations relatives aux titres mis en pension et aux titres prêtés	(1 776)	(9 837)	19 495	(14 851)
Instruments financiers dérivés, montant net	(1 394)	1 018	462	779
Autres, montant net <sup>1)</sup>	1 434	(114)	(630)	(1 183)
Dividendes perçus	137	83	355	242
Intérêts perçus	8 594	7 015	24 409	20 025
Intérêts versés	(4 245)	(2 874)	(11 520)	(8 200)
Impôt sur le résultat payé <sup>1)</sup>	(674)	(598)	(2 273)	(1 779)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation <sup>1)</sup>	(7 037)	(10 960)	(16 090)	(494)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	5 014	11 032	19 163	8 498
Achat de titres de placement	(22 724)	(20 824)	(67 536)	(66 526)
Produit de la vente et de la venue à échéance de titres de placement	24 735	23 072	65 110	63 231
Acquisition/vente de filiales, de sociétés associées ou d'unités d'exploitation, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(2 405)	(36)	(2 405)
Immobilisations corporelles, déduction faite des sorties	66	(106)	(38)	(221)
Autres, montant net	(417)	(89)	(431)	(505)
Rentrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	6 674	10 680	16 232	2 072
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Produit tiré de l'émission de débentures subordonnées	1 500	–	3 250	–
Remboursement de débentures subordonnées	(4)	–	(18)	(233)
Rachat d'actions privilégiées	–	–	(300)	(345)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	53	1 718	211	1 814
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(196)	(74)	(719)	(252)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(1 087)	(1 038)	(3 284)	(3 064)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(39)	(23)	(131)	(80)
Autres, montant net <sup>1)</sup>	1 178	291	2 336	692
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement <sup>1)</sup>	1 405	874	1 345	(1 468)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(154)	18	64	63
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	888	612	1 551	173
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période <sup>2)</sup>	9 660	7 386	8 997	7 825
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période <sup>2)</sup>	10 548 \$	7 998 \$	10 548 \$	7 998 \$

1) Les montants des périodes précédentes ont été retraités aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières (se reporter à la note 6).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.



## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités)

### 1. Entité présentant l'information financière

La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque ») est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « *Loi sur les banques* »). La Banque est une banque inscrite à l'annexe I de la *Loi sur les banques* et elle est régie par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). La Banque est un fournisseur international de services financiers qui offre une vaste gamme de produits et de services, dont des services bancaires aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés, ainsi que des services bancaires d'investissement. Le siège social de la Banque est situé au 1709 Hollis Street, Halifax (Nouvelle-Écosse), au Canada, et les bureaux de la direction sont situés au Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, au Canada. Les actions ordinaires de la Banque sont inscrites à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

### 2. Base d'établissement

#### Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Banque ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standard Board (l'« IASB »), et aux exigences comptables du BSIF, selon l'article 308 de la *Loi sur les Banques*. L'article 308 stipule que, à moins d'indication contraire par le BSIF, les états financiers doivent être établis selon les IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), et ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2018.

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre clos le 31 juillet 2019 a été autorisée par le conseil d'administration le 27 août 2019.

Certains montants comparatifs ont été retraités aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour la période à l'étude.

#### Base d'évaluation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments significatifs ci-après, lesquels sont présentés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière :

- actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net;
- actifs et passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net;
- instruments financiers dérivés;
- instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

#### Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Banque. Sauf indication contraire, toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au million de dollars près.

#### Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction fasse des estimations, établisse des jugements et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs à la date des états financiers consolidés intermédiaires résumés ainsi que sur la valeur comptable des revenus et des charges de la période. Les estimations établies par la direction sont fondées sur l'expérience passée et sur d'autres hypothèses qui sont jugées raisonnables. Parmi les principaux domaines où la direction a porté des jugements difficiles, complexes ou subjectifs, souvent sur des enjeux foncièrement incertains, mentionnons le compte de correction de valeur pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers (y compris les dérivés), l'impôt sur le résultat des sociétés, les avantages du personnel, la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiables découlant des regroupements d'entreprises, la dépréciation d'actifs non financiers, ainsi que la décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers. Bien qu'il s'agisse des meilleures estimations et hypothèses de la direction, les résultats réels pourraient différer de celles-ci.

### 3. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2018.

Les principales méthodes comptables utilisées dans l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont cohérentes avec celles utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés audités de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2018 et décrites à la note 3 afférente aux états financiers consolidés de la Banque contenus dans son rapport annuel 2018, sauf en ce qui a trait aux changements à la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients en raison de l'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (l'« IFRS 15 »). Les principales conventions comptables qui suivent ont été mises à jour conformément à l'IFRS 15 en ce qui a trait aux éléments visés.

**Les revenus sur cartes** comprennent les commissions d'interchange, les frais annuels et les autres frais sur cartes. Les commissions d'interchange sont comptabilisées lors de l'achat de biens et de services par le client et elles correspondent à un pourcentage du montant de la transaction tel qu'il est établi par le réseau de paiement. Les commissions d'interchange sont comptabilisées à la date de la transaction. La Banque présente les commissions d'interchange déduction faite des frais d'association de réseau engagés et des frais de récompense pour les cartes associées lorsque le client peut échanger les points contre des crédits ou lorsque la Banque agit à titre de mandataire. Les frais annuels sont constatés en résultat sur 12 mois. Les autres frais sur cartes sont fondés sur les transactions et sont constatés à la date de la transaction.

**Les frais liés aux services bancaires** comprennent les frais gagnés sur les activités de dépôt de particuliers, d'entreprises et d'administrations publiques. Les frais liés aux dépôts de particuliers comprennent les frais de tenue de compte et divers services liés aux transactions. Les frais liés aux

dépôts d'entreprises et d'administrations publiques comprennent les services de gestion des dépôts et de la trésorerie liés aux entreprises ainsi que d'autres services de gestion de la trésorerie. Ces frais sont constatés à la date de la transaction ou au fur et à mesure que les services sont fournis aux clients.

**Les honoraires liés aux fonds communs de placement** comprennent les frais de gestion et d'administration gagnés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine. Ces frais sont calculés en pourcentage de la valeur liquidative du fonds et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus. De temps à autre, la Banque peut également comptabiliser des commissions de performance provenant de certains fonds. Ces commissions ne sont comptabilisées que lorsqu'il est fortement improbable qu'un important ajustement à la baisse des revenus se produise.

**Les commissions de courtage** se rapportent aux commissions gagnées pour la prestation de services de courtage de plein exercice et à escompte aux clients. Ces commissions sont convenues contractuellement et peuvent être basées sur l'actif ou liées à des transactions individuelles. Elles sont constatées au fur et à mesure que les services sont fournis aux clients ou à la date de la transaction.

**Les frais de gestion de placements et frais de service de fiducie** comprennent les services administratifs, les services de fiducie et d'autres services de placement fournis aux clients. Ces frais sont convenus contractuellement et peuvent être liés à la valeur du portefeuille ou à des transactions individuelles. Ces frais sont constatés au fur et à mesure que les services sont fournis aux clients, dans la mesure où il est fortement improbable qu'un important ajustement à la baisse des revenus se produise.

**Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils** ont trait aux commissions et aux honoraires gagnés pour les services fournis aux clients relativement au placement de titres de créance et de capitaux propres. Ces commissions et honoraires comprennent également les services aux clients dans le cadre de fusions, d'acquisitions, de restructurations financières et d'autres activités de financement d'entreprises. Ces commissions et honoraires sont constatés lorsque le service a été rendu ou que des jalons contractuels ont été franchis. Les commissions d'exécution et d'achèvement sont des contreparties variables qui dépendent habituellement de la conclusion fructueuse d'une transaction.

**Les autres honoraires et commissions** comprennent les commissions perçues sur la vente de produits d'assurance de tiers aux clients de la Banque. Ces honoraires et commissions sont constatés lorsque l'obligation de prestation est remplie.

#### 4. Transition à l'IFRS 15

Le 1<sup>er</sup> novembre 2018, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise comment et quand les revenus sont constatés, sans toutefois avoir d'incidence sur la constatation des revenus liés aux instruments financiers qui entrent dans le champ d'application de l'IFRS 9. La nouvelle norme remplace la norme précédente, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et propose un modèle unique en cinq étapes fondé sur des principes s'appliquant à tous les contrats conclus avec des clients et servant à déterminer si l'obligation de prestation consiste à fournir elle-même les services (c.-à-d., agir pour son propre compte) ou à prendre des dispositions pour qu'une autre partie fournisse ces services (c.-à-d., agir à titre de mandataire).

La Banque a adopté l'IFRS 15 au moyen de la méthode rétrospective modifiée et, par conséquent, les montants des périodes comparatives n'ont pas été retraités. La Banque a comptabilisé l'effet cumulatif de l'ajustement visant à réduire le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1<sup>er</sup> novembre 2018 de 58 millions de dollars (après impôt). Cet ajustement se rapporte à certains coûts qui ne sont plus admissibles au report aux termes de la nouvelle norme ainsi qu'à la réévaluation de certains passifs au coût de l'exécution. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, l'incidence de l'IFRS 15 s'est traduite par une diminution des produits autres que d'intérêts et des charges autres que d'intérêts d'environ 155 millions de dollars (105 millions de dollars pour le semestre clos le 30 avril 2019), ce qui correspond à certaines primes de fidélité précédemment comptabilisées dans les charges autres que d'intérêts qui sont maintenant portées en réduction des produits autres que d'intérêts.

#### 5. Prises de position futures en comptabilité

Aucune autre mise à jour importante n'a été apportée aux prises de position futures en comptabilité présentées à la note 5 afférente aux états financiers consolidés audités contenus dans le rapport annuel 2018 de la Banque, à l'exception de celles touchant les éléments suivants :

##### IFRS 16, *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 »), laquelle remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 »). Cette norme exige qu'un preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation d'un bien loué et un passif correspondant à la valeur actualisée des obligations locatives futures. L'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation de tous les contrats de location simple à l'état de la situation financière de la Banque à titre d'actifs au titre de droits d'utilisation, accompagnés des obligations locatives correspondantes. La Banque comptabilisera également une charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et des charges d'intérêts sur les obligations locatives dans l'état du résultat net. L'IFRS 16 conserve l'essentiel des exigences comptables de l'IAS 17 s'appliquant au bailleur.

Pour la Banque, l'IFRS 16 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2019. La Banque a l'intention d'appliquer l'IFRS 16 en ajustant l'état consolidé de la situation financière à la date d'adoption, sans retraitement des périodes comparatives.

##### IFRS 17, *Contrats d'assurance*

La Banque est tenue d'adopter l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (l'« IFRS 17 »), le 1<sup>er</sup> novembre 2021. La norme aura une incidence sur les activités d'assurance canadiennes et internationales de la Banque. La norme a une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats d'assurance.

L'IASB a publié un exposé-sondage le 26 juin 2019, dans lequel sont proposées certaines modifications à l'IFRS 17, notamment une proposition visant à repousser la date d'entrée en vigueur de un an, soit jusqu'aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. La Banque évalue actuellement les modifications proposées et continuera de surveiller de près l'évolution de cette norme.

#### 6. Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières

(en millions de dollars)	31 juillet 2019	Aux	
		30 avril 2019	31 octobre 2018
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres institutions financières	10 548 \$	9 660 \$	8 997 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres institutions financières	34 714	40 461	53 272
Total	45 262 <sup>1)</sup> \$	50 121 <sup>1)</sup> \$	62 269 <sup>1)</sup> \$

1) Déduction faite des corrections de valeur de 3 \$ (30 avril 2019 – 4 \$; 31 octobre 2018 – 3 \$).

Le montant des soldes que la Banque doit maintenir auprès des banques centrales, d'autres organismes de réglementation et de certaines contreparties totalisait 10 396 millions de dollars (30 avril 2019 – 9 755 millions de dollars; 31 octobre 2018 – 8 886 millions de dollars), et ils sont inclus dans les montants présentés ci-dessus.

## 7. Titres de placement

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables des titres de placement de la Banque par classe d'évaluation.

<i>(en millions de dollars)</i>	Aux		
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 octobre 2018
Titres de créance évalués à la JVAÉRG	56 197 \$	59 159 \$	55 843 \$
Titres de créance évalués au coût amorti	24 226	23 932	20 743
Titres de capitaux propres désignés comme étant à la JVAÉRG	1 559	1 500	1 305
Titres de capitaux propres évalués à la JVRN	610	555	505
Total des titres de placement	82 592 \$	85 146 \$	78 396 \$

### a) Titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG »)

<i>Au 31 juillet 2019 (en millions de dollars)</i>	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique fédérale canadienne	10 690 \$	198 \$	12 \$	10 876 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	2 894	31	7	2 918
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	17 880	302	8	18 174
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	19 950	124	17	20 057
Autres titres de créance	4 156	26	10	4 172
Total	55 570 \$	681 \$	54 \$	56 197 \$

<i>Au 30 avril 2019 (en millions de dollars)</i>	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique fédérale canadienne	8 774 \$	147 \$	6 \$	8 915 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	2 995	20	11	3 004
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	22 546	196	37	22 705
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	18 806	72	32	18 846
Autres titres de créance	5 694	16	21	5 689
Total	58 815 \$	451 \$	107 \$	59 159 \$

<i>Au 31 octobre 2018 (en millions de dollars)</i>	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique fédérale canadienne	8 903 \$	38 \$	50 \$	8 891 \$
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	4 403	3	54	4 352
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	19 298	6	163	19 141
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	20 022	49	81	19 990
Autres titres de créance	3 503	6	40	3 469
Total	56 129 \$	102 \$	388 \$	55 843 \$

### b) Titres de créance évalués au coût amorti

<i>(en millions de dollars)</i>	31 juillet 2019		30 avril 2019		31 octobre 2018	
	Juste valeur	Valeur comptable <sup>1)</sup>	Juste valeur	Valeur comptable <sup>1)</sup>	Juste valeur	Valeur comptable <sup>1)</sup>
Titres de créance émis ou garantis par une administration publique provinciale ou fédérale canadienne	5 278 \$	5 317 \$	5 806 \$	5 859 \$	6 530 \$	6 681 \$
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	3 726	3 766	4 002	4 074	4 321	4 462
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	2 487	2 488	2 990	3 006	3 086	3 131
Titres de créance de sociétés	12 827	12 655	11 022	10 993	6 379	6 469
Total	24 318 \$	24 226 \$	23 820 \$	23 932 \$	20 316 \$	20 743 \$

1) Les soldes sont présentés déduction faite des corrections de valeur de 1 \$ (30 avril 2019 – néant; 31 octobre 2018 – 1 \$).

c) Titres de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG »)

La Banque a désigné certains instruments, présentés dans le tableau suivant, comme étant des titres de capitaux propres à la JVAÉRG, puisque ces placements devraient être détenus à long terme à des fins stratégiques.

	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<i>Au 31 juillet 2019 (en millions de dollars)</i>				
Instruments de capitaux propres privilégiés	145 \$	2 \$	50 \$	97 \$
Actions ordinaires	1 280	193	11	1 462
<b>Total</b>	<b>1 425 \$</b>	<b>195 \$</b>	<b>61 \$</b>	<b>1 559 \$</b>

	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<i>Au 30 avril 2019 (en millions de dollars)</i>				
Instruments de capitaux propres privilégiés	145 \$	2 \$	48 \$	99 \$
Actions ordinaires	1 243	172	14	1 401
<b>Total</b>	<b>1 388 \$</b>	<b>174 \$</b>	<b>62 \$</b>	<b>1 500 \$</b>

	Coût	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
<i>Au 31 octobre 2018 (en millions de dollars)</i>				
Instruments de capitaux propres privilégiés	334 \$	– \$	54 \$	280 \$
Actions ordinaires	937	126	38	1 025
<b>Total</b>	<b>1 271 \$</b>	<b>126 \$</b>	<b>92 \$</b>	<b>1 305 \$</b>

## 8. Prêts, prêts douteux et compte de correction de valeur pour pertes sur créances

### a) Prêts au coût amorti

	Au		
	31 juillet 2019		
	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Valeur comptable nette
<i>(en millions de dollars)</i>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	265 170 \$	721 \$	264 449 \$
Prêts personnels	98 679	2 098	96 581
Cartes de crédit	17 933	1 293	16 640
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	212 655	1 082	211 573
<b>Total</b>	<b>594 437 \$</b>	<b>5 194 \$</b>	<b>589 243 \$</b>

	Aux					
	30 avril 2019			31 octobre 2018		
	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Valeur comptable nette
<i>(en millions de dollars)</i>						
Prêts hypothécaires à l'habitation	260 586 \$	734 \$	259 852 \$	253 357 \$	678 \$	252 679 \$
Prêts personnels	97 874	2 117	95 757	96 019	2 109	93 910
Cartes de crédit	17 730	1 360	16 370	16 485	1 213	15 272
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	212 920	1 084	211 836	191 038	1 065	189 973
<b>Total</b>	<b>589 110 \$</b>	<b>5 295 \$</b>	<b>583 815 \$</b>	<b>556 899 \$</b>	<b>5 065 \$</b>	<b>551 834 \$</b>

b) Prêts douteux<sup>1)2)</sup>

	Au		
	31 juillet 2019		
	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net
<i>(en millions de dollars)</i>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 910 \$	364 \$	1 546 \$
Prêts personnels	1 091	628	463
Cartes de crédit	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 228	678	1 550
<b>Total</b>	<b>5 229 \$</b>	<b>1 670 \$</b>	<b>3 559 \$</b>
<b>Par secteurs géographiques</b>			
Canada	1 078 \$	373 \$	705 \$
États-Unis	97	11	86
Mexique	479	190	289
Pérou	638	340	298
Chili	816	192	624
Colombie	546	152	394
Autres pays	1 575	412	1 163
<b>Total</b>	<b>5 229 \$</b>	<b>1 670 \$</b>	<b>3 559 \$</b>

	Aux					
	30 avril 2019			31 octobre 2018		
	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net	Prêts douteux bruts	Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Montant net
<i>(en millions de dollars)</i>						
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 922 \$	368 \$	1 554 \$	1 797 \$	360 \$	1 437 \$
Prêts personnels	1 131	627	504	1 069	644	425
Cartes de crédit	–	–	–	–	–	–
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 311	674	1 637	2 264	673	1 591
<b>Total</b>	<b>5 364 \$</b>	<b>1 669 \$</b>	<b>3 695 \$</b>	<b>5 130 \$</b>	<b>1 677 \$</b>	<b>3 453 \$</b>
<b>Par secteurs géographiques</b>						
Canada	1 078 \$	371 \$	707 \$	999 \$	381 \$	618 \$
États-Unis	129	17	112	80	25	55
Mexique	463	188	275	359	164	195
Pérou	639	325	314	581	317	264
Chili	842	172	670	753	158	595
Colombie	578	154	424	619	159	460
Autres pays	1 635	442	1 193	1 739	473	1 266
<b>Total</b>	<b>5 364 \$</b>	<b>1 669 \$</b>	<b>3 695 \$</b>	<b>5 130 \$</b>	<b>1 677 \$</b>	<b>3 453 \$</b>

1) Les revenus d'intérêts comptabilisés à l'égard des prêts douteux au cours du trimestre clos le 31 juillet 2019 ont totalisé 13 \$ (30 avril 2019 – 12 \$; 31 octobre 2018 – 12 \$).

2) Des revenus d'intérêts supplémentaires d'environ 98 \$ auraient été comptabilisés si les prêts susmentionnés n'avaient pas été classés dans les prêts douteux (30 avril 2019 – 100 \$; 31 octobre 2018 – 93 \$).

## c) Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

## Principales données d'entrée et hypothèses clés

Les calculs du compte de correction de valeur de la Banque correspondent aux extraits de modèles complexes utilisant un certain nombre d'hypothèses sous-jacentes à l'égard du choix de données d'entrée variables. Les principaux facteurs comprennent notamment :

- la modification de la notation de risque de l'emprunteur ou de l'instrument en raison de l'évolution de la qualité de leur crédit;
- la variation des volumes de transaction;
- l'évolution du contexte macroéconomique dont tiennent compte les variables utilisées dans les modèles (notamment, la croissance du PIB, les taux de chômage, les prix des marchandises et les indices de prix de l'immobilier) qui sont le plus étroitement liées aux pertes de crédit du portefeuille pertinent;
- la modification des scénarios macroéconomiques et la pondération des probabilités au sein de chaque scénario;
- la migration des emprunteurs entre les trois étapes pouvant découler de la modification de l'une ou l'autre des données d'entrée ou hypothèses susmentionnées.

## Compte de correction de valeur pour pertes sur créances

(en millions de dollars)	Solde au 31 octobre 2018	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Radiations nettes	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde au 31 juillet 2019
Prêts hypothécaires à l'habitation	678 \$	83 \$	(51)\$	11 \$	721 \$
Prêts personnels	2 109	1 109	(1 160)	40	2 098
Cartes de crédit	1 213	887	(815)	8	1 293
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 147	195	(167)	(24)	1 151
	5 147 \$	2 274 \$	(2 193)\$	35 \$	5 263 \$
Présentés dans :					
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts	5 065 \$				5 194 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations <sup>1)</sup>	8				8
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan <sup>2)</sup>	74				61

1) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations est porté en diminution de l'actif financier à l'état consolidé de la situation financière.

2) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan est comptabilisé dans les autres passifs à l'état consolidé de la situation financière.

(en millions de dollars)	Solde au 31 octobre 2017	Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	Radiations nettes	Autres, y compris les écarts de conversion	Solde au 31 juillet 2018
Prêts hypothécaires à l'habitation	717 \$	102 \$	(60)\$	4 \$	763 \$
Prêts personnels	1 879	1 077	(861)	41	2 136
Cartes de crédit	1 163	671	(624)	49	1 259
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 261	181	(171)	(21)	1 250
	5 020 \$	2 031 \$	(1 716)\$	73 \$	5 408 \$
Présentés dans :					
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts	4 920 \$				5 323 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations <sup>1)</sup>	16				8
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan <sup>2)</sup>	84				77

1) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des acceptations est porté en diminution de l'actif financier à l'état consolidé de la situation financière.

2) Le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan est comptabilisé dans les autres passifs à l'état consolidé de la situation financière.

## Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	127 \$	230 \$	364 \$	721 \$
Prêts personnels	602	868	628	2 098
Cartes de crédit	443	850	—	1 293
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	159	245	678	1 082
Total <sup>1)</sup>	1 331 \$	2 193 \$	1 670 \$	5 194 \$

1) Compte non tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des autres actifs financiers, y compris les acceptations, les titres de placement, les dépôts auprès d'autres banques et les risques de crédit liés à des éléments hors bilan, totalisant 79 \$.

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	112 \$	206 \$	360 \$	678 \$
Prêts personnels	578	887	644	2 109
Cartes de crédit	401	812	—	1 213
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	132	260	673	1 065
Total <sup>1)</sup>	1 223 \$	2 165 \$	1 677 \$	5 065 \$

1) Compte non tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des autres actifs financiers, y compris les acceptations, les titres de placement, les dépôts auprès d'autres banques et les risques de crédit liés à des éléments hors bilan, totalisant 89 \$.

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	156 \$	193 \$	414 \$	763 \$
Prêts personnels	712	816	608	2 136
Cartes de crédit	471	788	—	1 259
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	154	258	753	1 165
Total <sup>1)</sup>	1 493 \$	2 055 \$	1 775 \$	5 323 \$

1) Compte non tenu du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des autres actifs financiers, y compris les acceptations, les titres de placement, les dépôts auprès d'autres banques et les risques de crédit liés à des éléments hors bilan, totalisant 93 \$.

Le tableau qui suit présente les variations du compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts.

(en millions de dollars)	Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates								À la date indiquée et pour la période de neuf mois close à cette date			
	31 juillet 2019				30 avril 2019				31 juillet 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>												
Solde à l'ouverture de la période	129 \$	237 \$	368 \$	734 \$	121 \$	226 \$	362 \$	709 \$	112 \$	206 \$	360 \$	678 \$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances												
Réévaluation <sup>1)</sup>	(25)	1	36	12	(17)	7	27	17	(66)	16	92	42
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	14	–	–	14	12	–	–	12	49	–	–	49
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	–	(2)	–	(2)	–	(2)	–	(2)	(1)	(7)	–	(8)
Changements de modèles et de méthodes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transférés vers (depuis) :												
Étape 1	13	(13)	–	–	15	(13)	(2)	–	40	(37)	(3)	–
Étape 2	(3)	25	(22)	–	(3)	27	(24)	–	(11)	80	(69)	–
Étape 3	–	(11)	11	–	–	(10)	10	–	–	(30)	30	–
Radiations, montant brut	–	–	(27)	(27)	–	–	(23)	(23)	–	–	(70)	(70)
Recouvrements	–	–	6	6	–	–	11	11	–	–	19	19
Variations des taux de change et autres variations	(1)	(7)	(8)	(16)	1	2	7	10	4	2	5	11
Solde à la clôture de la période <sup>2)</sup>	127 \$	230 \$	364 \$	721 \$	129 \$	237 \$	368 \$	734 \$	127 \$	230 \$	364 \$	721 \$
<b>Prêts personnels</b>												
Solde à l'ouverture de la période	609 \$	881 \$	627 \$	2 117 \$	596 \$	875 \$	640 \$	2 111 \$	578 \$	887 \$	644 \$	2 109 \$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances												
Réévaluation <sup>1)</sup>	(157)	130	342	315	(155)	138	300	283	(464)	408	946	890
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	112	–	–	112	123	–	–	123	353	–	–	353
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(21)	(26)	–	(47)	(20)	(23)	–	(43)	(60)	(74)	–	(134)
Changements de modèles et de méthodes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transférés vers (depuis) :												
Étape 1	121	(118)	(3)	–	110	(107)	(3)	–	339	(332)	(7)	–
Étape 2	(50)	69	(19)	–	(48)	70	(22)	–	(144)	205	(61)	–
Étape 3	(1)	(83)	84	–	(1)	(79)	80	–	(3)	(241)	244	–
Radiations, montant brut	–	–	(459)	(459)	–	–	(438)	(438)	–	–	(1 377)	(1 377)
Recouvrements	–	–	75	75	–	–	70	70	–	–	217	217
Variations des taux de change et autres variations	(11)	15	(19)	(15)	4	7	–	11	3	15	22	40
Solde à la clôture de la période <sup>2)</sup>	602 \$	868 \$	628 \$	2 098 \$	609 \$	881 \$	627 \$	2 117 \$	602 \$	868 \$	628 \$	2 098 \$
<b>Cartes de crédit</b>												
Solde à l'ouverture de la période	458 \$	902 \$	– \$	1 360 \$	410 \$	802 \$	– \$	1 212 \$	401 \$	812 \$	– \$	1 213 \$
Dotations au compte de correction de valeur pour pertes sur créances												
Réévaluation <sup>1)</sup>	(66)	84	205	223	(141)	220	204	283	(275)	412	579	716
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	48	–	–	48	171	–	–	171	265	–	–	265
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(15)	(17)	–	(32)	(15)	(16)	–	(31)	(44)	(50)	–	(94)
Changements de modèles et de méthodes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transférés vers (depuis) :												
Étape 1	62	(62)	–	–	63	(63)	–	–	194	(194)	–	–
Étape 2	(35)	35	–	–	(32)	32	–	–	(99)	99	–	–
Étape 3	–	(70)	70	–	–	(71)	71	–	–	(211)	211	–
Radiations, montant brut	–	–	(334)	(334)	–	–	(335)	(335)	–	–	(981)	(981)
Recouvrements	–	–	56	56	–	–	55	55	–	–	166	166
Variations des taux de change et autres variations	(9)	(22)	3	(28)	2	(2)	5	5	1	(18)	25	8
Solde à la clôture de la période <sup>2)</sup>	443 \$	850 \$	– \$	1 293 \$	458 \$	902 \$	– \$	1 360 \$	443 \$	850 \$	– \$	1 293 \$

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates

À la date indiquée et pour la période de neuf mois close à cette date

(en millions de dollars)	31 juillet 2019				30 avril 2019				31 juillet 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Prêts aux entreprises et aux administrations publiques</b>												
Solde à l'ouverture de la période	198 \$	274 \$	675 \$	1 147 \$	197 \$	272 \$	679 \$	1 148 \$	173 \$	291 \$	675 \$	1 139 \$
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances Réévaluation <sup>1)</sup>	(5)	4	75	74	(8)	13	64	69	(30)	30	208	208
Actifs financiers nouvellement montés ou acquis	50	–	–	50	41	–	–	41	130	–	–	130
Décomptabilisation d'actifs financiers et d'actifs arrivés à échéance	(40)	(6)	(3)	(49)	(38)	(4)	(8)	(50)	(105)	(18)	(18)	(141)
Changements de modèles et de méthodes	(2)	(2)	–	(4)	–	–	–	–	(2)	(2)	–	(4)
Transférés vers (depuis) :												
Étape 1	9	(9)	–	–	7	(7)	–	–	47	(47)	–	–
Étape 2	(3)	4	(1)	–	(3)	3	–	–	(11)	14	(3)	–
Étape 3	–	(1)	1	–	–	(3)	3	–	–	(6)	6	–
Radiations, montant brut	–	–	(70)	(70)	–	–	(67)	(67)	–	–	(202)	(202)
Recouvrements	–	–	8	8	–	–	11	11	–	–	35	35
Variations des taux de change et autres variations	(4)	(2)	(7)	(13)	2	–	(7)	(5)	1	–	(23)	(22)
Solde à la clôture de la période incluant l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan <sup>2)</sup>	203 \$	262 \$	678 \$	1 143 \$	198 \$	274 \$	675 \$	1 147 \$	203 \$	262 \$	678 \$	1 143 \$
Moins : Compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre de l'exposition au risque lié à des éléments hors bilan <sup>2)</sup>	(44)	(17)	–	(61)	(41)	(21)	(1)	(63)	(44)	(17)	–	(61)
Solde à la clôture de la période <sup>2)</sup>	159 \$	245 \$	678 \$	1 082 \$	157 \$	253 \$	674 \$	1 084 \$	159 \$	245 \$	678 \$	1 082 \$

1) Comprend les variations de risque de crédit qui découlent des augmentations importantes du risque de crédit, les variations du risque de crédit qui ne découlent pas des transferts entre les étapes, les changements dans les données et les hypothèses des modèles ainsi que les changements découlant des prélèvements au titre des engagements non prélevés.

2) Les revenus d'intérêts sur les prêts douteux pour les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts personnels et sur cartes de crédit et les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont totalisé 98 \$ (30 avril 2019 – 100 \$).

3) Comprend le compte de correction de valeur pour pertes sur créances au titre des prêts douteux acquis ou montés. Se reporter à la note 8 f).

d) Valeur comptable des expositions en fonction de la notation du risque

Prêts hypothécaires à l'habitation	Au 31 juillet 2019				Au 31 octobre 2018			
	Notation de PD (en millions de dollars)	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>
Très faible	150 010 \$	442 \$	– \$	150 452 \$	146 461 \$	307 \$	– \$	146 768 \$
Faible	59 090	526	–	59 616	58 154	378	–	58 532
Moyenne	13 893	1 109	–	15 002	11 689	972	–	12 661
Élevée	1 639	3 211	–	4 850	1 615	3 515	–	5 130
Très élevée	13	1 766	–	1 779	25	1 779	–	1 804
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>2)</sup>	27 684	3 877	–	31 561	23 139	3 526	–	26 665
Défaut	–	–	1 910	1 910	–	–	1 797	1 797
Total	252 329 \$	10 931 \$	1 910 \$	265 170 \$	241 083 \$	10 477 \$	1 797 \$	253 357 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	127	230	364	721	112	206	360	678
Valeur comptable	252 202 \$	10 701 \$	1 546 \$	264 449 \$	240 971 \$	10 271 \$	1 437 \$	252 679 \$

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Prêts personnels	Au 31 juillet 2019				Au 31 octobre 2018			
	Notation de PD (en millions de dollars)	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>
Très faible	30 218 \$	112 \$	– \$	30 330 \$	30 660 \$	66 \$	– \$	30 726 \$
Faible	26 812	323	–	27 135	26 039	151	–	26 190
Moyenne	8 604	439	–	9 043	8 315	402	–	8 717
Élevée	6 953	3 650	–	10 603	6 686	3 647	–	10 333
Très élevée	47	1 513	–	1 560	58	1 362	–	1 420
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>2)</sup>	16 559	2 358	–	18 917	15 452	2 112	–	17 564
Défaut	–	–	1 091	1 091	–	–	1 069	1 069
Total	89 193 \$	8 395 \$	1 091 \$	98 679 \$	87 210 \$	7 740 \$	1 069 \$	96 019 \$
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	602	868	628	2 098	578	887	644	2 109
Valeur comptable	88 591 \$	7 527 \$	463 \$	96 581 \$	86 632 \$	6 853 \$	425 \$	93 910 \$

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.



Cartes de crédit	Au 31 juillet 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Notation de PD</b> (en millions de dollars)								
Très faible	1 448 \$	11 \$	– \$	1 459 \$	1 418 \$	5 \$	– \$	1 423 \$
Faible	2 516	21	–	2 537	2 436	14	–	2 450
Moyenne	3 536	58	–	3 594	3 358	71	–	3 429
Élevée	3 267	1 542	–	4 809	2 929	1 455	–	4 384
Très élevée	41	766	–	807	37	697	–	734
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>1)</sup>	3 304	1 423	–	4 727	2 906	1 159	–	4 065
Défaut	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>14 112 \$</b>	<b>3 821 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>17 933 \$</b>	<b>13 084 \$</b>	<b>3 401 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>16 485 \$</b>
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	443	850	–	1 293	401	812	–	1 213
<b>Valeur comptable</b>	<b>13 669 \$</b>	<b>2 971 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>16 640 \$</b>	<b>12 683 \$</b>	<b>2 589 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>15 272 \$</b>

1) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Engagements non prélevés – prêts aux particuliers	Au 31 juillet 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Notation de PD</b> (en millions de dollars)								
Très faible	75 936 \$	– \$	– \$	75 936 \$	72 321 \$	– \$	– \$	72 321 \$
Faible	17 446	1	–	17 447	16 531	2	–	16 533
Moyenne	6 532	91	–	6 623	6 029	79	–	6 108
Élevée	2 879	722	–	3 601	2 631	670	–	3 301
Très élevée	24	321	–	345	26	367	–	393
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>1)</sup>	11 356	2 706	–	14 062	14 774	3 364	–	18 138
Défaut	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Valeur comptable</b>	<b>114 173 \$</b>	<b>3 841 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>118 014 \$</b>	<b>112 312 \$</b>	<b>4 482 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>116 794 \$</b>

1) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Au 31 juillet 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total
<b>Notation</b> (en millions de dollars)								
Première qualité	102 927 \$	1 136 \$	– \$	104 063 \$	87 047 \$	3 770 \$	– \$	90 817 \$
Qualité inférieure	94 904	6 474	–	101 378	83 730	9 706	–	93 436
Sous surveillance	71	3 000	–	3 071	130	2 689	–	2 819
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>2)</sup>	1 907	8	–	1 915	1 050	652	–	1 702
Défaut	–	–	2 228	2 228	–	–	2 264	2 264
<b>Total</b>	<b>199 809 \$</b>	<b>10 618 \$</b>	<b>2 228 \$</b>	<b>212 655 \$</b>	<b>171 957 \$</b>	<b>16 817 \$</b>	<b>2 264 \$</b>	<b>191 038 \$</b>
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	159	245	678	1 082	132	260	673	1 065
<b>Valeur comptable</b>	<b>199 650 \$</b>	<b>10 373 \$</b>	<b>1 550 \$</b>	<b>211 573 \$</b>	<b>171 825 \$</b>	<b>16 557 \$</b>	<b>1 591 \$</b>	<b>189 973 \$</b>

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

Engagements non prélevés – prêts aux entreprises et aux administrations publiques	Au 31 juillet 2019				Au 31 octobre 2018			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3 <sup>1)</sup>	Total
<b>Notation</b> (en millions de dollars)								
Première qualité	173 208 \$	725 \$	– \$	173 933 \$	159 880 \$	1 663 \$	– \$	161 543 \$
Qualité inférieure	53 280	3 838	–	57 118	56 001	3 445	–	59 446
Sous surveillance	18	939	–	957	81	977	–	1 058
Prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation <sup>2)</sup>	1 650	148	–	1 798	2 178	28	–	2 206
Défaut	–	–	149	149	–	–	4	4
<b>Total</b>	<b>228 156 \$</b>	<b>5 650 \$</b>	<b>149 \$</b>	<b>233 955 \$</b>	<b>218 140 \$</b>	<b>6 113 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>224 257 \$</b>
Compte de correction de valeur pour pertes sur créances	44	17	–	61	41	31	2	74
<b>Valeur comptable</b>	<b>228 112 \$</b>	<b>5 633 \$</b>	<b>149 \$</b>	<b>233 894 \$</b>	<b>218 099 \$</b>	<b>6 082 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>224 183 \$</b>

1) L'étape 3 comprend des prêts dépréciés acquis ou montés.

2) Les portefeuilles pour lesquels la « probabilité de défaut » du compte client n'a pas été déterminée ont été inclus dans la catégorie des prêts n'ayant pas fait l'objet d'une notation.

e) Prêts en souffrance autres que les prêts douteux<sup>1)</sup>

Un prêt est considéré en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés dans les prêts douteux parce qu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou qu'ils sont entièrement garantis et que les mesures de recouvrement devraient raisonnablement permettre d'obtenir leur remboursement ou faire en sorte que le prêt cesse d'être considéré comme douteux selon la politique de la Banque.

(en millions de dollars)	Au 31 juillet 2019			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus <sup>2)</sup>	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 241 \$	548 \$	– \$	1 789 \$
Prêts personnels	606	332	–	938
Cartes de crédit	282	173	409	864
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	180	48	–	228
<b>Total</b>	<b>2 309 \$</b>	<b>1 101 \$</b>	<b>409 \$</b>	<b>3 819 \$</b>

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2019			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus <sup>2)</sup>	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 285 \$	559 \$	– \$	1 844 \$
Prêts personnels	654	344	–	998
Cartes de crédit	277	187	402	866
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	232	134	–	366
<b>Total</b>	<b>2 448 \$</b>	<b>1 224 \$</b>	<b>402 \$</b>	<b>4 074 \$</b>

(en millions de dollars)	Au 31 octobre 2018			
	De 31 à 60 jours	De 61 à 90 jours	91 jours et plus <sup>2)</sup>	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 290 \$	521 \$	– \$	1 811 \$
Prêts personnels	609	322	–	931
Cartes de crédit	231	154	353	738
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	167	40	–	207
<b>Total</b>	<b>2 297 \$</b>	<b>1 037 \$</b>	<b>353 \$</b>	<b>3 687 \$</b>

1) Les prêts en souffrance depuis 30 jours ou moins ne sont pas présentés dans cette analyse étant donné qu'ils ne sont pas considérés comme en souffrance sur le plan administratif.

2) Tous les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours sont considérés comme douteux sauf pour ce qui est des créances sur cartes de crédit qui sont considérées comme étant des prêts douteux lorsqu'elles sont en souffrance depuis 180 jours.

## f) Prêts dépréciés dès leur acquisition

Certains actifs financiers, notamment les prêts, sont dépréciés dès leur comptabilisation initiale.

Le tableau qui suit présente le détail de ces actifs :

(en millions de dollars)	31 juillet 2019	Aux	
		30 avril 2019	31 octobre 2018
Solde du principal impayé <sup>1)</sup>	500 \$	538 \$	548 \$
Ajustements de la juste valeur au titre du crédit	(134)	(150)	(168)
Valeur comptable	366	388	380
Compte de correction de valeur à l'étape 3	(8)	–	–
<b>Valeur comptable, déduction faite du compte de correction de valeur connexe</b>	<b>358 \$</b>	<b>388 \$</b>	<b>380 \$</b>

1) Représente le montant de l'encours en principal, déduction faite des radiations.

## 9. Décomptabilisation d'actifs financiers

## Titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation entièrement assurés, qu'ils soient montés par la Banque ou par des tiers, en créant des titres hypothécaires (des « TH ») aux termes du Programme des TH de la *Loi nationale sur l'habitation* (le « Programme des TH LNH ») cautionné par la Société canadienne d'hypothèque et de logement (la « SCHL »). Les TH créés aux termes de ce programme sont vendus à la Fiducie du Canada pour l'habitation (la « FCH »), organisme gouvernemental, dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (« OHC »), ou encore à des tiers investisseurs. La FCH émet des titres en faveur de tiers investisseurs.

La vente de prêts hypothécaires dans le cadre du programme susmentionné ne satisfait pas aux exigences de décomptabilisation, la Banque conservant le risque de remboursement par anticipation et le risque de taux d'intérêt associés à ces prêts, lesquels risques constituent la quasi-totalité des risques et des avantages liés aux actifs transférés.

Les prêts hypothécaires transférés demeurent pris en compte sous « Prêts hypothécaires à l'habitation » dans l'état consolidé de la situation financière. Le produit en trésorerie tiré du transfert est traité comme un emprunt garanti et est comptabilisé sous « Dépôts – Entreprises et administrations publiques » dans l'état consolidé de la situation financière.

La valeur comptable des actifs transférés qui ne satisfont pas aux critères de décomptabilisation et des passifs connexes est présentée ci-après :

(en millions de dollars)	31 juillet 2019 <sup>1)</sup>	Aux	
		30 avril 2019 <sup>1)</sup>	31 octobre 2018 <sup>1)</sup>
<b>Actifs</b>			
Valeur comptable des prêts hypothécaires à l'habitation	20 765 \$	21 110 \$	20 498 \$
Autres actifs associés <sup>2)</sup>	4 193	3 285	2 679
<b>Passifs</b>			
Valeur comptable des passifs connexes	22 512 \$	21 994 \$	21 459 \$

1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 25 364 \$ (30 avril 2019 – 24 723 \$; 31 octobre 2018 – 23 237 \$) et la juste valeur des passifs connexes, à 24 683 \$ (30 avril 2019 – 23 822 \$; 31 octobre 2018 – 22 468 \$), ce qui correspond à une position nette de 681 \$ (30 avril 2019 – 901 \$; 31 octobre 2018 – 769 \$).

2) Ces montants comprennent les fonds détenus en fiducie ainsi que les actifs de placement autorisés par la FCH acquis aux termes du compte de réinvestissement du capital que la Banque doit maintenir afin de pouvoir participer aux programmes.

### Titrisation de marges de crédit personnelles, de prêts sur cartes de crédit et de prêts automobiles

La Banque titrise une partie de ses créances sur marges de crédit personnelles, cartes de crédit et prêts automobiles non garantis au moyen d'entités structurées consolidées. Ces créances demeurent prises en compte dans les « Prêts personnels et sur cartes de crédit » à l'état consolidé de la situation financière.

Au cours du deuxième trimestre, la Banque a titrisé les créances qui suivent :

- En février 2019, la Banque a titrisé pour un montant de 1 792 millions de dollars de ses créances sur cartes de crédit au Canada, sur une base renouvelable, par l'intermédiaire de Trillium Credit Card Trust II (« Trillium »), entité structurée consolidée parrainée par la Banque. Au 31 juillet 2019, des billets de premier rang de catégorie A et des billets subordonnés de catégories B et C de 1 359 millions de dollars américains (1 793 millions de dollars canadiens) étaient en circulation et inclus dans les « Dépôts – Dépôts d'entreprises et administrations publiques » à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 juillet 2019, les actifs donnés en nantissement à l'égard de ces billets étaient des créances sur cartes de crédit libellées en dollars canadiens s'élevant à 1 936 millions de dollars.
- En février 2019, la Banque a titrisé pour 896 millions de dollars de ses créances sur prêts automobiles au Canada par l'intermédiaire de Securitised Term Auto Receivables Trust 2019-1 (« START 2019-1 »), entité structurée consolidée que parraine la Banque. Au 31 juillet 2019, des billets de catégorie A de START 2019-1 de 472 millions de dollars américains (624 millions de dollars canadiens) émis à des investisseurs tiers étaient en circulation et inclus dans les « Dépôts – Dépôts d'entreprises et administrations publiques » à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 juillet 2019, les actifs donnés en nantissement à l'égard de ces billets étaient des créances sur prêts automobiles canadiens libellées en dollars canadiens s'élevant à 740 millions de dollars.

### Titres mis en pension et titres prêtés

La Banque conclut des transactions de mise en pension et de prêt de titres dans le cadre desquelles elle transfère des actifs en s'engageant à les racheter à une date ultérieure et conserve la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété des actifs transférés. Les titres transférés demeurent inscrits à l'état consolidé de la situation financière avec les garanties en trésorerie reçues de la contrepartie, qui sont classées dans les passifs dépôts.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs transférés et des passifs connexes :

(en millions de dollars)	31 juillet 2019 <sup>1)</sup>	Aux	
		30 avril 2019 <sup>1)</sup>	31 octobre 2018 <sup>1)</sup>
Valeur comptable des titres liés à ce qui suit :			
Mises en pension <sup>2)</sup>	107 139 \$	106 895 \$	82 816 \$
Prêts de titres	48 531	51 554	49 718
Total	155 670	158 449	132 534
Valeur comptable des passifs connexes <sup>3)</sup>	120 555 \$	124 331 \$	101 257 \$

1) La juste valeur des actifs transférés s'établissait à 155 670 \$ (30 avril 2019 – 158 449 \$; 31 octobre 2018 – 132 534 \$) et la juste valeur des passifs connexes, à 120 555 \$ (30 avril 2019 – 124 331 \$; 31 octobre 2018 – 101 257 \$), ce qui correspond à une position nette de 35 115 \$ (30 avril 2019 – 34 118 \$; 31 octobre 2018 – 31 277 \$).

2) Compte non tenu du surnantissement des actifs.

3) Les passifs relatifs aux ententes de prêts de titres ne comprennent que les montants liés aux garanties en trésorerie reçues. Dans la plupart des cas, les garanties sont obtenues sous forme de titres.

## 10. Participations dans des sociétés associées

La Banque a des participations importantes dans les sociétés associées qui suivent :

(en millions de dollars)	Pays de constitution	Nature des activités	Pourcentage de participation	Date des états financiers <sup>1)</sup>	31 juillet 2019 Valeur comptable	Aux	
						30 avril 2019	31 octobre 2018
					Valeur comptable	Valeur comptable	
Thanachart Bank Public Company Limited <sup>2)</sup>	Thaïlande	Services bancaires	49,00 %	31 juillet 2019	3 452 \$	3 266 \$	2 961 \$
Division des Services Financiers de Canadian Tire <sup>3)</sup>	Canada	Services financiers	20,00 %	30 juin 2019	519	521	518
Bank of Xi'an Co. Ltd. <sup>4)</sup>	Chine	Services bancaires	17,99 %	30 juin 2019	817	848	772
Maduro & Curriel's Bank N.V. <sup>5)</sup>	Curaçao	Services bancaires	48,10 %	30 juin 2019	321	322	304

1) Réflète la date des plus récents états financiers fournis à la Banque par la direction des sociétés associées.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

- 2) Se reporter à la note 22, Acquisitions et cessions.
- 3) L'entente prévoit une option permettant à Canadian Tire de vendre à la Banque une participation supplémentaire pouvant atteindre 29 % d'ici les 10 prochaines années, à la juste valeur alors en vigueur, laquelle pourra être réglée, au gré de la Banque, au moyen de l'émission d'actions ordinaires ou de trésorerie. Après cette période de 10 ans, et ce, pendant six mois, la Banque pourra revendre sa participation à Canadian Tire à la juste valeur alors en vigueur.
- 4) Selon le cours à la Bourse de Shanghai, le placement de la Banque dans Bank of Xi'an Co. Ltd. s'élevait à 1 081 \$ au 31 juillet 2019.
- 5) L'organisme de réglementation local oblige les institutions financières à constituer des réserves à l'égard des risques bancaires généraux. Ces réserves, qui ne sont pas requises aux termes des IFRS, représentent des résultats non distribués liés à une société associée à l'étranger, lesquels sont soumis à des restrictions réglementaires locales. Au 31 juillet 2019, ces réserves s'élevaient à 62 \$ (30 avril 2019 – 63 \$; 31 octobre 2018 – 62 \$).

## 11. Dépôts

(en millions de dollars)	31 juillet 2019					30 avril 2019	31 octobre 2018
	Payables à vue <sup>1)</sup>					Total	Total
	Portant intérêt	Ne portant pas intérêt	Payables sur préavis <sup>2)</sup>	Payables à date fixe <sup>3)</sup>	Total		
Particuliers	6 567 \$	8 065 \$	123 641 \$	84 622 \$	222 895 \$	224 933 \$	214 545 \$
Entreprises et administrations publiques	104 319	24 651	39 208	288 628	456 806	443 707	422 002
Autres institutions financières	5 582	1 062	1 175	34 826	42 645	43 642	39 987
	<b>116 468 \$</b>	<b>33 778 \$</b>	<b>164 024<sup>4)</sup> \$</b>	<b>408 076 \$</b>	<b>722 346 \$</b>	712 282 \$	676 534 \$
Par régions :							
Canada	84 718 \$	16 851 \$	126 951 \$	262 413 \$	490 933 \$	481 177 \$	472 798 \$
États-Unis	19 888	69	6 029	50 276	76 262	73 708	59 938
Royaume-Uni	—	—	273	18 001	18 274	18 683	16 847
Mexique	10	4 534	7 335	12 076	23 955	24 487	21 151
Pérou	4 857	111	4 476	8 733	18 177	17 955	15 213
Chili	3 166	3 819	147	15 599	22 731	24 790	24 180
Colombie	42	548	4 567	4 690	9 847	9 949	9 543
Autres pays	3 787	7 846	14 246	36 288	62 167	61 533	56 864
Total <sup>5)</sup>	<b>116 468 \$</b>	<b>33 778 \$</b>	<b>164 024 \$</b>	<b>408 076 \$</b>	<b>722 346 \$</b>	712 282 \$	676 534 \$

1) Les dépôts payables à vue s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous ne recevons pas d'avis de retrait, soit généralement des comptes de chèques.

2) Les dépôts payables sur préavis s'entendent de tous les dépôts pour lesquels nous exigeons un avis de retrait, soit généralement des comptes d'épargne.

3) Dépôts venant à échéance à une date déterminée, soit généralement des dépôts à terme, des certificats de placement garanti et des instruments analogues.

4) Comprend un montant de 137 \$ au titre des dépôts sans intérêt (30 avril 2019 – 133 \$; 31 octobre 2018 – 141 \$).

5) Les dépôts libellés en dollars américains totalisaient 249 722 \$ (30 avril 2019 – 237 027 \$; 31 octobre 2018 – 219 195 \$), les dépôts libellés en pesos chiliens s'élevaient à 21 012 \$ (30 avril 2019 – 22 610 \$; 31 octobre 2018 – 22 731 \$), les dépôts libellés en pesos mexicains s'élevaient à 20 173 \$ (30 avril 2019 – 20 863 \$; 31 octobre 2018 – 18 341 \$) et les dépôts libellés dans d'autres monnaies se chiffraient à 83 772 \$ (30 avril 2019 – 84 606 \$; 31 octobre 2018 – 79 582 \$).

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des dépôts à terme au Canada de plus de 100 000 \$<sup>1)</sup>.

(en millions de dollars)	Moins de trois mois	De trois à six mois	De six à douze mois	De un an à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
<b>Au 31 juillet 2019</b>	<b>48 111 \$</b>	<b>24 313 \$</b>	<b>40 746 \$</b>	<b>93 713 \$</b>	<b>13 664 \$</b>	<b>220 547 \$</b>
Au 30 avril 2019	46 113 \$	22 925 \$	32 412 \$	99 940 \$	14 948 \$	216 338 \$
Au 31 octobre 2018	36 670 \$	23 913 \$	42 830 \$	99 734 \$	19 872 \$	223 019 \$

1) La majeure partie des dépôts à terme provenant de l'étranger dépassent 100 000 \$.

## 12. Opérations sur capitaux propres et opérations de financement

### Débetures subordonnées

#### Annulation

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, la Banque a racheté aux fins d'annulation des débetures subordonnées à taux variable d'un montant d'environ 16 millions de dollars américains arrivant à échéance en août 2085.

#### Émission

Le 3 juillet 2019, la Banque a émis des débetures subordonnées échéant le 3 juillet 2029 d'un montant de 1,5 milliard de dollars. À compter du 3 juillet 2024, les débetures seront remboursables à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés. L'intérêt sera payable semestriellement au taux annuel de 2,836 % jusqu'au 3 juillet 2024, puis trimestriellement au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,18 %, jusqu'au 3 juillet 2029. Les débetures sont assorties de dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV ») nécessaires à leur classement en tant que fonds propres réglementaires de T2.

Le 18 janvier 2019, la Banque a émis des débetures subordonnées échéant le 18 janvier 2029 d'un montant de 1,75 milliard de dollars. À compter du 18 janvier 2024, les débetures seront remboursables à leur valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés. L'intérêt sera payable semestriellement au taux annuel de 3,89 % jusqu'au 18 janvier 2024, puis trimestriellement au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,58 %, jusqu'au 18 janvier 2029. Les débetures sont assorties de dispositions relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (« FPUNV ») nécessaires à leur classement en tant que fonds propres réglementaires de T2.

## Autres titres de T1

Le 30 juin 2019, les titres fiduciaires de catégorie 1 Banque Scotia de série 2009-1 à 7,802 % émis par la Fiducie de catégorie 1 (Tier 1) ont été rachetés en contrepartie de 100 % de leur montant en capital, majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat.

## Actions privilégiées

Le 28 janvier 2019, la Banque a racheté la totalité des actions privilégiées à dividendes non cumulatifs de séries 22 et 23 en circulation à leur valeur nominale de 234 millions de dollars et de 66 millions de dollars, respectivement, majorée de tous les dividendes déclarés et impayés.

## Actions ordinaires

### Offre de rachat dans le cours normal des activités

Le 30 mai 2019, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto (la « TSX ») avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2019 »), aux termes de laquelle elle pourra racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Les rachats aux termes de l'offre de 2019 ont débuté le 4 juin 2019 et pourront être effectués jusqu'à la première des éventualités suivantes : i) lorsque la Banque aura racheté le nombre maximal d'actions ordinaires aux termes de l'offre de 2019, ii) lorsque la Banque aura fourni un avis de résiliation, ou iii) le 3 juin 2020. La Banque avisera le BSIF chaque trimestre avant d'effectuer des rachats.

Le 29 mai 2018, la Banque a annoncé que le BSIF et la Bourse de Toronto (la « TSX ») avaient approuvé une offre de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre de 2018 ») aux termes de laquelle elle peut racheter aux fins d'annulation jusqu'à 24 millions de ses actions ordinaires. Cette offre de 2018 a pris fin le 3 juin 2019.

Au cours du trimestre, la Banque a racheté et annulé environ 2,8 millions d'actions ordinaires à un prix moyen pondéré en fonction du volume de 70,28 \$ l'action, pour un montant total de 195 millions de dollars. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2019, la Banque a racheté et annulé, aux termes de ces offres, environ 10 millions d'actions ordinaires à un prix moyen pondéré en fonction du volume de 71,66 \$ l'action, pour un montant total de 719 millions de dollars.

Aux termes de l'offre de 2018, qui a pris fin le 3 juin 2019, la Banque a racheté et annulé de façon cumulative environ 14,8 millions d'actions ordinaires à un prix moyen de 73,46 \$ l'action. Aux termes de l'offre de 2019, la Banque a racheté et annulé de façon cumulative environ 1,2 million d'actions ordinaires à un prix moyen de 70,24 \$ l'action.

## 13. Gestion du capital

Les fonds propres réglementaires et le levier de la Banque s'établissent comme suit :

(en millions de dollars)	Aux		
	31 juillet 2019 <sup>1)</sup>	30 avril 2019 <sup>1)</sup>	31 octobre 2018 <sup>1)</sup>
<b>Fonds propres</b>			
Actions ordinaires et assimilées de T1	46 565 \$	46 193 \$	44 443 \$
Fonds propres de T1, montant net	51 371	51 709	50 187
Fonds propres réglementaires totaux	61 546	60 855	57 364
<b>Actifs/expositions pondérés en fonction des risques entrant dans le calcul des ratios de fonds propres</b>			
Actifs pondérés en fonction des risques – Actions ordinaires et assimilées de T1 <sup>1)2)</sup>	417 058 \$	415 212 \$	400 507 \$
Actifs pondérés en fonction des risques – Fonds propres de T1 <sup>1)2)</sup>	417 058	415 212	400 680
Actifs pondérés en fonction des risques – Total des fonds propres <sup>1)2)</sup>	417 058	415 212	400 853
Risque de levier	1 211 612	1 204 111	1 119 099
<b>Ratios de fonds propres</b>			
Ratio des actions ordinaires et assimilées de T1	11,2 %	11,1 %	11,1 %
Ratio de T1	12,3 %	12,5 %	12,5 %
Ratio total des fonds propres	14,8 %	14,7 %	14,3 %
Ratio de levier	4,2 %	4,3 %	4,5 %

1) Conformément aux exigences du BSIF, avec prise d'effet le 31 janvier 2019, les actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit ont été intégralement appliqués. Au cours de l'exercice précédent, les facteurs scalaires appliqués pour calculer le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1, le ratio de T1 et le ratio total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques pour ajustement de l'évaluation du crédit correspondaient à 0,80, à 0,83 et à 0,86, respectivement.

2) Au 31 juillet 2019, au 30 avril 2019 et au 31 octobre 2018, la Banque n'avait aucune majoration liée au niveau plancher de fonds propres réglementaires pour les actions ordinaires et assimilées de T1, les fonds propres de T1 et le total des fonds propres aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques.

Au 31 juillet 2019, la Banque dépassait largement les ratios minimaux de fonds propres établis par le BSIF, y compris les exigences au titre de la Réserve pour stabilité intérieure.

## 14. Paiements fondés sur des actions

Au cours du premier trimestre, la Banque a attribué 1 548 832 options assorties d'un prix d'exercice de 72,28 \$ l'option et d'une juste valeur moyenne pondérée de 5,02 \$ à certains salariés déterminés, dans le cadre du régime d'options sur actions à l'intention des salariés. Ces options sur actions deviennent acquises à 50 % à la fin de la troisième année et l'autre tranche de 50 % devient acquise à la fin de la quatrième année. Les options attribuées avant décembre 2014 sont acquises en tranches égales sur une période de quatre ans.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2019, la Banque a comptabilisé une hausse de 1 million de dollars et de 6 millions de dollars respectivement (31 juillet 2018 – 1 million de dollars et 6 millions de dollars) sous « Capitaux propres – Autres réserves » en raison de la charge au titre des paiements fondés sur des actions classés dans les capitaux propres.

## 15. Avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent les prestations de retraite, les autres avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que les avantages postérieurs à l'emploi. Le tableau suivant présente un sommaire des charges liées aux principaux régimes de la Banque<sup>1)</sup>.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages		
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018
Coût des services rendus liés aux régimes à prestations définies	73 \$	71 \$	83 \$	(1)\$	7 \$	7 \$
Intérêts liés (à l'actif) au passif net au titre des prestations définies	(1)	1	2	13	13	11
Autres	4	4	3	(7)	1	(5)
Charge au titre des prestations définies	76 \$	76 \$	88 \$	5 \$	21 \$	13 \$
Charge au titre des cotisations définies	15 \$	15 \$	10 \$	3 \$	s. o.	s. o.
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global relativement aux avantages du personnel <sup>2)</sup>	(433)\$	(219)\$	223 \$	(42)\$	(17)\$	(11)\$

(en millions de dollars)	Pour les périodes de neuf mois closes les			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages	
	31 juillet 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Coût des services rendus liés aux régimes à prestations définies <sup>3)</sup>	220 \$	249 \$	13 \$	(170) \$
Intérêts liés (à l'actif) au passif net au titre des prestations définies	(2)	6	39	36
Autres	12	9	(5)	(8)
Charge au titre des prestations définies	230 \$	264 \$	47 \$	(142) \$
Charge au titre des cotisations définies	44 \$	30 \$	3 \$	s. o.
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global relativement aux avantages du personnel <sup>2)</sup>	(1 047)\$	288 \$	(124)\$	27 \$

- 1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans la présente note.
- 2) Les changements relatifs aux taux d'actualisation et au rendement des actifs des régimes sont passés en revue et mis à jour trimestriellement. En l'absence de changements aux lois, toutes les autres hypothèses sont mises à jour annuellement.
- 3) Les coûts des services rendus des autres régimes d'avantages pour le premier trimestre de l'exercice 2018 comprennent une diminution de 203 millions de dollars liée aux modifications du régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite de la Banque.

## 16. Secteurs d'exploitation

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés dans le monde entier. Les activités de la Banque sont regroupées en trois secteurs : Réseau canadien, Opérations internationales et Services bancaires et marchés mondiaux. Les résultats de ces secteurs se fondent sur les systèmes internes d'information financière de la Banque. Les méthodes comptables qu'appliquent ces secteurs sont généralement les mêmes que celles suivies dans l'établissement des états financiers consolidés, tel qu'il en est fait mention à la note 3 afférente aux états financiers consolidés audités de la Banque contenus dans son rapport annuel 2018. Les différences importantes en matière de mesure comptable sont les suivantes :

- Des ajustements de normalisation fiscale liés à la majoration des revenus des sociétés associées. Ces ajustements normalisent le taux d'impôt effectif des secteurs afin de donner une meilleure image de l'apport des sociétés associées aux résultats sectoriels.
- La majoration des revenus d'intérêts nets exonérés d'impôt et des revenus autres que d'intérêts jusqu'à un montant équivalent avant impôt pour les secteurs en cause. Cette différence de mesure permet de comparer les revenus d'intérêts nets et les revenus autres que d'intérêts imposables à ceux qui sont exonérés d'impôt.

Les résultats et les actifs et passifs moyens de la Banque Scotia, par secteurs d'exploitation, sont présentés ci-après :

Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019				
	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)2)</sup>	Total
Revenus d'intérêts nets <sup>3)</sup>	2 120 \$	2 157 \$	337 \$	(240)\$	4 374 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>4)5)</sup>	1 412	1 270	747	(144)	3 285
Total des revenus	3 532	3 427	1 084	(384)	7 659
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	240	476	(4)	1	713
Charges autres que d'intérêts	1 723	1 780	593	113	4 209
Charge d'impôt sur le résultat	409	269	121	(46)	753
Bénéfice net	1 160 \$	902 \$	374 \$	(452)\$	1 984 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	121 \$	– \$	(1)\$	120 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 160 \$	781 \$	374 \$	(451)\$	1 864 \$
Représenté par :					
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités cédées <sup>6)</sup>	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités autres que les activités cédées	1 160	781	374	(451)	1 864
Actifs moyens (en milliards de dollars)	365 \$	206 \$	374 \$	116 \$	1 061 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	285 \$	158 \$	306 \$	242 \$	991 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 48 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres comprend une perte nette sur les cessions de 418 \$ (320 \$ avant impôt).
- 3) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 4) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 5) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 16 \$ pour le Réseau canadien, de 182 \$ pour les Opérations internationales et de (8) \$ pour le secteur Autres.
- 6) Exclut les profits (pertes) sur les cessions, qui sont comptabilisés dans le secteur Autres. Se reporter à la note 22 pour obtenir de plus amples détails.

Pour le trimestre clos le 30 avril 2019

	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)2)</sup>	Total
Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)					
Revenus d'intérêts nets <sup>3)</sup>	1 990 \$	2 121 \$	350 \$	(268)\$	4 193 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>4)5)</sup>	1 390	1 235	801	184	3 610
Total des revenus	3 380	3 356	1 151	(84)	7 803
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	252	628	(6)	(1)	873
Charges autres que d'intérêts	1 711	1 710	594	31	4 046
Charge d'impôt sur le résultat	369	249	143	(136)	625
Bénéfice net	1 048 \$	769 \$	420 \$	22 \$	2 259 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	69 \$	– \$	1 \$	70 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 048 \$	700 \$	420 \$	21 \$	2 189 \$
Représenté par :					
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités cédées <sup>6)</sup>	–	8	–	–	8
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités autres que les activités cédées	1 048	692	420	21	2 181
Actifs moyens (en milliards de dollars)	358 \$	203 \$	361 \$	117 \$	1 039 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	281 \$	156 \$	295 \$	238 \$	970 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 41 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres comprend un gain net sur les cessions de 142 \$ (173 \$ avant impôt).
- 3) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 4) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 5) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 18 \$ pour le Réseau canadien, de 210 \$ pour les Opérations internationales et de (58) \$ pour le secteur Autres.
- 6) Résultat des activités liées aux caisses de retraite et aux assurances connexes en République dominicaine cédées au cours de la période à l'étude. Se reporter à la note 22 pour obtenir de plus amples détails. Ces montants excluent les profits (pertes) sur les cessions, qui sont comptabilisés dans le secteur Autres.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2018

	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)</sup>	Total
Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)					
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	2 024 \$	1 827 \$	365 \$	(131)\$	4 085 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3)4)</sup>	1 349	1 026	745	(24)	3 096
Total des revenus	3 373	2 853	1 110	(155)	7 181
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	181	771	(10)	1	943
Charges autres que d'intérêts	1 661	1 510	543	56	3 770
Charge d'impôt sur le résultat	401	97	136	(105)	529
Bénéfice net	1 130 \$	475 \$	441 \$	(107)\$	1 939 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	(44)\$	– \$	– \$	(44)\$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	1 130 \$	519 \$	441 \$	(107)\$	1 983 \$
Représenté par :					
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités cédées <sup>5)</sup>	–	5	–	–	5
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités autres que les activités cédées	1 130	514	441	(107)	1 978
Actifs moyens (en milliards de dollars)	344 \$	164 \$	311 \$	116 \$	935 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	254 \$	129 \$	258 \$	229 \$	870 \$

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 28 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 4) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 11 \$ pour le Réseau canadien, de 153 \$ pour les Opérations internationales et de (38) \$ pour le secteur Autres.
- 5) Résultat des activités liées aux caisses de retraite et aux assurances connexes en République dominicaine cédées au cours du deuxième trimestre de 2019. Se reporter à la note 22 pour obtenir de plus amples détails. Ces montants excluent les profits (pertes) sur les cessions, qui sont comptabilisés dans le secteur Autres.

### Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2019

	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)2)</sup>	Total
Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)					
Revenus d'intérêts nets <sup>3)</sup>	6 146 \$	6 358 \$	1 059 \$	(722)\$	12 841 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>4)5)</sup>	4 181	3 756	2 251	37	10 225
Total des revenus	10 327	10 114	3 310	(685)	23 066
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	725	1 574	(26)	1	2 274
Charges autres que d'intérêts	5 164	5 232	1 832	198	12 426
Charge d'impôt sur le résultat	1 157	744	375	(400)	1 876
Bénéfice net	3 281 \$	2 564 \$	1 129 \$	(484)\$	6 490 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	301 \$	– \$	– \$	301 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	3 281 \$	2 263 \$	1 129 \$	(484)\$	6 189 \$
Représenté par :					
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités cédées <sup>6)</sup>	–	12	–	–	12
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités autres que les activités cédées	3 281	2 251	1 129	(484)	6 177
Actifs moyens (en milliards de dollars)	360 \$	202 \$	366 \$	116 \$	1 044 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	280 \$	156 \$	300 \$	239 \$	975 \$

- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 123 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Le bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres comprend une perte nette sur les cessions de 276 \$ (147 \$ avant impôt).
- 3) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 4) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 5) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 47 \$ pour le Réseau canadien, de 553 \$ pour les Opérations internationales et de (111) \$ pour le secteur Autres.
- 6) Résultat des activités liées aux caisses de retraite et aux assurances connexes en République dominicaine cédées au cours du deuxième trimestre de 2019. Se reporter à la note 22 pour obtenir de plus amples détails. Ces montants excluent les profits (pertes) sur les cessions, qui sont comptabilisés dans le secteur Autres.

### Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2018

	Réseau canadien	Opérations internationales	Services bancaires et marchés mondiaux	Autres <sup>1)</sup>	Total
Base de mise en équivalence fiscale (en millions de dollars)					
Revenus d'intérêts nets <sup>2)</sup>	5 869 \$	5 292 \$	1 117 \$	(307)\$	11 971 \$
Revenus autres que d'intérêts <sup>3)4)</sup>	4 038	3 007	2 338	(27)	9 356
Total des revenus	9 907	8 299	3 455	(334)	21 327
Dotation au compte de correction de valeur pour pertes sur créances	596	1 455	(30)	–	2 021
Charges autres que d'intérêts	4 907	4 390	1 680	17	10 994
Charge d'impôt sur le résultat	1 155	509	463	(268)	1 859
Bénéfice net	3 249 \$	1 945 \$	1 342 \$	(83)\$	6 453 \$
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– \$	84 \$	– \$	– \$	84 \$
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque	3 249 \$	1 861 \$	1 342 \$	(83)\$	6 369 \$
Représenté par :					
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités cédées <sup>5)</sup>	–	25	–	–	25
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Banque – activités autres que les activités cédées	3 249	1 836	1 342	(83)	6 344
Actifs moyens (en milliards de dollars)	339 \$	159 \$	322 \$	117 \$	937 \$
Passifs moyens (en milliards de dollars)	250 \$	123 \$	267 \$	234 \$	874 \$



- 1) Comprend les résultats provenant de tous les autres secteurs d'exploitation de moindre envergure ainsi que les ajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration des revenus exonérés d'impôt incluse dans les revenus d'intérêts nets, dans les revenus autres que d'intérêts et dans la charge d'impôt sur le résultat de 81 \$, pour parvenir aux montants présentés à l'état consolidé du résultat net, ainsi que les écarts entre les montants réels des coûts engagés et de ceux imputés aux secteurs d'exploitation.
- 2) Les revenus d'intérêts sont présentés après déduction des charges d'intérêts, la direction évaluant la performance essentiellement au moyen des revenus d'intérêts nets.
- 3) Les revenus sur cartes, les frais liés aux services bancaires ainsi que les commissions de gestion de placements et honoraires de gestion de fiducies sont principalement gagnés dans le Réseau canadien et les Opérations internationales. Les honoraires liés aux fonds communs de placement et les commissions de courtage sont principalement gagnés dans le Réseau canadien, tandis que le reste de ces revenus est gagné dans les Opérations internationales. Les commissions de placement et autres honoraires de services-conseils sont principalement gagnés dans les Services bancaires et marchés mondiaux.
- 4) Comprend le revenu (sur une base de mise en équivalence fiscale) découlant de participations dans des sociétés associées de 70 \$ pour le Réseau canadien, de 442 \$ pour les Opérations internationales et de (122) \$ pour le secteur Autres.
- 5) Résultat des activités liées aux caisses de retraite et aux assurances connexes en République dominicaine cédées au cours du deuxième trimestre de 2019. Se reporter à la note 22 pour obtenir de plus amples détails. Ces montants excluent les profits (pertes) sur les cessions, qui sont comptabilisés dans le secteur Autres.

## 17. Revenus et charges d'intérêts

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les						Pour les périodes de neuf mois closes les			
	31 juillet 2019		30 avril 2019		31 juillet 2018		31 juillet 2019		31 juillet 2018	
	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts	Revenus d'intérêts	Charges d'intérêts
Évaluation au coût amorti <sup>1)</sup>	7 970 \$	4 055 \$	7 641 \$	3 892 \$	6 781 \$	3 004 \$	23 181 \$	11 658 \$	19 335 \$	8 289 \$
Évaluation à la JVAÉRG <sup>1)</sup>	378	–	378	–	299	–	1 109	–	865	–
Autres <sup>2)</sup>	8 348	4 055	8 019	3 892	7 080	3 004	24 290	11 658	20 200	8 289
	92	11	82	16	51	42	242	33	147	87
<b>Total</b>	<b>8 440 \$</b>	<b>4 066 \$</b>	<b>8 101 \$</b>	<b>3 908 \$</b>	<b>7 131 \$</b>	<b>3 046 \$</b>	<b>24 532 \$</b>	<b>11 691 \$</b>	<b>20 347 \$</b>	<b>8 376 \$</b>

1) Les revenus (les charges) d'intérêts sur les actifs (les passifs) financiers sont calculés au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

2) Comprend les revenus de dividendes sur les titres de capitaux propres désignés comme étant à la JVAÉRG.

## 18. Revenus tirés des activités de transaction

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des revenus tirés des activités de transaction.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
Taux d'intérêt et crédit	45 \$	81 \$	72 \$	133 \$	232 \$
Titres de capitaux propres	124	123	58	370	310
Marchandises	57	45	50	170	185
Change	64	59	72	207	223
Autres	107	78	53	232	100
<b>Total</b>	<b>397 \$</b>	<b>386 \$</b>	<b>305 \$</b>	<b>1 112 \$</b>	<b>1 050 \$</b>

## 19. Résultat par action

(en millions de dollars)	Pour les trimestres clos les			Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2019	30 avril 2019	31 juillet 2018	31 juillet 2019	31 juillet 2018
<b>Bénéfice de base par action ordinaire</b>					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 839 \$	2 125 \$	1 956 \$	6 071 \$	6 247 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 221	1 224	1 223	1 224	1 207
Bénéfice de base par action ordinaire <sup>1)</sup> (en dollars)	1,51 \$	1,74 \$	1,60 \$	4,96 \$	5,18 \$
<b>Bénéfice dilué par action ordinaire</b>					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 839 \$	2 125 \$	1 956 \$	6 071 \$	6 247 \$
Effet dilutif des options au titre de paiements fondés sur des actions et autres <sup>2)</sup>	40	37	(39)	121	(5)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (dilué)	1 879 \$	2 162 \$	1 917 \$	6 192 \$	6 242 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 221	1 224	1 223	1 224	1 207
Effet dilutif des options au titre de paiements fondés sur des actions et autres <sup>2)</sup> (en millions)	30	28	17	29	16
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	1 251	1 252	1 240	1 253	1 223
Bénéfice dilué par action ordinaire <sup>1)</sup> (en dollars)	1,50 \$	1,73 \$	1,55 \$	4,94 \$	5,10 \$

1) Le bénéfice par action est exprimé en dollars et il est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

2) Certaines composantes alternatives de droits à l'appréciation d'actions et options ainsi que des options de vente et d'achat liées à l'acquisition pouvant être réglées au gré de la Banque au moyen de l'émission d'actions ordinaires étaient antidilutives et, par conséquent, n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action.

## 20. Instruments financiers

## a) Gestion des risques

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise des instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de couverture. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le cadre de gestion du risque élaboré par la Banque pour contrôler, évaluer et gérer ces risques est le même que celui qui était en place au 31 octobre 2018.

## i) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses obligations financières ou contractuelles envers la Banque.

Les expositions au risque de crédit présentées ci-dessous sont fondées sur l'approche conforme à l'accord de Bâle appliquée par la Banque. Tous les portefeuilles canadiens, américains et européens d'une importance significative sont soumis à l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée »), et il en est de même pour une proportion importante des portefeuilles de grandes sociétés et d'entreprises à l'échelle internationale. L'approche standard est appliquée aux autres portefeuilles, y compris à d'autres portefeuilles à l'étranger. Aux termes de l'approche NI avancée, la Banque utilise des paramètres estimatifs internes du risque fondés sur des données historiques.

Aux termes de l'approche standard, le risque de crédit est estimé selon les pondérations de risque définies par l'accord de Bâle, soit en fonction des évaluations du crédit effectuées par des agences de notation externes, soit en fonction du type de contrepartie en ce qui a trait aux expositions autres qu'envers les prêts aux particuliers et du type de produit pour les expositions envers les prêts aux particuliers.

Exposition en cas de défaut<sup>1)</sup>

Aux

	31 juillet 2019			30 avril 2019	31 octobre 2018
	Approche NI avancée	Approche standard	Total	Total	Total
<i>(en millions de dollars)</i>					
<b>Par sous-catégories d'exposition</b>					
Prêts autres qu'aux particuliers					
Prélevés <sup>2)3)</sup>	364 762 \$	62 734 \$	427 496 \$	434 552 \$	425 009 \$
Engagements non prélevés	92 883	3 938	96 821	96 803	92 303
Autres expositions <sup>4)</sup>	93 538	10 595	104 133	107 021	105 232
Total – prêts autres qu'aux particuliers	551 183 \$	77 267 \$	628 450 \$	638 376 \$	622 544 \$
Prêts aux particuliers					
Prélevés <sup>5)</sup>	203 445 \$	93 647 \$	297 092 \$	289 269 \$	278 605 \$
Engagements non prélevés	49 735	–	49 735	48 371	48 085
Total – prêts aux particuliers	253 180 \$	93 647 \$	346 827 \$	337 640 \$	326 690 \$
<b>Total</b>	<b>804 363 \$</b>	<b>170 914 \$</b>	<b>975 277 \$</b>	<b>976 016 \$</b>	<b>949 234 \$</b>

1) Après les mesures d'atténuation du risque de crédit et exclusion faite des titres de capitaux propres et d'autres actifs.

2) Les expositions au titre des montants prélevés selon l'approche NI avancée pour les prêts autres qu'aux particuliers comprennent des prêts hypothécaires garantis par l'État et assurés par le secteur privé.

3) Les montants prélevés au titre des prêts autres qu'aux particuliers comprennent les prêts, les acceptations bancaires, les dépôts auprès d'autres institutions financières et les titres de créance à la JVAÉRG.

4) Comprend les instruments de crédit hors bilan tels que les lettres de crédit de soutien, les lettres de garantie, les titrisations, les dérivés négociés de gré à gré et les opérations de pension sur titres, déduction faite des garanties connexes.

5) Les montants prélevés au titre des prêts aux particuliers comprennent les prêts hypothécaires à l'habitation, les cartes de crédit, les marges de crédit et les autres prêts personnels.

## Qualité du crédit relative aux expositions – prêts autres qu'aux particuliers

Le portefeuille de prêts autres qu'aux particuliers de la Banque est bien diversifié par secteurs. Une proportion considérable du portefeuille de prêts aux entreprises et aux sociétés autorisés était constituée de prêts évalués en interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à une notation de première qualité de la part d'agences de notation externes. Les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2018.

## Qualité du crédit relative aux expositions – prêts aux particuliers

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de prêts d'un montant relativement peu élevé à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. En raison de leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés. Par ailleurs, une tranche de 40 % du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien était assurée au 31 juillet 2019 (30 avril 2019 – 42 %; 31 octobre 2018 – 43 %). Le ratio prêt/valeur moyen de la tranche non assurée du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation du Réseau canadien s'établissait à 55 % (30 avril 2019 – 55 %; 31 octobre 2018 – 54 %).

## Portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard

Au 31 juillet 2019, le portefeuille de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard se chiffrait à 94 milliards de dollars (30 avril 2019 – 94 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 87 milliards de dollars) et se composait de prêts hypothécaires à l'habitation, de prêts personnels, de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit consenties à des particuliers, principalement en Amérique latine et dans les Antilles. Une tranche de 48 milliards de dollars (30 avril 2019 – 49 milliards de dollars; 31 octobre 2018 – 45 milliards de dollars) du portefeuille total de prêts aux particuliers soumis à l'approche standard correspondait à des prêts hypothécaires et à des prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels, la plupart de ceux-ci ayant un ratio prêt/valeur inférieur à 80 %.

## ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. Le risque de liquidité de la Banque fait l'objet de contrôles de gestion du risque exhaustifs et il est géré dans le cadre des politiques et des plafonds approuvés par le conseil d'administration. Ce dernier reçoit des rapports sur le risque et sur les résultats obtenus par rapport aux limites approuvées. Le Comité de gestion de l'actif et du passif (« CGAP ») supervise le risque de liquidité pour la haute direction.

Les éléments clés du cadre de gestion du risque de liquidité de la Banque sont les suivants :

- établissement de plafonds pour la mesure et la gestion du risque de liquidité, y compris des plafonds à l'égard des sorties de fonds nettes maximales par devise pouvant être effectuées au cours d'une période à court terme donnée;
- diversification prudente des activités de financement de gros au moyen de divers programmes de financement afin d'accéder aux marchés des capitaux internationaux et de gérer son profil d'échéance, lorsque cela est nécessaire;
- maintien d'un bloc considérable d'actifs liquides aux fins du soutien des activités. De façon générale, la Banque peut vendre ces actifs ou les donner en nantissement en vue d'honorer ses obligations;
- essais dans des conditions critiques visant la liquidité, y compris des scénarios à l'échelle de la Banque et à l'échelle mondiale ainsi qu'une combinaison de scénarios systémiques et spécifiques;
- plan d'urgence en matière de liquidité.

Les établissements de la Banque à l'étranger ont des cadres de gestion de la liquidité qui sont semblables à celui de la Banque. En ce qui a trait au risque de liquidité, les dépôts locaux sont gérés en fonction des cadres de gestion locaux et des exigences réglementaires locales.

### iii) Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les taux de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt et aux changements dans les préférences des clients (p. ex. les taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires).

#### Risque de change lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme.

En l'absence de couverture, au 31 juillet 2019, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les monnaies dans lesquelles la Banque exerce ses activités entraînerait une diminution (augmentation) de son résultat annuel avant impôt d'environ 64 millions de dollars (30 avril 2019 – 69 millions de dollars; 31 juillet 2018 – 62 millions de dollars), principalement en raison de sa position en dollars américains. La Banque couvre partiellement ce risque de change.

Au 31 juillet 2019, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien donnerait lieu à une diminution (augmentation) d'environ 382 millions de dollars (30 avril 2019 – 386 millions de dollars; 31 juillet 2018 – 371 millions de dollars) des profits de change latents dans le cumul des autres éléments du résultat global figurant dans les capitaux propres.

#### Risque sur actions lié aux instruments détenus à des fins autres que de transaction

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des titres de capitaux propres. La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de titres de placement. La juste valeur des titres de placement est présentée à la note 7.

#### Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Le tableau ci-dessous présente la VaR de la Banque par facteurs de risque ainsi que la VaR ayant subi une simulation de crise :

(en millions de dollars)	Pour le trimestre clos le			Au	Aux	
	31 juillet 2019			31 juillet	30 avril	31 juillet
	Moyenne	Haut	Bas	2019	2019	2018
Écart de taux plus taux d'intérêt	9,8 \$	14,4 \$	7,7 \$	8,9 \$	8,5 \$	7,7 \$
Écart de taux	8,1	10,6	5,3	8,7	6,2	6,8
Taux d'intérêt	7,2	10,3	5,1	6,3	6,5	7,8
Titres de capitaux propres	3,5	7,8	1,0	2,7	4,1	2,7
Change	4,0	6,0	2,5	4,2	3,1	3,4
Marchandises	2,4	3,5	1,3	3,3	2,6	1,6
Spécifique à la dette	3,8	4,8	2,0	3,3	3,7	3,4
Effet de la diversification	(11,6)	s. o.	s. o.	(11,3)	(12,0)	(7,3)
VaR totale	11,9 \$	15,7 \$	9,2 \$	11,1 \$	10,0 \$	11,5 \$
VaR ayant subi une simulation de crise totale	37,3 \$	48,9 \$	26,7 \$	27,3 \$	32,0 \$	41,0 \$

### iv) Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation s'entend du risque de perte directe ou indirecte auquel est exposée la Banque en raison de l'insuffisance ou de l'échec de processus ou systèmes, d'erreurs humaines ou d'événements externes. Le risque d'exploitation comprend le risque juridique et réglementaire, le risque lié aux processus d'affaires et au changement, les manquements aux obligations de fiduciaire ou aux obligations d'information, les risques liés à la cybersécurité, la défaillance de la technologie, les crimes financiers et les risques environnementaux. Le risque d'exploitation est présent d'une façon ou d'une autre dans chacune des activités commerciales et de soutien de la Banque.

Le risque d'exploitation peut donner lieu à des pertes financières, à des sanctions réglementaires ainsi qu'à des atteintes à la réputation de la Banque. Celle-ci a mis au point des politiques, des procédures et des méthodes d'évaluation pour faire en sorte que le risque d'exploitation soit bien circonscrit et géré au moyen de contrôles efficaces.

### b) Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Conformément à sa stratégie de gestion des risques, la Banque a choisi de désigner certains placements et passifs au titre de billets de premier rang comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net afin de réduire la non-concordance en matière de comptabilisation entre les variations de la juste valeur de ces instruments et les variations de la juste valeur des dérivés connexes, de même que les passifs financiers hybrides contenant un ou plusieurs dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte. Les variations de la juste valeur des passifs financiers découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, sans reclassement ultérieur en résultat net.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Le cumul des ajustements de la juste valeur découlant du risque de crédit propre à la Banque est déterminé à un moment donné au moyen d'une comparaison de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus sur la durée de ces passifs actualisée au taux de financement effectif de la Banque, et de la valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisée à un taux de référence.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs et des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les variations de leur juste valeur.

(en millions de dollars)	Juste valeur			Variation de la juste valeur			Cumul des variations de la juste valeur <sup>1)</sup>		
	31 juillet 2019	Aux		31 juillet 2019	Pour les trimestres clos les		31 juillet 2019	Aux	
		30 avril 2019	31 juillet 2018		30 avril 2019	31 juillet 2018		30 avril 2019	31 juillet 2018
<b>Actifs</b>									
Titres de placement <sup>2)</sup>	13 \$	14 \$	15 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
<b>Passifs</b>									
Passifs au titre de billets de premier rang <sup>3)</sup>	11 536 \$	10 919 \$	7 652 \$	(18)\$	(774)\$	(99)\$	(190)\$	(172)\$	94 \$

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

2) Les variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Autres ».

3) Les variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque sont comptabilisées sous « Autres éléments du résultat global ». Les autres variations de la juste valeur sont comptabilisées sous « Revenus autres que d'intérêts – Revenus tirés des activités de transaction ».

Le tableau suivant présente les variations découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque, de la juste valeur des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que leurs valeurs à l'échéance contractuelle et leurs valeurs comptables.

(en millions de dollars)	Passifs au titre de billets de premier rang				
	Valeur à l'échéance contractuelle <sup>1)</sup>	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur pour le trimestre découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Cumul des variations de la juste valeur découlant de l'évolution du risque de crédit propre à la Banque <sup>1)</sup>
<b>Au 31 juillet 2019</b>	11 346 \$	11 536 \$	(190)\$	6 \$	(73)\$
Au 30 avril 2019	10 747 \$	10 919 \$	(172)\$	(43)\$	(79)\$
Au 31 juillet 2018	7 746 \$	7 652 \$	94 \$	30 \$	(20)\$

1) Le cumul des variations de la juste valeur est évalué à compter de la date de comptabilisation initiale des instruments.

### c) Instruments financiers – juste valeur

#### Juste valeur des instruments financiers

Le calcul de la juste valeur est fondé sur la conjoncture du marché à un moment donné et peut par conséquent ne pas être représentatif des justes valeurs futures. La Banque a mis en place des contrôles et processus en vue d'assurer que l'évaluation des instruments financiers est déterminée de manière appropriée.

Se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2018 de la Banque pour connaître les techniques d'évaluation de la juste valeur de ses principaux actifs et passifs financiers.

Le tableau qui suit indique la juste valeur des instruments financiers de la Banque et exclut les actifs non financiers comme les immobilisations corporelles, les participations dans des sociétés associées, les métaux précieux, le goodwill et les autres immobilisations incorporelles.

(en millions de dollars)	Aux					
	31 juillet 2019		30 avril 2019		31 octobre 2018	
	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Juste valeur totale	Valeur comptable totale	Juste valeur totale	Valeur comptable totale
<b>Actifs</b>						
Trésorerie et dépôts auprès d'autres institutions financières	45 262 \$	45 262 \$	50 121 \$	50 121 \$	62 269 \$	62 269 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	131 068	131 068	117 140	117 140	100 262	100 262
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	13	13	14	14	12	12
Titres pris en pension et titres empruntés	119 478	119 478	126 090	126 090	104 018	104 018
Instruments financiers dérivés	36 157	36 157	31 358	31 358	37 558	37 558
Titres de placement – autres	58 366	58 366	61 214	61 214	57 653	57 653
Titres de placement – coût amorti	24 318	24 226	23 820	23 932	20 316	20 743
Prêts	595 696	589 243	588 619	583 815	553 758	551 834
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 923	13 923	12 823	12 823	16 329	16 329
Autres actifs financiers	11 237	11 237	12 761	12 761	10 913	10 913
<b>Passifs</b>						
Dépôts	723 894	722 346	712 949	712 282	674 535	676 534
Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	11 536	11 536	10 919	10 919	8 188	8 188
Acceptations	13 932	13 932	12 833	12 833	16 338	16 338
Obligations liées aux titres vendus à découvert	25 669	25 669	29 957	29 957	32 087	32 087
Instruments financiers dérivés	37 307	37 307	33 176	33 176	37 967	37 967
Obligations relatives aux titres mis en pension et titres prêtés	120 555	120 555	124 331	124 331	101 257	101 257
Débiteures subordonnées	9 314	9 021	7 801	7 554	5 627	5 698
Autres passifs financiers	37 532	36 948	38 030	37 601	35 432	34 805

## d) Hiérarchie des justes valeurs

La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est fournie par le prix coté sur un marché actif. L'utilisation de prix cotés non ajustés sur des marchés pour des instruments identiques donne lieu à une évaluation de niveau 1. Dans la mesure du possible, les évaluations sont fondées sur des prix cotés ou des données observables sur des marchés actifs.

Il n'est pas toujours possible d'obtenir un prix coté pour une opération de gré à gré, tout comme lorsque l'opération est effectuée sur un marché qui n'est pas liquide ou actif. Dans de telles circonstances, des modèles internes qui optimisent le recours à des données observables sont utilisés pour estimer la juste valeur. La technique d'évaluation choisie tient compte de tous les facteurs que des intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de la transaction. Lorsque toutes les données importantes des modèles sont observables, il s'agit alors d'une évaluation de niveau 2. Les instruments financiers négociés sur un marché peu actif sont évalués à l'aide de cours indicatifs, de la valeur actualisée des flux de trésorerie ou d'autres méthodes d'évaluation. Les estimations de la juste valeur ne tiennent pas compte des liquidations ou des ventes forcées.

Lorsque les instruments financiers sont négociés sur un marché inactif ou lorsque des modèles sont utilisés dans une situation où il n'existe pas de paramètres observables, la direction doit exercer davantage de jugement dans son évaluation. Les évaluations qui nécessitent l'utilisation de nombreuses données non observables sont considérées comme étant de niveau 3.

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des évaluations de la juste valeur et les instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente.

(en millions de dollars)	31 juillet 2019				30 avril 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Aux								
<b>Instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente</b>								
<b>Actifs</b>								
<b>Métaux précieux<sup>1)</sup></b>	– \$	3 571 \$	1 \$	3 572 \$	– \$	3 504 \$	39 \$	3 543 \$
<b>Actifs détenus à des fins de transaction</b>								
Prêts	–	14 158	–	14 158	–	13 104	–	13 104
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	13 374	1 557	–	14 931	13 514	1 789	–	15 303
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	–	7 776	–	7 776	–	6 892	–	6 892
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	12 544	–	–	12 544	10 974	–	–	10 974
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	6 746	2 981	–	9 727	3 793	2 847	–	6 640
Titres de sociétés et autres titres de créance	2	10 788	14	10 804	3	9 714	15	9 732
Fonds de revenu	40	–	–	40	35	–	–	35
Titres de capitaux propres	59 987	179	–	60 166	52 830	719	–	53 549
Autres <sup>2)</sup>	922	–	–	922	911	–	–	911
	<b>93 615 \$</b>	<b>41 010 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>134 640 \$</b>	<b>82 060 \$</b>	<b>38 569 \$</b>	<b>54 \$</b>	<b>120 683 \$</b>
<b>Actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net</b>								
<b>Titres de placement<sup>3)</sup></b>								
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	8 202	2 674	–	10 876	6 350	2 565	–	8 915
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	228	2 690	–	2 918	241	2 763	–	3 004
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	17 686	488	–	18 174	22 198	507	–	22 705
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	10 035	9 991	31	20 057	8 284	10 531	31	18 846
Titres de sociétés et autres titres de créance	261	1 431	19	1 711	188	1 698	16	1 902
Titres hypothécaires	–	2 461	–	2 461	–	3 787	–	3 787
Titres de capitaux propres	1 098	260	811	2 169	1 033	246	776	2 055
	<b>37 510 \$</b>	<b>19 995 \$</b>	<b>861 \$</b>	<b>58 366 \$</b>	<b>38 294 \$</b>	<b>22 097 \$</b>	<b>823 \$</b>	<b>61 214 \$</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	– \$	13 720 \$	12 \$	13 732 \$	– \$	10 459 \$	29 \$	10 488 \$
Contrats de change et contrats sur l'or	2	18 971	–	18 973	2	16 773	–	16 775
Contrats sur titres de capitaux propres	837	699	1	1 537	778	890	2	1 670
Contrats de crédit	–	192	–	192	–	189	–	189
Contrats sur marchandises	43	1 680	–	1 723	8	2 228	–	2 236
	<b>882 \$</b>	<b>35 262 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>36 157 \$</b>	<b>788 \$</b>	<b>30 539 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>31 358 \$</b>
<b>Passifs</b>								
<b>Dépôts<sup>4)</sup></b>								
<b>Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net</b>	–	11 536	–	11 536	–	10 919	–	10 919
<b>Obligations liées aux titres vendus à découvert</b>	22 170	3 499	–	25 669	25 327	4 630	–	29 957
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	–	12 786	22	12 808	–	10 580	20	10 600
Contrats de change et contrats sur l'or	8	19 558	–	19 566	1	16 502	–	16 503
Contrats sur titres de capitaux propres	887	1 647	–	2 534	865	2 629	2	3 496
Contrats de crédit	–	49	–	49	–	56	–	56
Contrats sur marchandises	–	2 350	–	2 350	–	2 521	–	2 521
	<b>895 \$</b>	<b>36 390 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>37 307 \$</b>	<b>866 \$</b>	<b>32 288 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>33 176 \$</b>

1) La juste valeur des métaux précieux se fonde sur les cours du marché et les prix au comptant à terme.

2) Représente les actifs liés à l'énergie.

3) Compte non tenu de titres de créance évalués au coût amorti de 24 226 \$ (30 avril 2019 – 23 932 \$).

4) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés de billets structurés.

Au 31 octobre 2018

(en millions de dollars)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Instruments comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente</b>				
<b>Actifs</b>				
<b>Métaux précieux<sup>1)</sup></b>	– \$	3 175 \$	16 \$	3 191 \$
<b>Actifs détenus à des fins de transaction</b>				
Prêts	–	14 334	–	14 334
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	13 003	–	–	13 003
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	–	10 159	–	10 159
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	7 164	–	–	7 164
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	4 610	1 833	–	6 443
Titres de sociétés et autres titres de créance	3	8 984	18	9 005
Fonds de revenu	29	–	–	29
Titres de capitaux propres	39 513	158	–	39 671
Autres <sup>2)</sup>	454	–	–	454
	64 776 \$	38 643 \$	34 \$	103 453 \$
<b>Actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net</b>				
<b>Titres de placement<sup>3)</sup></b>	12 \$	– \$	– \$	12 \$
Titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada	6 373	2 518	–	8 891
Titres de créance d'administrations publiques provinciales et municipales canadiennes	366	3 986	–	4 352
Titres de créance du Trésor américain et d'autres administrations publiques américaines	18 472	669	–	19 141
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	10 457	9 485	48	19 990
Titres de sociétés et autres titres de créance	732	1 818	13	2 563
Titres hypothécaires	–	906	–	906
Titres de capitaux propres	838	263	709	1 810
	37 238 \$	19 645 \$	770 \$	57 653 \$
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Contrats de taux d'intérêt	– \$	8 927 \$	112 \$	9 039 \$
Contrats de change et contrats sur l'or	5	22 197	–	22 202
Contrats sur titres de capitaux propres	797	1 556	8	2 361
Contrats de crédit	–	349	–	349
Contrats sur marchandises	92	3 515	–	3 607
	894 \$	36 544 \$	120 \$	37 558 \$
<b>Passifs</b>				
<b>Dépôts<sup>4)</sup></b>	– \$	(401) \$	– \$	(401) \$
<b>Passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net</b>				
<b>Obligations liées aux titres vendus à découvert</b>	–	8 188	–	8 188
<b>Instruments financiers dérivés</b>	24 563	7 524	–	32 087
Contrats de taux d'intérêt	–	11 012	74	11 086
Contrats de change et contrats sur l'or	–	20 537	–	20 537
Contrats sur titres de capitaux propres	1 057	1 884	5	2 946
Contrats de crédit	–	70	–	70
Contrats sur marchandises	34	3 294	–	3 328
	1 091 \$	36 797 \$	79 \$	37 967 \$

1) La juste valeur des métaux précieux se fonde sur les cours du marché et les prix au comptant à terme.

2) Représente les actifs liés à l'énergie.

3) Compte non tenu de titres de créance évalués au coût amorti de 20 743 \$.

4) Ces montants représentent des dérivés incorporés qui sont séparés de billets structurés.

### Variations de la juste valeur des instruments de niveau 3

Les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs au 31 juillet 2019 englobent certains métaux précieux, certaines obligations de gouvernements étrangers, des obligations de sociétés structurées, des placements dans des titres de capitaux propres d'entités fermées et des dérivés complexes.

Le tableau qui suit résume les variations se rapportant aux instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour le trimestre clos le 31 juillet 2019.

Les soldes positifs représentent des actifs, alors que les soldes négatifs représentent des passifs. En conséquence, les montants positifs indiquent des achats d'actifs ou des règlements de passifs, alors que les montants négatifs indiquent des ventes d'actifs ou des émissions de passifs.

Au 31 juillet 2019

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre	Variation des profits (pertes) latents comptabilisés en résultat pour les instruments toujours détenus <sup>1)</sup>
<b>Métaux précieux</b>	39 \$	– \$	– \$	– \$	(38)\$	– \$	<b>1 \$</b>	– \$
	39	–	–	–	(38)	–	<b>1</b>	–
<b>Actifs détenus à des fins de transaction</b>								
Titres de sociétés et autres titres de créance	15	–	–	–	(1)	–	<b>14</b>	–
<b>Titres de placement</b>								
Titres de créance d'autres administrations publiques étrangères	31	–	–	–	–	–	<b>31</b>	s. o.
Titres de sociétés et autres titres de créance	16	–	3	–	–	–	<b>19</b>	s. o.
Titres de capitaux propres	776	7	8	46	(26)	–	<b>811</b>	7
	823	7	11	46	(26)	–	<b>861</b>	7
<b>Actifs sous forme d'instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	29	(12)	–	–	(5)	–	<b>12</b>	(12)
Contrats sur titres de capitaux propres	2	–	–	–	–	(1)	<b>1</b>	– <sup>2)</sup>
<b>Passifs sous forme d'instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de taux d'intérêt	(20)	(7)	–	(1)	6	–	<b>(22)</b>	(7) <sup>3)</sup>
Contrats sur titres de capitaux propres	(2)	–	–	–	–	2	–	– <sup>2)</sup>
	9	(19)	–	(1)	1	1	<b>(9)</b>	(19)
<b>Total</b>	<b>886 \$</b>	<b>(12)\$</b>	<b>11 \$</b>	<b>45 \$</b>	<b>(64)\$</b>	<b>1 \$</b>	<b>867 \$</b>	<b>(12)\$</b>

1) Ces montants représentent les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur des instruments de niveau 3 toujours détenus à la clôture de la période qui sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net.

2) Certains profits latents et certaines pertes latentes sur les actifs et passifs dérivés sont compensés en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché d'autres instruments pris en compte dans les revenus tirés des activités de transaction à l'état consolidé du résultat net, ces instruments agissant comme couverture économique à l'égard de certains actifs et passifs dérivés.

3) Certaines pertes latentes sur les dérivés sur taux d'intérêt sont compensées en grande partie par les variations découlant de l'évaluation à la valeur de marché de dérivés incorporés à certains passifs dépôts à l'état consolidé du résultat net.

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des instruments de niveau 3 comptabilisés à la juste valeur pour les trimestres clos le 30 avril 2019 et le 31 octobre 2018.

Au 30 avril 2019

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat <sup>1)</sup>	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre
Métaux précieux	14 \$	– \$	– \$	25 \$	– \$	– \$	39 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	18	–	–	–	(7)	4	15
Titres de placement	749	5	17	92	(36)	(4)	823
Instruments financiers dérivés	9	(2)	–	–	–	2	9

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1) Les profits et les pertes se rapportant à des éléments de niveau 3 peuvent être compensés par des pertes ou des profits se rapportant à des couvertures connexes de niveau 1 ou 2.

Au 31 octobre 2018

(en millions de dollars)	Juste valeur à l'ouverture du trimestre	Profits (pertes) comptabilisés en résultat <sup>1)</sup>	Profits (pertes) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Transferts vers/ depuis le niveau 3	Juste valeur à la clôture du trimestre
Métaux précieux	11 \$	– \$	– \$	5 \$	– \$	– \$	16 \$
Actifs détenus à des fins de transaction	20	–	–	–	(2)	–	18
Titres de placement	750	9	–	70	(39)	(20)	770
Instruments financiers dérivés	28	2	–	–	–	11	41

1) Les profits et les pertes se rapportant à des éléments de niveau 3 peuvent être compensés par des profits ou des pertes se rapportant à des couvertures connexes de niveau 1 ou 2.

### Transferts importants

Des transferts importants peuvent survenir entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs lorsque de nouvelles informations ou des informations supplémentaires ou plus précises visant les données servant à l'évaluation et le caractère observable de ces dernières deviennent disponibles. La Banque comptabilise les transferts d'un niveau de la hiérarchie des justes valeurs vers un autre à la clôture de la période de communication de l'information au cours de laquelle ils surviennent.

Il n'y a eu aucun transfert important vers ou depuis le niveau 3 au cours des trimestres clos le 31 juillet 2019, le 30 avril 2019 et le 31 octobre 2018.

### Sensibilité du niveau 3

La Banque exerce son jugement pour déterminer quelles données non observables sont utilisées pour calculer la juste valeur des instruments de niveau 3.

Se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 octobre 2018 de la Banque pour une description des données non observables importantes des instruments de niveau 3 et de l'incidence potentielle qu'une variation de chaque donnée non observable pourrait avoir sur l'évaluation de la juste valeur. Il n'est survenu aucun changement important aux sensibilités du niveau 3 au cours du trimestre.

## 21. Impôt sur le résultat

En novembre 2016, la Banque a reçu du gouvernement fédéral un avis de nouvelle cotisation s'élevant à 179 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts par suite du refus de l'Agence du revenu du Canada de permettre la déduction de certains dividendes canadiens reçus au cours de l'année d'imposition 2011. En août 2017, la Banque a reçu un avis de nouvelle cotisation de 185 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts pour l'année d'imposition 2012. Les modalités des dividendes visés par l'avis de nouvelle cotisation sont semblables à celles couvertes de façon prospective par des règles promulguées récemment qui avaient été proposées dans le budget fédéral canadien de 2015. En juin 2018, la Banque a reçu un avis de nouvelle cotisation s'élevant à 211 millions de dollars au titre de l'impôt et des intérêts pour les mêmes raisons à l'égard de l'année d'imposition 2013. La Banque est convaincue que ses déclarations fiscales étaient appropriées et conformes aux dispositions pertinentes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et elle a l'intention de défendre vigoureusement sa position.

## 22. Acquisitions et cessions

### Acquisitions

#### Acquisitions menées à terme au cours de la période précédente

##### a) Banco Dominicano del Progreso, République dominicaine

Le 1<sup>er</sup> mars 2019, la Banque a réalisé l'acquisition annoncée précédemment de 97,44 % de Banco Dominicano del Progreso, en République dominicaine, après avoir obtenu l'approbation des organismes de réglementation. Les activités acquises sont prises en compte dans le secteur Opérations internationales.

À l'acquisition, des actifs d'environ 1,8 milliard de dollars (essentiellement des prêts) et des passifs de 1,4 milliard de dollars (essentiellement des dépôts) ont été comptabilisés. Des ajustements subséquents seront apportés pendant la période d'évaluation, au cours de laquelle la Banque terminera son estimation de la juste valeur des actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles, et des passifs repris.

##### b) Banco Cencosud, Pérou

Le 1<sup>er</sup> mars 2019, la Banque a réalisé l'acquisition de la participation donnant le contrôle de 51 % dans Banco Cencosud, après avoir obtenu l'approbation des organismes de réglementation. Les activités acquises sont prises en compte dans le secteur Opérations internationales.

À l'acquisition, des actifs d'environ 0,4 milliard de dollars (essentiellement des prêts) et des passifs de 0,3 milliard de dollars (essentiellement des dépôts) ont été comptabilisés. Des ajustements subséquents seront apportés pendant la période d'évaluation, au cours de laquelle la Banque terminera son estimation de la juste valeur des actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles, et des passifs repris.

### Cessions

#### Cession annoncée ayant une incidence sur la période à l'étude

##### Activités à Porto Rico et dans les îles Vierges des États-Unis

Le 26 juin 2019, la Banque a annoncé la vente de ses activités à Porto Rico et dans les îles Vierges des États-Unis à Oriental Bank, filiale d'OFB Bancorp.



Comme cette transaction a satisfait à toutes les dispositions en matière de comptabilité au titre des actifs détenus en vue de la vente, une perte de 402 millions de dollars après impôt, laquelle représente la valeur comptable du goodwill lié à ces activités, a été inscrite au cours du trimestre à l'étude sous « Revenus autres que d'intérêts – Autres » et comptabilisée dans le secteur « Autres ». Cette transaction est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation et à la satisfaction des conditions de clôture.

#### *Cession annoncée ayant une incidence sur la période précédente*

##### Activités d'assurance et de services bancaires au Salvador

Le 8 février 2019, la Banque a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant la vente de ses activités liées aux services bancaires et aux assurances au Salvador, y compris Scotiabank El Salvador, ses filiales et Scotia Seguros, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation et de la satisfaction des conditions de clôture.

Comme cette transaction a satisfait à toutes les dispositions en matière de comptabilité au titre des actifs détenus en vue de la vente, une perte d'environ 132 millions de dollars après impôt, laquelle représente la valeur comptable du goodwill lié à ces activités, a été inscrite au cours du deuxième trimestre sous « Revenus autres que d'intérêts – Autres » et comptabilisée dans le secteur « Autres ». La clôture de la transaction devrait avoir lieu avant la clôture de l'exercice.

#### *Cession menée à terme ayant une incidence sur la période précédente*

##### Scotia Crecer AFP et Scotia Seguros – activités liées aux caisses de retraite et aux assurances en République dominicaine

Le 30 avril 2019, la Banque a conclu la vente de Scotia Crecer AFP et de Scotia Seguros, soit ses activités liées aux caisses de retraite et aux assurances en République dominicaine, lors de l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation et de la satisfaction des conditions de clôture. Tous les actifs et les passifs connexes à ces activités ont été décomptabilisés à la date de clôture et un profit net d'environ 273 millions de dollars après impôt a été inscrit au cours du deuxième trimestre sous « Revenus autres que d'intérêts – Autres » et comptabilisé dans le secteur « Autres ».

#### *Cessions annoncées antérieurement n'ayant pas encore d'incidence sur les résultats financiers de la Banque*

##### a) Activités liées aux assurances et aux services bancaires dans les Antilles

Le 27 novembre 2018, la Banque a annoncé que ses filiales en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago allaient vendre leurs activités d'assurance. La Banque va s'associer à l'acheteur pour offrir une gamme élargie de produits et services d'assurance aux clients en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago.

Le 27 novembre 2018, la Banque a également annoncé qu'elle avait conclu une entente avec une autre partie visant la vente de ses activités bancaires dans neuf marchés secondaires dans les Antilles (Anguilla, Antigua, Dominique, Grenade, Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin et Saint-Vincent-et-les Grenadines).

Ces cessions sont assujetties à l'approbation des organismes de réglementation et aux conditions de clôture.

##### b) Thanachart Bank, Thaïlande

Le 8 août 2019, la Banque a annoncé la conclusion d'une entente avec ING Groep N.V., Thanachart Bank Public Company Limited (« TBank ») et TMB Bank Public Company Limited (« TMB ») qui reprend en grande partie les dispositions du protocole d'entente annoncé le 26 février 2019. La valeur comptable de la participation de 49 % de la Banque dans TBank au 31 juillet 2019 s'élevait à 3,45 milliards de dollars.

Aux termes et à la clôture de ces ententes, la Banque vendra sa participation dans TBank en contrepartie de trésorerie et d'actions de TMB (qui deviendront des actions de la nouvelle banque issue de la fusion subséquente de TMB et de TBank, soit la « banque fusionnée »). Selon les valeurs actuelles, la Banque détiendra une participation d'environ 6 % dans la banque fusionnée.

La transaction annoncée est assujettie aux conditions de clôture usuelles, y compris l'approbation des organismes de réglementation, ainsi qu'à d'autres conditions de clôture non usuelles qui sont propres aux parties à la transaction. La transaction devrait se conclure au premier trimestre de 2020.

À la clôture, la Banque comptabilisera un profit d'environ 300 millions de dollars après impôt, sous réserve d'ajustements de clôture visant notamment les justes valeurs et les taux de change en vigueur à la date de clôture. Le ratio des actions ordinaires et assimilées de T1 de la Banque augmentera d'environ 25 points de base.

La Banque conservera une participation de 49 % dans deux filiales de TBank qui ne sont pas visées par les ententes conclues.

## INFORMATION À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

### Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Pour ce faire, il suffit d'écrire à l'agent des transferts.

### Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux actionnaires ordinaires et privilégiés d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en trésorerie sans avoir à acquitter de frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur le régime, il suffit de communiquer avec l'agent des transferts.

### Dates de paiement des dividendes pour 2019

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
2 janvier 2019	29 janvier 2019
2 avril 2019	26 avril 2019
2 juillet 2019	29 juillet 2019
1 <sup>er</sup> octobre 2019	29 octobre 2019

### Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle pour l'exercice 2019 aura lieu le 7 avril 2020 à Toronto (Ontario), Canada.

### Offre de rachat dans le cours normal des activités

Un exemplaire de l'avis d'intention visant le lancement de l'offre de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le service Relations avec les investisseurs au 416-775-0798 ou à l'adresse [investor.relations@scotiabank.com](mailto:investor.relations@scotiabank.com).

### Site Web

Pour obtenir des renseignements concernant la Banque Scotia et ses services, visitez notre site Web, au [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com).

### Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique sur les résultats trimestriels aura lieu le 27 août 2019, à 8 h 15 (heure avancée de l'Est) et devrait durer environ une heure. Les parties intéressées sont invitées à accéder à la conférence directement, en mode écoute seulement, par téléphone en composant le 647-484-0473 ou le 1-800-289-0459 (sans frais) et en utilisant le code d'accès 350989, suivi du carré (#) (veuillez téléphoner un peu avant 8 h 15 (heure avancée de l'Est)). Une diffusion audio sur le Web avec les diaporamas afférents sera accessible par l'intermédiaire de la page Relations avec les investisseurs, au [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com).

Une période de questions suivra la présentation des résultats par la haute direction de la Banque Scotia. Une transmission différée par téléphone de la conférence téléphonique sera disponible du 27 août 2019 au 11 septembre 2019, en composant le 647-436-0148 ou le 1-888-203-1112 (sans frais en Amérique du Nord) et le code d'accès 3040720, suivi du carré (#). La diffusion audio sur le Web sera disponible sur le site Web de la Banque pendant trois mois.

---

### Coordonnées

#### Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs institutionnels qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia

Scotia Plaza – 44, rue King Ouest

Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1

Téléphone : 416-775-0798

Courriel : [investor.relations@scotiabank.com](mailto:investor.relations@scotiabank.com)

#### Médias :

Les demandes d'information des médias doivent être adressées au service Communications mondiales, à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-775-0828

Courriel : [corporate.communications@scotiabank.com](mailto:corporate.communications@scotiabank.com)

**Actionnaires :**

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, les dividendes, les transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'agent des transferts de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada  
100, avenue University, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1  
Téléphone : 1-877-982-8767  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

Coagent de transfert (États-Unis)  
Computershare Trust Company N.A.  
250 Royall Street  
Canton, MA 02021, U.S.A.  
Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter le Secrétariat général :  
Banque Scotia  
Scotia Plaza – 44, rue King Ouest  
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Téléphone : 416-866-3672  
Courriel : [corporate.secretary@scotiabank.com](mailto:corporate.secretary@scotiabank.com)

**Quarterly Reports available in English**

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

